

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

itinéraires vers le XXI^e siècle

François Fairon
Frédéric Noy
Préface de Pierre Calame

Itinéraires vers le XXI^e siècle

Récits de témoins
engagés lors de l'Assemblée mondiale
de citoyens de Lille 2001

L'association Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer a pour objectif d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition des ouvrages et dossiers édités et coproduits.

Les auteurs

François Fairon est historien public. Il anime principalement des ateliers de « micro-histoire » réunissant des personnes de tout âge et de toutes cultures. Ses interventions sont souvent reliées à la politique de la ville, mais se déroulent aussi au sein d'établissements scolaires, de résidences de personnes âgées et de centres de formation. Dire l'histoire par la mémoire, partir de trajectoires de personnes ordinaires pour se relier à l'histoire des hommes, faire en sorte que le passé participe à la construction du présent et se transmette aux générations futures, telle est la fonction de l'historien public.

Photographe indépendant, auteur notamment d'un triptyque photographique sur la Tanzanie, **Frédéric Noy** collabore régulièrement avec la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme. Durant l'Assemblée mondiale, il a promené son objectif dans les couloirs, les ateliers et les salles de réunion, suivant les participants et les organisateurs pour rendre un peu de ce qui s'est passé à Lille.

© Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2003

Dépôt légal, 4^e trimestre 2003

Dossier FPH n° DD 136 * ISBN : 2-84377-085-8

Diffusion : Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris

Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor

Maquette de couverture : Vincent Collin

Sommaire

Préface, <i>Pierre Calame</i>	7
Introduction	11
Les chômeurs prennent la parole, <i>Christian Garchery</i>	17
S'engager auprès des habitants, <i>Teolinda Bolívar</i>	23
Quand les habitants sont reconnus comme des experts, <i>Aoucha Mokeddem</i>	29
Un village prend son destin en main, <i>Muniraju</i>	35
Penser et agir ensemble à l'échelle régionale, <i>Pierre-Jean Lorens</i>	39
Une université ouverte sur la cité, <i>Nabil El Haggar</i>	45
Les nouvelles énergies préservent l'environnement, <i>Anye Yu</i>	51
Quand les scientifiques et les agriculteurs s'allient, <i>Sanginboy Sanginov</i>	55
Mobiliser les populations rurales autour de projets novateurs, <i>Luc Roussel et Hélène Roulez</i>	59
Les paysannes soutiennent le développement communautaire, <i>Élisabeth Atangana</i>	65
Les mères de soldats donnent de la voix, <i>Valentina Melnikova</i>	71
Les femmes se mobilisent pour la paix, <i>Rima Tarazi</i>	77
Œuvrer à un dialogue interconfessionnel, <i>Rana Sabra Ben Omar</i>	83
La prévention des conflits passe par une éducation à la paix, <i>Negede (fils de) Gobezie</i>	89
La responsabilité sociale du journaliste, <i>Innocent Muhozi</i>	95
Première expérience internationale, <i>Silvia Mosneaga</i>	99
Pour une écoute mutuelle entre les générations, <i>François Soulard</i>	103
Coordonner l'Assemblée mondiale de citoyens, <i>Nicole Delebarre</i>	107
Conclusion	111
Annexe 1 : Discours de Michel Rocard et d'Edgar Morin lors de l'ouverture de l'Assemblée mondiale de citoyens le 2 décembre 2001 ..	115
Annexe 2 : La charte des Responsabilités humaines de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire	121

Préface

Le défi semblait irréalisable et un peu fou, utopique tout au moins : réunir une Assemblée mondiale de citoyens, qui serait représentative de la société mondiale, pour discuter et débattre des grands enjeux du XXI^e siècle, et finalement transformer cette Assemblée en une force de propositions pour l'avenir de la planète et des hommes et femmes qui la peuplent. Cette assemblée s'est tenue à Lille en décembre 2001. Durant huit jours, la Fondation Charles Léopold Mayer et l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, toutes deux à l'initiative de ce grand projet, ont réuni quatre cents participants originaires de 125 pays, et de milieux sociaux, professionnels et religieux très différents, pour réfléchir aux grands enjeux de demain.

Pour passer d'une conférence internationale de représentants de la société à une Assemblée mondiale de citoyens qui puisse être une préfiguration de Parlement de la planète, reflétant la diversité de la société mondiale, capable d'élaborer un sommaire des stratégies de changement pour le XXI^e siècle et une charte des Responsabilités humaines, il fallait relever un ensemble de défis difficiles qui vont de l'identification des participants à la mise en place de méthodes originales de travail. L'Assemblée de Lille a pris ces défis à bras le corps, a cherché à y apporter des solutions. Les insuffisances parfois constatées sont le reflet de cette ambition assumée.

Le choix des participants

Pour que quatre cents participants reflètent un monde en marche dans toute sa diversité, il a fallu définir des critères stricts pour que chacun incarne sa région et son milieu et pour qu'un bon équilibre soit respecté entre régions et milieux. Nous y sommes parvenus. Chinois et Indiens ont été de loin les plus nombreux, conformément à la population de leurs pays. Dans chaque région du monde, les participants venaient de milieux très divers. Pour chaque milieu, une assez bonne diversité géoculturelle a été respectée.

Un général russe côtoyait un paysan camerounais, un philosophe chinois dialoguait avec une jeune Irlandaise, un chef d'entreprise philippin échangeait avec un évêque mexicain. Cette Assemblée de citoyens a permis d'entendre des voix que nous n'entendons que rarement, notamment sur des sujets hautement politiques, et de rompre avec un système, pourtant qualifié de démocratique, qui voit se reproduire perpétuellement les mêmes classes dirigeantes et les mêmes modes de dialogue et de décision.

Le déroulement de l'Assemblée

Il s'agissait de trouver une méthode commune de travail, afin que tous les participants aient voix au chapitre. Il était essentiel notamment que les participants fixent eux-mêmes l'agenda de l'Assemblée, et donc que les thèmes de travail et de réflexion n'aient pas été décidés à l'avance par les organisateurs, pour refléter les réelles priorités de tous. Il a fallu pour cela concevoir un processus, tester une méthode nouvelle d'intelligence collective en s'appuyant sur la mise en relation des questions entre elles (la cartographie). Les deux premiers jours de l'Assemblée ont été consacrés à l'établissement de l'agenda : les participants se sont réunis par collègues (groupes socioprofessionnels) et ont écrit sur des Post-it ce qu'ils considéraient comme étant les grands défis de ce siècle. Ces Post-it ont ensuite été saisis informatiquement dans le logiciel de cartographie, puis regroupés sur quatre pôles : gouvernance, éco-société, valeurs, environnement. La synthèse a permis de passer de groupes de travail « collégiaux » à des groupes de travail « thématiques ». C'est dans ce dernier type d'ateliers que les participants se sont ensuite réunis – toujours avec les mêmes méthodologies et les mêmes outils – et qu'ils ont élaboré ensemble les matériaux d'une stratégie. Deux documents synthétisent ces contributions : la charte des Responsabilités humaines, socle éthique commun fruit d'un long travail d'élaboration interculturel ; l'Agenda pour le XXI^e siècle qui met en évidence les priorités communes du changement.

La logistique

Dans une assemblée aussi diverse, il n'y a pas d'un côté les grands problèmes conceptuels et de l'autre les petits problèmes logistiques. Les problèmes logistiques sont des problèmes conceptuels essentiels qui conditionnent l'inauguration de cette nouvelle forme de démocratie mondiale. Le choix de ces 400 personnes effectué dans l'obsession de la diversité des peuples et des cultures, nous a obligés à relever des défis logistiques, inter-culturels, linguistiques. Il fallait les accueillir dans les aéroports et les gares, les hôtels, il fallait un accompagnement personnalisé des participants. C'est la mobilisation de 150 jeunes étudiants, âgés de 18 à 20 ans, qui a rendu cela possible. Il fallait aussi que chaque participant puisse s'exprimer dans sa langue dans chaque petit groupe de travail, et la tenue de l'Assemblée a mobilisé pour cela 250 interprètes essentiellement bénévoles.

Il fallait se confronter à ces questions logistiques, méthodologiques, linguistiques considérables pour contribuer à la construction d'une citoyenneté mondiale, en montrant que trois choses essentielles sont possibles: un dialogue respectueux de la diversité géoculturelle et socio-professionnelle; le passage de l'analyse critique de la situation actuelle à l'élaboration de propositions; la manière de construire une stratégie de façon ascendante et transparente en partant des propositions des uns et des autres et en élaborant progressivement une synthèse.

L'Assemblée fut en quelque sorte le prototype d'un nouveau modèle démocratique, fondé sur des critères statistiques et non politiques, et elle fut le lieu d'une mise en scène de la diversité du monde. Elle a démontré que le désir de dialogue était présent au sein de notre société mondialisée, et elle appelle des prolongements dans différentes régions du monde et dans différents milieux. Elle permettra cela car elle peut servir d'inspiration et de brouillon pour les suites et en particulier pour la tenue d'assemblées régionales de citoyens.

Seul le prototype permet de passer du fantasme à l'idée que, décidément, c'est possible. Il faut baliser la marche vers la communauté mondiale d'événements comme celui-là, aussi indispensables qu'impensables.

Pierre Calame,
directeur général
de la Fondation Charles Léopold Mayer
pour le progrès de l'Homme

Introduction

Ils sont dix-neuf participants à prendre la parole, à retracer le cheminement qui les a menés à l'Assemblée mondiale de citoyens de Lille.

Dix-neuf témoignages pour quatre cents participants, le choix était forcément subjectif, mais nous avons veillé à ce qu'il soit le plus représentatif possible : l'équilibre homme-femme est presque respecté et toutes les générations sont présentes. Tous les continents, à l'exception de l'Océanie, le sont également. Le Nord-Pas-de-Calais est à l'honneur puisque neuf témoins viennent de la région. Les corps socioprofessionnels enfin sont très divers puisque douze collègues sont représentés.

C'est une parole quasiment brute qui est publiée. Les textes ont été rédigés à partir d'enregistrements audio. Les interviews ont eu lieu au mois de novembre 2001 pour les participants de la région, et pendant l'Assemblée pour les autres. Elles se sont déroulées en langue française. Quatre d'entre elles ont nécessité la présence d'un interprète et même pour l'un des participants – l'Indien Muniraju – de deux interprètes. Chaque rencontre a duré entre une et deux heures.

Au cœur de l'engagement des témoins, il y a l'homme, le sujet, le citoyen, l'homme avec sa singularité, son individualité, sa dignité. Tous, que ce soit le scientifique, l'universitaire, l'acteur public, l'élu local, le journaliste, ne parlent que de lui. L'exercice de leur métier et le sens de leur action ne se comprennent qu'à travers l'amour de l'homme, sans lequel il serait impossible de résister, d'aller plus loin, comme l'exprime la Vénézuélienne Teolinda Bolivar. La sollicitude des témoins se porte tout naturellement vers ceux qui sont les plus démunis, les plus éloignés du

savoir et du pouvoir, comme les intouchables dont parle l'Indien Muniraju ou les chômeurs qu'évoque Christian Garchery de l'association Paroles de chômeurs.

Le mot solidarité revient souvent dans les témoignages. « Solidarité envers ceux qui ont besoin d'un coup de pouce, solidarité envers ceux qui vivent des inquiétudes, solidarité pour constituer une force, une force de proposition, une force de négociation, une force d'action commune », pour citer la Camerounaise Élisabeth Atangana. Le sentiment d'appartenance à une communauté d'intérêts, où chacun a sa place et contribue au bon fonctionnement de l'ensemble est mis en avant. En allant à la rencontre des mères de soldats avec la Russe Valentina Melnikova, des femmes avec la Palestinienne Rima Tarazi, des paysans avec Luc Roussel et Hélène Roulez, en portant une attention particulière aux jeunes comme l'exprime François Soulard, tous recherchent en permanence à favoriser une expression, parce que la participation de tous est indispensable pour progresser ensemble. Comme le formule Aoucha Mokeddem : « Ce n'est pas parce que je suis gentille, c'est parce que je suis une professionnelle du développement et qu'il passe nécessairement par les habitants ».

Reconnaître l'individu dans son unicité, c'est souligner la diversité du genre humain. Pour que cette pluralité s'exerce pleinement, il faut un dialogue, un respect entre chacun. La paix est une condition nécessaire à l'expression de la diversité.

Cette communauté d'intérêts à l'échelle planétaire pose nécessairement la question de l'imbrication et de la complémentarité entre les différentes échelles de territoires, du lien entre le local et le mondial, comme le souligne Pierre-Jean Lorens.

Dans les témoignages, il est aussi question de l'homme dans son environnement. Le Tadjik Sanginboy Sanginov compare la terre à la mère. C'est elle qui nourrit l'homme, l'aide à grandir et à s'épanouir. Il y a une humilité, un profond respect de la terre, la certitude que le destin des hommes lui est intimement lié et qu'il faut imaginer et inventer des modes de production respectueux de la nature.

Parler de l'homme et de la terre, c'est relier le temps de l'homme aux autres mesures du temps, c'est replacer l'individu dans la chaîne des générations. Les témoins soulignent l'importance de la tradition, de la référence au passé. « Nous, on veut aller à la rencontre de notre mémoire, pour éclairer notre présent et notre avenir » reprend Aoucha Mokeddem.

Dans chaque parcours évoqué à travers ces témoignages, il y a un point de départ, avec déjà des valeurs plus ou moins affirmées, et puis un cheminement. Il y a le temps qui enrichit l'expérience, qui permet d'affiner l'exercice de sa pratique. C'est un long processus. C'est une expérience humaine, professionnelle inouïe, un trésor d'humanité. La benjamine des

participantes à l'Assemblée mondiale, la Moldave Sylvia Mosneaga vit sa première expérience internationale. Teolinda Bolivar et l'Éthiopien Negede Gobeze ont une pratique de plusieurs dizaines d'années.

Les hommes et les femmes qui témoignent s'impliquent dans leur époque, leur société. Ces hommes et ces femmes sont libres, en ce sens qu'ils choisissent de s'engager au service des autres. Leur pouvoir est minime, mais ils peuvent influencer sur le cours des choses. Toute l'instruction et les connaissances qu'ils possèdent ne valent que si elles tendent vers cet objectif. Et leur curiosité est grande ! Ce qui les a souvent conduits à ne pas se retrouver dans les structures et organismes existants, à en rechercher d'autres, ou en créer même, de ces lieux qui ne rentrent dans aucune des cases qui jusqu'alors existaient, comme le raconte Nabil El Haggar avec l'espace culturel de l'université de Lille 1. Ce sont des marginaux en quelque sorte, c'est-à-dire qu'ils se situent sur les marges, mais c'est de là que viennent toujours les changements souligne Luc Roussel.

Le parcours des témoins, tant au sens figuré que propre, peut être associé à une longue lutte. Ils se battent contre la guerre, l'intolérance, mais aussi contre les idées reçues et les inerties. Leur force, c'est l'optimisme qui les anime et les aide à soulever des montagnes.

Les rencontres occupent une grande place dans leur vie. Elles sont déterminantes parce qu'elles permettent un échange, un enrichissement. Nicole Delebarre parle d'émotion. Ils recherchent la compagnie des autres parce qu'ils savent la richesse que chacun porte en lui. Tous privilégient le travail en équipe. Ils parlent d'une intelligence collective en marche, qui est bien plus qu'une simple addition, en quelque sorte une alchimie. La rencontre permet à la fois un échange d'expériences et une mise en réseau. C'est justement par tous ces réseaux que les témoins ont eu connaissance de l'existence de la Fondation Charles Léopold Mayer, de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire et de l'organisation de l'Assemblée mondiale de citoyens.

Les motivations pour participer à l'Assemblée mondiale de citoyens sont multiples. Ce qui a séduit les témoins, c'est le thème de la rencontre qui place au cœur de ses préoccupations, l'homme, la société et son environnement. Ce sont aussi les moyens mis en œuvre par la fondation pour soutenir l'ambition de proposer une alternative en marge des courants de pensées dominants. En portant un message à l'humanité, l'Assemblée mondiale veut avoir prise sur le monde présent pour influencer sur les choix futurs. Ceux qui connaissent la déclaration de Salvador (Bahia) ne manquent pas de rappeler son importance. Elle est un repère, une lumière, une balise. Aucun ne la considère comme une fin en soi, mais comme une étape, un moment important de la vie. C'est un temps fort qui, en amont,

mobilise des forces, permet de relancer des dynamiques et qui, en aval, va laisser une trace dans la mémoire de chacun.

Ce qui séduit dans l'Assemblée mondiale, c'est son optimisme, sa dynamique, sa capacité mobilisatrice, « pour ensemble changer le monde », comme le souligne Rima Tarazi. C'est le processus mis en place qui repose sur la participation de tous, de toutes les voix, y compris celles des personnes en situation de détresse. Ici, il n'y a pas de délégation, pas de représentation. « Tout le monde vient sur un pied d'égalité et ça c'est le rêve » souligne Teolinda Bolivar. L'organisation même de l'Assemblée, à travers l'hébergement, les repas pris en commun, reproduit cette égalité. Les témoins sont venus à Lille parce qu'ils sont convaincus qu'il y aura un enrichissement. Le Chinois Anye Yu pensait n'être qu'un observateur. Finalement, il a beaucoup discuté, apporté sa contribution sur la question des nouvelles énergies.

Ce qui séduit dans l'Assemblée mondiale, c'est le nombre de participants réunis. Cette diversité est saluée, notamment parce qu'elle suscite de nouvelles confrontations, différentes de celles que les témoins connaissent habituellement. Et c'est aussi cela qui fait sa richesse. Selon Sanginboy Sanginov, la Fondation Charles Léopold Mayer et l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire perpétuent une tradition ancienne, « où les hommes sages avaient l'habitude de voyager, de rencontrer des gens, de discuter ». L'Assemblée mondiale est un formidable lieu pour se rencontrer, se retrouver, pour voir que finalement « nous ne sommes pas seuls », comme le dit le Burundais Innocent Muhozi et que « les problèmes ne sont pas nombreux », comme le remarque Negede Gobezie. Pour les peuples qui souffrent, « c'est aussi très important de se sentir soutenu », comme l'exprime Rima Tarazi.

Pour la région Nord-Pas-de-Calais, c'est une chance formidable d'accueillir cet événement, d'avoir la possibilité d'échanger des expériences, de savoir ce qui se fait ailleurs, « d'avoir la planète à portée de main », comme le remarque Rana Sabra Ben Omar.

D'un point de vue méthodologique, les interviews ont été conduites à la manière d'un récit de vie, afin de baliser les étapes et les expériences marquantes vécues par les témoins et mieux saisir les raisons de leur présence à l'Assemblée mondiale de citoyens. Les participants ont également donné leur « définition » du citoyen, plus celles de mots auxquels ils sont particulièrement attachés.

Les interviews ont ensuite été retranscrites littéralement. À partir de ce *verbatim*, j'ai accompli un travail de montage, c'est-à-dire que j'ai cherché à reconstituer une trame chronologique et thématique. À chaque fois que pour des raisons de compréhension, j'ai interrompu le propos initial ou que j'ai repris un passage pour le replacer à un autre endroit du récit, j'ai inséré des points de suspension entre crochets. Chaque paragraphe marque égale-

ment une rupture par rapport au récit initial. Les textes tels qu'ils vous sont présentés ont nécessité un travail important sur la ponctuation. Les seules modifications que j'ai apportées touchent à la concordance des temps, l'emploi de synonymes pour éviter les répétitions. J'ai également apporté quelques modifications dans la construction des phrases. Ces interventions étaient nécessaires pour passer d'un témoignage oral à une retranscription écrite.

Je suis conscient que ce travail de « montage de textes » et cette « réécriture » portent mon empreinte et ma subjectivité et expliquent en partie les variations importantes – du simple au double – sur la longueur des témoignages. Puissent-ils ne pas avoir déformé les récits tels qu'il m'a été donné de les entendre et rendre compte du souffle qui a animé l'ensemble des participants pendant ces neuf journées de l'Assemblée mondiale de citoyens de Lille.

François Fairon

Les chômeurs prennent la parole



*Christian Garchery,
secrétaire de l'association
Paroles de chômeurs,
Wattrelos*

Collège habitants

Christian Garchery est l'un des membres fondateurs de la jeune et dynamique association Paroles de chômeurs. Aujourd'hui, son implication est telle qu'il envisage de poursuivre une formation professionnelle directement liée aux activités de l'association.

Je suis arrivé dans le Nord il y a dix ans parce que j'y connaissais deux, trois personnes, et parce que j'en avais marre de Paris, où j'ai travaillé dans la publicité puis dans l'imprimerie. Le problème dans le Nord, c'était le travail. Je me suis retrouvé dans de grosses usines. J'ai arrêté parce que ça ne me convenait pas. Il n'y avait à l'époque qu'un secteur qui marchait, c'était le bâtiment. J'y ai travaillé environ sept ans. Je me suis formé comme peintre. C'était parti pour un bon moment [...]. Puis ma boîte a fermé. J'ai trouvé une entreprise de réinsertion qui me proposait un contrat d'un an et demi comme peintre. Là, c'était l'exploitation comme jamais je ne l'avais vécue. La révolte a grondé ! Il y avait Paroles de chômeurs. J'avais envie de témoigner.

La parole, c'est le début des choses

Le nom Paroles de chômeurs est venu au tout début. Puisque les gens se rencontraient pour échanger, pour un temps de paroles, ils ont dit : voilà, pour nous, ce doit être Paroles de chômeurs, tout simplement parce que nous sommes des chômeurs.

La parole, c'est le début des choses. Quand on n'exprime pas, il ne se passe rien. Quand on bâillonne, il n'existe plus rien. C'est un peu ce que fait la société avec les gens exclus. Les chômeurs sont parmi les moins écoutés. Quelqu'un qui perd son travail est discrédité. Dans notre société, nous ne sommes reconnus que par le travail. Quand tu rencontres quelqu'un, au bout de deux, trois minutes, il te demande ce que tu fais dans la vie. Si tu dis que tu es chômeur, pouf, tu es à moitié effacé, gommé ! Moi, je trouve que c'est très important que Paroles de chômeurs soit là, parce que tout ça fait de la casse. Humainement, les gens ont les bras coupés.

Aujourd'hui, Thierry, qui fait partie de l'association, réalise un film qui justement s'appelle *La parole et l'action*. Il retrace le parcours de l'association, avec nos témoignages, ceux des personnes qui fréquentent l'association, mais aussi de nos voisins, de nos partenaires.

Habitant : En soi, ce n'est pas une reconnaissance, ça ne veut rien dire. Oui j'habite là, mais est-ce que j'y vis vraiment ? Est-ce que j'existe vraiment là où j'habite ? Habitant, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant. J'ai plus envie de parler de citoyen, c'est plus grand !

Citoyen : C'est quelqu'un qui prend conscience du monde dans lequel il vit et qui agit, prend des responsabilités pour avancer. Dans son quartier, il bouge, est capable de créer du lien avec ses voisins, de faire plein de choses. Il n'habite pas uniquement quelque part. Il est un être humain, en confiance, qui sait donner aux autres.

Le besoin de se souder était fort

Tout a commencé en 1997, au centre social, par un groupe de paroles. Les rencontres avaient été initiées par un travailleur social. Les gens passaient un moment ensemble pour discuter. Moi, je ne faisais pas encore partie du groupe. Je suis venu six mois après. Des amitiés se sont nouées. Avec quelques personnes du groupe, nous avons décidé de continuer, mais en dehors du centre social. Un café nous a prêté son arrière-salle. Nous nous sommes rapidement aperçus que ce n'était pas le meilleur endroit.

Nous avons décidé d'aller plus loin [...]. Le besoin de se souder était fort [...]. Si nous voulions être écoutés et puis aussi un peu financés dans nos projets, il nous fallait nous constituer en association. C'était en février 1999. Tout doucement, l'association a grossi. Au fur et à mesure que nous avançons, nous nous rendons compte que notre expérience était profitable aux autres [...]. Les personnes qui venaient vers nous savaient que

nous avons connu la même galère qu'eux, pas comme un travailleur social qui est derrière un bureau. C'était vraiment le point fort de l'association.

Un moment important aussi, c'est lorsque nous sommes arrivés dans le bureau fin avril 2001. Nous avions tout prévu. Le bureau ne nous est pas tombé dessus tout cuit. Nous nous sommes bagarrés pour l'obtenir. C'était la récompense de notre investissement. À partir de là, tout s'est accéléré. Notre engagement est devenu plus fort. Nous avions un lieu identifié.

Lien : Le lien, ça me fait penser à l'humain. C'est ce qui appartient à l'humain. Le lien, c'est nous qui le créons, le défaisons. J'aime bien les mots comme ça.

Partager la parole

Le secret, c'est la rencontre, aller vers les autres. Si Paroles de chômeurs veut être reconnu, il lui faut rayonner à l'extérieur. Je pense qu'il n'y a que comme cela que l'on fera revenir à l'association des idées et des façons de voir, des bonnes pour s'en inspirer et des mauvaises pour ne pas les reproduire. C'est aussi la seule manière de se faire connaître. Les partenariats naissent ainsi [...]. Moi, je me sentais capable d'aller vers les autres. Depuis deux ans, je participe à des réunions à droite, à gauche, dans tout le Nord-Pas-de-Calais. J'ai rencontré à peu près une trentaine d'associations. Régis aimait bien être au bureau, maintenant il est à l'accueil. Je crois que c'est l'une des forces de Paroles de chômeurs. Les gens ont envie de découvrir des choses qu'ils ne connaissent pas forcément au départ. Ça se fait tout doucement. Il ne faut pas que ça aille trop vite. Moi, j'appelle ça revivre ! Il faut croire en soi. L'association sert aussi à cela.

L'un des points forts de l'association, c'est la communication. Au départ, il y a eu la lettre aux adhérents, la fiche d'expérience avec les comptes rendus de réunions. C'était important que notre parole ne reste pas entre nous. Au sein de l'association, il y a un gros besoin de témoigner, parler de nos problèmes, nos rencontres, nos espoirs aussi.

Aujourd'hui, il y a l'atelier bande dessinée. Nous sommes aidés par un professionnel, rencontré par le biais d'une association de Roubaix. L'objectif, c'est de réaliser un journal associatif. Deux numéros sont déjà parus. Nous avons trouvé un financement au conseil régional, à travers l'innovation sociale et la citoyenneté. La bande dessinée, c'est un bon moyen de faire connaître nos travaux et le fruit de nos réflexions. Nous distribuons le journal aux institutions, à la CAF (caisse d'allocations familiales), la mairie, l'ANPE (agence nationale pour l'emploi). Avec une bande dessinée, les gens sont plus attirés. Les situations extrêmes font peur. La bande dessinée dédramatise, heurte moins. Nous y mettons de l'humour.

Nous nous découvrons tous des capacités

Nous avons pris la décision de changer à nouveau de local, car nous ne voulons plus dépendre de la mairie et de ses locaux. Nous savons ce que ça veut dire. Le jour où nous ne serons pas d'accord avec eux, nous aurons une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Notre contact avec Logiciel (bailleur de logements sociaux) a fini par payer. Nous avons obtenu un local d'auto-école, dans lequel nous avons fait des travaux, et dans un mois, nous en prenons possession. Parallèlement, nous allons privilégier le travail sur le terrain pour rencontrer les gens qui jusqu'alors ne venaient pas à nous. Il faut que nous soyons connus et reconnus sur le terrain.

Actuellement, l'association compte vingt-trois adhérents. L'année dernière, nous n'étions que huit, neuf. Nous avons de nouveaux projets. C'est un cheminement. On met un pied devant l'autre [...]. Que ce soit Cécile, Régis ou les autres personnes du bureau, nous avons appris l'informatique, la comptabilité, à rédiger des courriers, monter des dossiers. Nous nous découvrons tous des capacités, ce qui fait progresser à la fois l'association et les personnes. Nous sommes dans le même bateau. Au fur et à mesure qu'il avance, nous avons envie d'aller plus loin. Une bonne idée de quelqu'un peut devenir par la suite un projet collectif. C'est vraiment intéressant ! Je crois que c'est notre engagement qui le permet. Nous prenons confiance en nous [...]. C'est un mouvement, alors nous freinons un petit peu pour que l'équipe ne s'emballe pas.

Des compétences au service du bénévolat

Mon investissement à Paroles de chômeurs, c'est un concours de circonstances. À un moment, j'avais une révolte. Je ne travaillais plus [...]. Si nous voulions que l'association se développe, il fallait forcément s'investir beaucoup plus. J'ai sauté à pieds joints. J'ai fait un choix ! Par rapport à l'ANPE, ça a été très dur à faire accepter.

L'investissement à Paroles de chômeurs, c'est un constat de parcours. Il fallait que je passe à l'acte ! J'y réfléchissais depuis pas mal de temps. J'avais envie de faire avancer les choses. Ce choix coûte relativement cher. Depuis deux ans, je ne travaille pas. Je suis tombé d'un assedic pas mal payé à un RMI. Pour ma famille, c'est un sacrifice énorme. Je ne m'investis pas seulement dans l'association parce que j'y suis bien, il y a un projet derrière. Maintenant, je dois m'attaquer à ma formation. Le bénévolat c'est bien, mais au bout d'un moment il faut aussi des compétences. J'ai choisi une formation de moniteur-éducateur, pour être plus sur l'humain. Par la suite, j'espère pouvoir mener des ateliers en direction des RMistes, des personnes exclues.

Collège habitants : nous nous sommes rapidement trouvé des points communs

La première fois que j'ai entendu parler du collège habitants, c'est par l'intermédiaire d'une personne d'AC Cambrésis (Agir contre le chômage). Ensuite, un de nos partenaires nous en a également parlé. Il nous a mis en contact avec Aoucha Mokeddem (voir plus loin : « Quand les habitants sont reconnus comme des experts »). Nous nous sommes rapidement trouvé des points en commun.

Le collège habitants nous a conforté dans nos idées, c'est-à-dire de penser que nous ne nous battons pas seulement contre le chômage mais aussi contre le système. Il est possible de s'engager sans forcément adhérer à un parti politique. Au sein du collège, il y a eu un comportement citoyen. Nous avons noué de nouveaux contacts. Il y a eu aussi un transfert de compétences avec un apport d'outils méthodologiques, comme la simple construction d'une fiche technique. Nous avons appris à faire des grilles de lecture. Elles nous permettent d'être plus précis dans la retranscription de nos expériences.

L'Assemblée mondiale de citoyens : voir ce qui se passe ailleurs

Ce qui m'attire beaucoup dans l'Assemblée, c'est que les cinq continents vont envoyer des délégations [...]. Nous ne connaissons rien de leur vie, de leur situation, du contexte dans lequel ils vivent, et ça c'est bien ! [...] C'est un événement qu'il ne faut pas manquer. Nous allons pouvoir échanger des expériences, voir ce qui se passe ailleurs sans y avoir mis les pieds.

Ce qui me plaît, c'est que ça part de la base [...]. Pour réunir une Assemblée mondiale de citoyens, il était nécessaire de prendre en compte toutes les composantes de la société [...]. En tant qu'association de chômeurs, ayant vécu l'exclusion à un moment de notre parcours, nous avons des retours d'exclusion à faire. Ce ne sera pas ceux des autres participants de l'Assemblée mondiale [...]. Nous avons beau être dans une société riche, il y a des gens exclus qui vivent avec dix francs par jour en Europe. Ailleurs c'est énorme, ici c'est très peu de choses. Des gens dorment dehors, crèvent de faim. Je crois que c'est notre rôle de dire qu'ils ont des capacités, qu'il faut les écouter, les réintéresser, les réorienter. C'est un peu l'histoire de notre association. Nous nous sentions bien. Nous avions envie de faire des choses en commun. L'espoir était revenu.

S'engager auprès des habitants



*Teolinda Bolivar,
architecte-urbaniste,
professeur à l'université centrale
du Venezuela,
Caracas*

Collège habitants

L'universitaire Teolinda Bolivar a consacré toute sa carrière professionnelle aux habitants des barrios – les quartiers populaires – de Caracas. Elle leur a rendu un vibrant hommage à travers l'ouvrage Les faiseurs de villes paru en 1995. Depuis le début des années 1990, elle collabore à de nombreux projets avec la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme.

Je suis née dans un tout petit village. Il y avait une école primaire mais pas d'école secondaire. J'ai dû aller à Valencia, à soixante, soixante-dix kilomètres de là. C'était une école religieuse : la congrégation Saint-José de Tarbes, une école française. C'est peut-être pour cela que je suis présente aujourd'hui.

En 1953, je suis venue à Caracas pour mes études. À l'université, nous n'étions pas en relation avec les habitants des bidonvilles. Tous nos cours d'architecture se déroulaient dans l'enceinte de l'université [...]. En 1958, la dictature a chuté. J'ai obtenu mon diplôme l'année suivante.

Tout de suite, j'ai travaillé à la municipalité sur la planification urbaine. Avec ce travail, j'ai été chargée de sortir, faire des études avec des équipes

interdisciplinaires. J'étais très sensible à toutes ces questions des *barrios* (terme servant à désigner l'habitat populaire au Venezuela).

L'Institut national du logement

À l'époque de la dictature, le mot d'ordre était de détruire les bidonvilles et de construire à la place de grands ensembles. Avec la démocratie, la question de l'amélioration des conditions de vie dans les *barrios* commençait à se poser.

J'ai travaillé avec les gens de la démocratie chrétienne [...]. Nous avons préparé un dossier sur les bidonvilles pour l'introduire dans le programme du gouvernement de la démocratie chrétienne. En 1968, nous avons eu l'occasion de l'initier [...]. J'avais décidé de venir en France pour faire des études avec Paul-Henry Chombart de Lauwe. C'est à ce moment que j'ai été appelée pour diriger l'Institut national du logement. Nous avons créé un département pour améliorer les conditions de vie dans les bidonvilles. C'est à ce moment qu'ont débuté les premières opérations de réhabilitation.

Une méthode fondée sur la conscientisation

Le pouvoir a toujours eu des difficultés à travailler avec la population. Sous le gouvernement du président Caldeira, nous avons initié une méthode similaire à celle du Brésilien Paolo Freire, c'est-à-dire basée sur la conscientisation. Ce n'était pas prévu dans le programme. Des camarades qui le faisaient déjà en milieu rural nous ont aidés. Nous l'avons initié dans trois quartiers de Caracas et à Barquisimeto, Valencia et Maracaïbo. Nous pensions reproduire ce programme dans les grands centres urbains du Venezuela et ensuite dans toutes les villes. Nous avons travaillé rapidement.

Avec certaines difficultés, un groupe interdisciplinaire s'est constitué [...]. Le groupe de la jeunesse du parti de la démocratie chrétienne s'opposait aux sociologues. Ces derniers avaient des méthodes plus calmes et n'osaient pas interviewer les habitants des quartiers populaires. Ils pensaient que ce que nous faisions avec les jeunes animateurs, c'était des choses un peu dangereuses.

Une année après, j'ai dû sortir de ce programme [...]. Cette histoire ne s'est pas pour autant arrêtée.

La mise en place de groupes interdisciplinaires

Avec ce groupe pluridisciplinaire, nous avons continué nos recherches dans les *barrios* [...]. J'ai commencé à faire de la recherche interdisciplinaire lorsqu'une de mes amies, sociologue, faisait sa thèse. J'ai réalisé pour elle des études de l'espace, c'est-à-dire exécuter les plans des maisons, voir quelle était l'utilisation de l'espace, etc.

La mise en place des groupes interdisciplinaires, c'était l'année 1969 [...]. Il y avait plusieurs équipes. Sur le terrain, une équipe tournait avec des ingénieurs, des sociologues et des animateurs. Une autre équipe regroupait presque toutes les disciplines: des psychiatres, juristes, économistes, des personnes chevronnées avec beaucoup d'expérience [...]. Pour ces recherches, nous n'avions pas de moyens. Nous les faisions le week-end. Cette expérience a été d'une grande utilité, aujourd'hui encore elle nous est précieuse.

La rencontre avec Paul-Henry Chombart de Lauwe

C'est à ce moment que j'ai rencontré Paul-Henry Chombart de Lauwe. C'est très important pour comprendre mon cheminement vers l'Assemblée mondiale. Il était avec une de mes amies sociologues très reconnue au Venezuela. Je lui ai montré les recherches que nous avons commencées dans l'administration. Je lui ai aussi montré notre intérêt, les photos. Il était vraiment intéressé par ces recherches. À Caracas, beaucoup de personnes méprisaient notre travail. Pour les architectes, les sociologues, ce n'était pas important. Paul-Henry Chombart de Lauwe m'a invitée en 1973 à Paris pour un colloque qu'il préparait. Il a créé une coopérative internationale de recherche avec des professionnels, des étudiants préparant leur thèse de doctorat. Je n'étais pas à ce moment-là intéressée à faire une recherche pour un doctorat. J'étais dans l'action [...]. Je ne voulais pas me limiter uniquement à un travail sur le bâti mais rencontrer les habitants. Ce n'était pas clair comme aujourd'hui.

À partir du moment où j'ai travaillé avec Paul-Henry, j'ai eu non seulement un appui d'un point de vue moral, mais également pour l'analyse, la méthode. Nous avons eu l'occasion de connaître un peu mieux les *barrios*. Nous avons continué le travail avec des groupes interdisciplinaires et les étudiants de la faculté d'architecture.

La création d'un centre de recherches sur les problèmes urbains à l'université d'architecture de Caracas

Après les événements de 68, l'université s'est ouverte à de nouveaux champs d'action. Certains étudiants étaient intéressés pour travailler sur la problématique des *barrios*. En 1973, j'ai été nommée à la faculté d'architecture et d'urbanisme de l'université centrale. Au début, j'y travaillais très peu de temps.

Avec des collègues, nous avons créé un centre de recherches sur les problèmes urbains [...]. Nous réalisons des rapports, des planifications pour des petits villages. C'était difficile d'être en même temps universitaire et militante politique [...]. Lorsque j'ai pris mes distances avec la démocratie chrétienne, un de mes camarades leader a créé un groupe politique. C'était le GAR (*Grupo de acción revolucionaria*). C'était en 1973-1974.

Nous avons essayé de sortir une revue et fait paraître le numéro 0. Ça s'est arrêté, mais à partir de la création de ce centre de recherches sur les questions urbaines, nous avons noué des relations avec des universitaires, des économistes, des prêtres influents [...]. Mes cours ont permis de susciter un intérêt nouveau sur les quartiers populaires des grandes villes. Aujourd'hui, je travaille avec des personnes qui sont issues de ce premier groupe.

La réunion de Caracas en 1991

J'ai ensuite fait ma thèse de doctorat sur tout ce chemin de recherches-actions. Je l'ai faite avec le professeur français Henri Coing, qui est très ami avec Pierre Calame. C'est en 1990 que le groupe de recherches dirigé par Paul-Henry Chombart de Lauwe, a eu des relations avec la Fondation Charles Léopold Mayer.

Avec Paul-Henry, nous avons rencontré Pierre Calame. Nous lui avons parlé de nos travaux à Caracas. C'est Pierre, à la condition d'obtenir l'appui du gouvernement, qui a eu l'idée d'organiser une grande réunion au Venezuela. Pour lui, c'était nécessaire d'établir un partenariat [...]. Chombart était d'accord. Cela n'a pas été facile de rencontrer les ministres et de les intéresser à nous. En 1991, nous avons décidé de faire la réunion à Caracas. La fondation a apporté son appui.

À la réunion de Caracas, il n'y avait pas seulement des grandes personnalités venant du monde entier et du Venezuela, il y a eu trois ou quatre conférences d'habitants. Nous les avons aidés à s'exprimer par écrit. Après la réunion, ils ont créé une assemblée d'habitants [...]. Le Mexicain Enrique Ortiz, qui participait à la réunion, s'est engagé à accueillir un groupe d'habitants. En 1992 ou 93, trois habitants de Caracas ont fait le voyage. Les échanges d'expériences entre habitants ont été très fructueux [...].

À partir de ce moment, les habitants ont été associés à toutes les décisions.

Amour : Je crois que c'est l'amour qui peut changer le monde. Sans lui, nous ne pourrions ni résister, ni aller plus loin. Toutes les relations que j'ai avec les habitants des *barrios*, ce n'est pas le travail de l'université, ce n'est pas mon devoir. Je suis là parce que je le veux.

L'Assemblée mondiale de citoyens : c'est le rêve, l'utopie d'un monde différent

Ici, à l'Assemblée mondiale de citoyens, tout le monde a les mêmes moyens, la même possibilité de s'exprimer [...]. Ici, tu arrives et tu reçois la même quantité d'argent que tous les autres. Tu es dans le même avion. Tout le monde mange à la même table. C'est le rêve, l'utopie d'un monde différent. C'est un événement mémorable au sens où il va laisser une trace

dans la mémoire de chacun des participants [...]. Une réunion de dix jours, c'est très peu de temps et beaucoup de temps à la fois.

Cette réunion ouvre l'éventail des collègues et pour moi, c'est inédit. Travailler avec les entrepreneurs, l'armée, d'autres collègues, ce n'est pas facile et ce n'est pas facile non plus d'une certaine façon de l'accepter [...]. Travailler avec les autres, ça me pose des questions. C'est une aventure ! Pierre l'a dit et je crois que c'est vrai [...]. La confrontation des opinions est importante mais l'essentiel dans cette réunion, c'est leur maîtrise et leur exploitation.

Hier, dans l'atelier, le rapporteur et le coordinateur étaient les plus jeunes du groupe. Je crois que nous, nous avons déjà beaucoup d'expérience. C'est aux jeunes de prendre le relais.

La charte : c'est une étape, un moment important, comme dans la vie

Les déclarations sont importantes. Hier, j'écoutais une personne qui se demandait ce que nous allions faire de la déclaration. L'expérience que nous avons eue avec la déclaration de Salvador est très importante. Nous ne l'avons pas oubliée. À l'université, nous en reparlons souvent avec les étudiants [...]. Elle est comme un repère qui nous permet de voir le chemin parcouru.

À l'issue de la réunion de Salvador, plusieurs petits livres et cahiers ont été édités, diffusés. De nouvelles idées ont émergé. C'est un processus. Je crois qu'il faut insister sur le fait que l'Assemblée de Lille n'est pas une fin en soi, c'est une étape, un moment important, comme dans la vie.

Quand les habitants sont reconnus comme des experts



Aoucha Mokeddem,
chef de projet Contrat de ville
Bois-Blancs,
Lille

Collège habitants

Aoucha Mokeddem travaille depuis 1990 dans les quartiers lillois, dans le cadre de la politique de la ville. Elle a débuté dans le quartier de Wazemmes, puis est intervenue à Moulins jusqu'en 1994, où elle a commencé un mi-temps aux Bois-Blancs. Depuis 1995, elle se consacre exclusivement à ce quartier.

Je suis née en Algérie. Je suis arrivée à l'âge de huit ans à Lille. Mon père était officier dans l'armée française. Il a eu beaucoup de difficultés à trouver un logement en ville. Nous avons fini par être logés à la résidence des cadres militaires. En dehors de l'armée, ce n'était pas possible. Cette leçon t'apprend beaucoup !

Je ne pense pas qu'il y ait des situations spécifiques pour les immigrés et les pauvres. Nous sommes perçus de la même manière. L'intégration est aussi difficile pour des questions sociales que raciales [...]. C'est peut-être pour cela que je suis attentive aux autres. Avant d'arriver en France, jamais je n'aurais soupçonné qu'on puisse être rejeté. Après, tu deviens un petit peu plus frère de galère des enfants d'ouvriers qui ont été stigmatisés

à l'école, en entendant : « Te mets pas à côté d'elle ! » « Elle parle pas bien ! » « Elle dit des gros mots ! » [...]. Moi, je pense que je m'en sors [...]. J'ai eu la chance de pouvoir trouver une place dans la société d'accueil. Des gens ont joué le rôle de passerelle pour moi et j'ai besoin de renouer avec ça. C'est là que sont mes motivations !

La nécessité d'être utile aux autres

Dès le départ, j'ai revendiqué ma polyvalence [...]. Je ne suis pas monolithique [...]. J'ai fait des études d'histoire de l'art et de droit. Je voulais être historienne de l'art et en même temps, j'ai bien intégré les normes. Dans la vie, il vaut mieux connaître ses droits. J'ai aussi la volonté de m'inscrire dans la terre.

J'ai commencé à travailler dans les musées, mais je ne les trouvais pas assez sociaux. Je faisais des conférences au musée de Tourcoing. Un jour, je devais recevoir une classe du Pont Rompu (quartier de Tourcoing). On m'avait parlé de délinquants, c'était des petits gamins de moins de dix ans ! Ils étaient très réceptifs et allaient spontanément à la rencontre de l'œuvre. Comment pouvait-on renvoyer des gens dans le néant ? C'est pour cela que je n'ai pas voulu continuer dans ce milieu.

Pendant quelques temps, j'ai été juriste. Puis j'ai rencontré le directeur de la jeunesse et des sports du département du Nord. Il m'a proposé de travailler sur l'insertion professionnelle des jeunes et le développement de la lecture de jeunesse dans les loisirs. Le travail que j'ai le plus aimé, ce sont les bourses « défis jeunes » qui permettaient aux jeunes de concrétiser leurs idées [...]. Cependant, je trouvais qu'il n'y en avait que pour une certaine catégorie de jeunes, ceux qui s'en sortaient le mieux [...]. Dans le stage, il n'y avait que des jeunes qui étaient en mesure d'obtenir un emploi. Je faisais le travail pour ceux qui étaient les plus défavorisés, mais ils ne s'y retrouvaient pas. Je n'étais pas satisfaite.

Ma profession, c'est de l'utilité, pas du plaisir ! Professionnellement, je me sens coupable de ne travailler que pour mon plaisir [...]. Ça, c'est mon histoire personnelle, je ressens la nécessité d'être utile aux autres.

Aller à la rencontre de notre mémoire pour éclairer notre présent et notre avenir

J'ai toujours considéré que ma mission, c'était de trouver comment la ville peut s'approprier toutes ses parties et ne pas détacher le centre de sa périphérie [...]. Je ne peux pas dire d'où je tiens cette idée, mais j'ai toujours pensé que chaque partie s'inscrivait dans un ensemble.

Je travaille dans un quartier pour permettre que l'on repère son identité culturelle, parce qu'elle est importante pour la collectivité. La ville de Lille est plus riche avec le quartier des Bois-Blancs [...]. Les Bois-Blancs, c'est le passé fluvial de la ville. C'est grâce aux habitants que s'est monté le

projet Euratechnologies. Lors des journées du Patrimoine, les habitants ont mis en valeur le bras mort de la Deûle. Nous avons organisé un rassemblement de voiliers anciens avec village hollandais. Grâce à cette action, le tourisme fluvial passera désormais par les Bois-Blancs. Nous avons rendu ce territoire attractif et montré ses potentialités technologiques. C'est avec les habitants que nous, professionnels, avons compris les potentialités de ce lieu. D'un point de vue technocratique et politique, le projet Euratechnologies aurait dû se faire de l'autre côté de la Deûle.

En introduisant l'histoire locale, l'attachement affectif que les gens ont à leur quartier, on s'aperçoit qu'on est sur une mine d'or [...]. D'où je viens ? Qui peut expliquer ce que je fais aujourd'hui et ce que je ferai demain ? C'est un peu comme ça que les travaux sur la mémoire ont été définis par un habitant du quartier. Nous ne sommes pas passéistes ! Nous voulons aller à la rencontre de notre mémoire, pour éclairer notre présent et notre avenir. Moi, je travaille dans cette perspective-là. Un arbre pour croître a besoin que ses racines soient saines et respirent. Il y a un travail à faire sur la terre, pour aérer les racines et sûrement pas pour les couper. Ce sont ses racines qui permettent à l'arbre de pousser, d'avoir des frondaisons et des fruits.

Le développement passe nécessairement par les habitants

Quand je travaille avec les habitants, ce n'est pas parce que je suis gentille, mais c'est parce que je suis une professionnelle du développement et qu'il passe nécessairement par eux [...]. Les gens pensent que l'habitant est le sujet d'une politique d'assistance. De fait, j'ai vécu toute l'expérience de la politique de la ville avec des habitants qui sont déconsidérés pour la seule raison qu'ils habitent des quartiers en difficultés. Partant de là, on les traite comme des populations à assister parce qu'ils sont pauvres, Maghrébins, du quart-monde, illettrés, sans qualifications, sans logements, sans emplois. Ils ne sont définis que par des manques. Les politiques du logement et de l'emploi telles qu'elles sont pratiquées ne sont pas adaptées à leurs besoins. Ils ont des difficultés évidentes à être reconnus comme des acteurs de la ville.

Je suis très attentive à cette question. Il faut travailler sur les initiatives des habitants [...]. Ils sont trop nombreux à n'avoir pas droit à la parole, à ne même pas savoir comment faire pour être entendu, à qui ou comment dire que là où ils vivent, ce n'est pas possible, pas digne d'un être humain ! Une maîtrise de la parole et du mode d'emploi sont nécessaires. C'est leur voix qui nous manque !

La taille d'un projet importe peu. Ce qui compte, c'est son impact, c'est-à-dire comment par exemple quelqu'un prend confiance en organisant une petite fête dans son quartier [...]. Ces petites choses réhabilitées, ajoutées les unes aux autres et présentant une certaine cohérence, constituent

parfois des leviers pour les grands projets. Comment les habitants se mettent dans le mouvement pour participer ? Comment lèvent-ils des freins en eux ? [...] À l'épreuve des faits, les gens se mettent en mouvement, la décision devient différente, mieux acceptée et plus adaptée.

Habitant : Acteur de la ville à ne pas oublier, à ne pas négliger. Habitant, je le mettrais acteur dans la nouvelle gouvernance.

L'expression des habitants se construit dans la durée

Une rencontre des chefs de projet du Nord-Pas-de-Calais était organisée avec Pierre Calame, dans ce dispositif de formation permanente que le conseil régional et la préfecture de région proposaient aux chefs de projet. La rencontre portait sur la charte de Salvador (Bahia). Elle m'avait fortement interpellée. Je me suis dit que c'était vraiment ça qu'il fallait faire avec les gens. À ce moment, je travaillais à Moulins. J'ai présenté la charte aux associations et aux habitants. Ensuite, Pierre Calame nous a associés au travail préparatoire de la rencontre d'Istanbul¹.

Du coup, depuis cinq ans, je continue à remplir ma mission, c'est-à-dire les programmations annuelles de développement, mais je travaille aussi avec Pierre Calame pour organiser l'expression des habitants, leur donner une place à part entière. C'est une chose qui ne se décrète pas, mais qui se construit dans la durée ! Moi, je profite de moments comme ceux-là, comme lors d'Habitat II à Istanbul. Pendant une année, nous avons travaillé avec des groupes d'habitants, justement pour qu'ils prennent conscience de ce qu'ils sont, pour que leur voix soit égale à celle des autres.

Depuis, je fais partie de l'Alliance dans le Nord-Pas-de-Calais.

Salvador (déclaration de) : Je la relis dix ans après, c'est toujours pareil, ça n'a pas changé. Je trouve que c'est une réflexion sur la situation telle qu'elle est vécue dans les quartiers, telle que l'on pourrait mieux la vivre, avec un constat et des propositions. C'est que la situation n'évolue pas rapidement [...]. Elle est un petit peu comme la Déclaration des droits de l'homme. Nous pouvons l'ignorer, comme nous pouvons nous dire que c'est au nom de cette déclaration, qui a été ratifiée par les États, que nous agissons.

1. Cette rencontre a eu lieu à l'occasion du sommet des villes Habitat II organisé en juin 1996 par les Nations unies. À l'occasion de ce sommet ont été remis en débat les six principes de la déclaration de Salvador faite en novembre 1993 par une quarantaine de représentants d'habitants, d'élus et de techniciens de villes des quatre continents.

Coordinatrice du collège habitants :
j'ai dit oui, même si ça représente un énorme travail

Lorsque l'enjeu d'organiser le collège des habitants Nord-Pas-de-Calais pour l'Assemblée a été évoqué, j'ai dit oui, tout en sachant que ça représentait un énorme travail.

À chaque fois que j'entends des groupes s'exprimer sur les deux, trois points essentiels de blocages qui reviennent, ils parlent toujours du manque de considération, de pesanteur, d'inertie [...]. Je vois que c'est la même chose pour les autres collègues.

**L'Assemblée mondiale de citoyens : repartir sur
une dynamique qui suscite une réflexion collective**

Nous pouvons nous dire que nous sommes des petits pions, que nous sommes dominés par la mondialisation. Moi en tant que chef de projet, je ne peux rien faire, les habitants, c'est encore pire. Il faut sortir de ce schéma ! À des moments importants, nous pouvons montrer qu'il y a un mouvement dont nous faisons partie, et qui a son importance.

Je profite de moments comme le forum d'Istanbul. Pour moi l'Assemblée mondiale, c'est un moment important qu'il fallait saisir pour réactiver une dynamique qui existait autour d'Istanbul. Les gens ne vont pas se réunir tous les mois pour transformer le monde. Il faut profiter de ces grands moments de rendez-vous pour repartir sur une dynamique qui suscite une réflexion collective et aboutisse à des propositions. L'intérêt de la charte, c'est de fixer les choses par écrit. Elle reprend les propositions, réflexions et expériences, montrant que nous pouvons travailler différemment. Elle fournit aussi un repère déclaratif pour tous ceux qui sont de bonne volonté.

Mouvement : C'est la dynamique, la vie, l'inachevé, la perpétuelle transformation. Je pense que ce qui me motive, c'est que nous allons tomber sur une vérité qui va éclairer un petit peu notre chemin.

Paix : Le mouvement pourquoi ? Pour la paix quand même ! C'est une préoccupation qui va être concrètement au centre des rencontres. La paix des peuples ! Il y a plein d'États en guerre qui vont être là. Ils vont en parler. Nous, nous pouvons parler de paix sociale. Le fait de minorer les gens dans nos quartiers n'est pas source de sérénité. Réintroduire l'habitant pauvre ou celui qu'on a déqualifié dans l'action publique est facteur de paix sociale.

Un village prend son destin en main



Muniraju,
maire d'Utthari,
État de Karnataka,
province de Bangalore,
Inde

Collège élus locaux

Interprètes : Sudha S. (kanada-anglais)
Françoise Astier (anglais-français)

Muniraju a toujours vécu dans son village. Il est issu d'une famille modeste. Très rapidement, il s'est impliqué pour améliorer la vie des siens. Sudha S. dit qu'il a été élu parce qu'il s'occupe des questions scolaires. Pour Sudha S., rares sont les élus, à l'exemple de Muniraju, à s'impliquer autant pour leur village et ses habitants. Elle ajoute que c'est pour cela que les habitants l'aiment.

Au départ, j'étais responsable du développement scolaire dans mon village [...]. Je me suis battu pour améliorer l'état des bâtiments scolaires, pour que les parents scolarisent leurs enfants et que les directeurs d'écoles en accueillent davantage. Ce travail a été couronné de succès, à tel point que tous les enfants du village sont aujourd'hui scolarisés. J'ai compris que le ressort politique était très important [...]. Cela fait huit ans que je suis le représentant d'Utthari [...]. Ma responsabilité est de faire valoir les points de vue de mon village par rapport à la communauté des seize villages [...]. Je suis chargé des projets de développement. Les gens viennent me dire ce

dont ils ont besoin. Mon intérêt va vers les plus pauvres. Il n'est pas de subventionner les projets des villageois. L'argent est souvent détourné par des élus qui le redistribuent à leurs connaissances. Je tente de lutter contre cette corruption. Je joue également le rôle de juge local. C'est à moi d'arbitrer les conflits qui peuvent surgir entre villageois. Je soutiens les habitants les plus démunis, notamment les veuves et les personnes âgées.

Les décisions sont prises selon les besoins de chaque village

L'autodéveloppement local est clairement défini dans la constitution indienne. Les décisions sont ainsi prises selon les besoins de chaque village [...]. C'était une idée chère à Gandhi [...]. Il y a trois niveaux : le premier, c'est le niveau local, puis le niveau intermédiaire, correspondant à des regroupements de villages, enfin, le niveau provincial [...]. Mon village compte environ 20 000 habitants. Seize villages, regroupant 150 000 habitants, se sont réunis pour former le gouvernement autonome local à Kaggali Pura Panchayat, dans la province de Bangalore. Je suis l'un des seize représentants.

Ce mode de gouvernement repose sur une organisation traditionnelle, bien antérieure à l'indépendance de l'Inde [...]. Il s'agit bien sûr du système des castes [...]. Lorsque le gouverneur était bon, la justice allait, tout allait pour le mieux, mais s'il était tout puissant, cruel, alors c'était tout le contraire [...]. À partir de 1980, il a été inscrit dans la constitution que les habitants des villages éliraient leurs représentants locaux. Des amendements ont été pris dans les années 90, pour rendre ces dispositions effectives [...]. Les élections ont aujourd'hui lieu tous les cinq ans. Dans l'État de Karnataka, grâce à de bons ministres dans le gouvernement, ce système fonctionne particulièrement bien.

L'accès à l'eau potable est un immense enjeu

Pour ce qui est des équipements, des travaux d'assainissement sanitaire ont été entrepris. Avant, l'électricité ne fonctionnait pas en permanence, surtout pour les plus pauvres des villageois. Désormais, ils en bénéficient gratuitement. Les routes ont été réparées. L'accès à l'eau potable est un immense enjeu. Traditionnellement, il y avait des réservoirs dans les villages, mais ils ont été négligés. Nous disposons désormais d'un grand réservoir d'eau potable. Comme les lacs appartiennent aux instances publiques, les paysans ne s'en occupaient pas. Nous avons travaillé dur à les responsabiliser autour de cette question. Ces derniers mois, un lac sur notre territoire a été curé. Les boues sont très utiles pour fertiliser les terres. Cette action a fédéré les instances publiques et les habitants. Les femmes ont aussi participé. Les engrais ont été distribués gratuitement aux petits paysans. La récolte a été magnifique.

En français, Pipal Tree veut dire l'arbre de Bouddha

Je suis en contact depuis cinq ans avec Siddharta (journaliste vivant à Bangalore; époux de Sudha S., il travaille depuis de nombreuses années avec la Fondation Charles Léopold Mayer) [...]. Avec d'autres gens, Siddharta a développé un *ashram* [...]. Il se trouve dans l'un des trois hameaux d'Utthari [...]. Il existe depuis treize, quatorze ans, mais n'est devenu un centre de réflexion il n'y a que deux ans. Il n'y a pas de leader spirituel. L'esprit de l'*ashram* se retrouve à travers la méditation, la compréhension de soi-même, celle des autres, sa relation avec la nature, d'où notre intérêt pour l'agriculture biologique. Une foule de personnes fréquentent l'*ashram*: des informaticiens, des hommes d'affaires, des artistes, des écrivains, des poètes, des médecins, des acteurs sociaux, des fermiers, des femmes aussi. Tout le monde est le bienvenu. Nous favorisons les échanges interculturels et interconfessionnels. Pour nous, tout le monde a un potentiel. Chacun de nous peut être utile à la société.

La réintroduction de méthodes traditionnelles pour l'exploitation des sols

Avec le soutien de l'*ashram*, nous avons créé une association de petits exploitants agricoles pour réduire l'utilisation des engrais chimiques au profit des engrais naturels. Nous sensibilisons les habitants à la réintroduction de méthodes traditionnelles. Avec tous les engrais chimiques, le sol avait perdu de sa fertilité. Le niveau de la nappe phréatique avait diminué. Avant, l'eau était à soixante pieds. Aujourd'hui, il faut aller la chercher à plus de cinq cents pieds. L'objectif est également de diminuer les dépenses consacrées aux engrais chimiques. L'association aide les paysans à faire du compost. Maintenant, beaucoup ont compris que c'était plus profitable pour eux. Ils ne sont plus dépendants des fournisseurs d'engrais chimiques. Dans cet *ashram*, nous faisons également de l'agriculture biologique. Nous avons à peu près quatre hectares de terre. Les petits fermiers viennent apprendre les méthodes.

Nous avons créé une association de jeunes. Il faut préciser que le village est proche de la ville. Beaucoup de jeunes ne sont pas intéressés par l'agriculture et veulent rejoindre la ville pour des petits boulots. Ils sont attirés par la consommation dans la ville, mais n'ont aucune formation. En partant, ils perdent leurs repères. Nous leur proposons de travailler dans le cadre du système de protection de l'environnement que nous avons mis en place. Ils sont formés à travers des activités, comme par exemple la plantation d'arbres sur les terres communales pour faire face à la déforestation.

Pipal Tree nous a soutenus pour mettre en place un groupe de femmes. C'est un groupe d'entraide. L'objectif est d'aider les femmes à prendre confiance en elles-mêmes, à devenir autonomes. Ce n'était pas facile. Elles ne sont pas venues d'elles-mêmes. Il a fallu les sensibiliser [...]. Dans les

discussions, il est aussi question d'alimentation, d'hygiène alimentaire [...]. Ces femmes viennent des castes pauvres, des intouchables. Nous cherchons à ce qu'elles acquièrent leur indépendance économique. Il y a une petite cagnotte qui leur permet de monter des projets. Elles participent à la fabrication de compost. Elles s'en servent pour leur alimentation et aussi pour écouler leurs produits dans les marchés. À partir de là, elles expriment d'autres envies, pas uniquement sur un plan financier. Nous espérons que d'ici deux, trois ans des femmes seront prêtes à se présenter à des élections locales.

Il y a aussi des activités culturelles. Je suis acteur de théâtre. Avec Sudha S., nous avons formé un groupe culturel utilisant la mythologie pour faire jouer les jeunes. Le théâtre et la mythologie servent à enseigner des valeurs, à parler des relations entre les femmes et les hommes, etc. J'essaie de réunir la population à toutes les occasions, comme à la fin de l'année scolaire en organisant un festival des écoles.

L'Assemblée mondiale de citoyens : j'ai pensé que je pourrais échanger avec d'autres gens, connaître leurs expériences et partager la mienne

J'ai pris connaissance de l'Assemblée mondiale par l'intermédiaire du journaliste Siddharta et de son association Pipal Tree [...]. Je suis venu pour échanger avec d'autres gens, connaître leurs expériences et partager la mienne. Quand je rentrerai chez moi, j'essaierai de faire profiter ma municipalité de tout ce que j'ai gagné ici.

Penser et agir ensemble à l'échelle régionale



Pierre-Jean Lorens,
directeur de la prospective,
du plan et de l'évaluation,
conseil régional Nord-Pas-de-Calais,
Lille

Collège acteurs publics

Pierre-Jean Lorens travaille sur le futur schéma régional d'aménagement et de développement du territoire, à Lille. Dans sa pratique professionnelle, il a toujours privilégié les partenariats avec des acteurs aux compétences variées. Convaincu de l'importance de capitaliser le fruit de ces échanges, il est également impliqué dans le monde de l'édition.

Quand j'arrive en 1988 dans la région, j'ai déjà un « passé militant » dans le sillage d'une association qui existe toujours et qui s'appelle l'ADELS (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale). Elle est un peu l'outil associatif de toute une génération d'élus, qui arrivent au pouvoir dans les années 70, autour des GAM (groupes d'actions municipaux). C'est l'époque où Hubert Dubedout est élu maire de Grenoble et où il y a une relève politique forte dans les collectivités, essentiellement les municipalités. Autour des GAM, un certain nombre de réseaux et d'associations se créent. L'ADELS en fait partie, elle édite la revue *Correspondances municipales* (actuelle revue *Territoires*).

Je milite principalement à Lyon dans cette association qui travaille pour la démocratie locale, les projets participatifs, l'évaluation des politiques publiques locales. Puis, je pars à Paris finir mes études de troisième cycle en sciences politiques, en aménagement et en développement local.

C'est donc à ce moment que j'arrive en région [...]. Je sens qu'il y a énormément de richesse, de matériaux et de potentialités dans ces projets, notamment grâce au conseil régional qui démarre la politique de développement social des quartiers (DSQ).

La direction de l'aménagement et du territoire, un lieu d'expérimentation

Je n'arrive pas directement au conseil régional, mais d'abord dans un bureau d'études où je travaille sur les programmes locaux de la ville. La chance veut que lorsque j'entre à la direction de l'aménagement et du territoire, je peux, grâce au DSQ et aux gens qui m'accueillent – dont Danièle Talmant, Pierre Lemonier et Jean-Marie Ernecq –, mettre en place et en œuvre ce qui jusqu'alors était du registre d'une application militante et associative [...]. C'est très réjouissant de pouvoir concilier l'ensemble de ces logiques dans son travail.

Nous sommes en 1988, trois, quatre ans après le démarrage effectif de la politique de DSQ. Nous nous y mettons avec énormément de bonne volonté et très vite, nous éprouvons le besoin de prendre du recul, d'organiser les choses, de sédimer ce qui est bien, ce qui est mal, d'en faire le tri et d'arriver à produire des outils pour tous les chefs de projet qui se retrouvent seuls dans un quartier. La région se dit que finalement, en plus de l'argent public qu'elle met pour la réalisation des projets, elle peut aider à créer les temps, les lieux et les espaces où les gens vont se rencontrer et échanger. Nous lions également des relations avec des gens qui travaillent sur d'autres échelles ou d'autres problématiques, et la Fondation Charles Léopold Mayer en fait partie.

Jean-Marie Ernecq, qui était alors patron de l'aménagement du territoire, a construit des projets, notamment avec André Talmant qui était à la direction régionale de l'équipement. L'ensemble des réseaux qu'ils ont constitués, les logiques qu'ils ont mises en œuvre allaient dans le sens de coopérations et de partenariats État/région avec l'ensemble des territoires. Je suis en quelque sorte un héritier de cet état d'esprit, un héritier qui revisite l'héritage, l'adapte, l'enrichit.

L'imbrication du professionnel et de l'interpersonnel

Je trouve que dans le Nord-Pas-de-Calais, le professionnel est beaucoup lié à l'interpersonnel et que dans cet interpersonnel, il y a énormément de fonds commun. Les gens se retrouvent en échangeant une culture commune, qu'elle soit menée par l'État déconcentré en région ou par les

collectivités territoriales. Dans de nombreux dossiers, comme celui de l'histoire du DSQ, les politiques de l'habitat, les acteurs, au-delà de leur casquette, de leur institution, partageaient la même vision des choses. C'est une des raisons pour lesquelles la région a beaucoup contractualisé avec l'État [...]. Finalement, ces personnes ont un peu les mêmes origines de militantisme, ont été dans les mêmes lieux de formation, se sont occupés des mêmes politiques publiques. Ce ne sont pas seulement des effets de générations.

**La rencontre avec la Fondation Charles Léopold Mayer :
c'est à la fois une histoire personnelle, militante et professionnelle**

C'est un peu un puzzle toute cette histoire. C'est à la fois une histoire personnelle, militante et professionnelle. Cela mélange des tas de registres [...]. C'était au tout début de mon entrée au conseil régional [...]. Je m'occupais alors des dossiers et de l'animation de la politique du développement social des quartiers [...]. J'ai très rapidement essayé de capitaliser l'ensemble des expériences de développement ayant lieu dans l'ensemble des sites DSQ du Nord-Pas-de-Calais. La dimension confrontation des expériences, capitalisations, enseignements à en tirer, est apparue comme une nécessité [...]. J'ai senti qu'autour de la question que nous appelons aujourd'hui la gouvernance, se posait en fait la question des rapports entre le public, le privé et les différentes échelles de territoire.

À la direction de l'aménagement du territoire, il y avait Danièle Talmant qui, avec André Talmant son conjoint, était très fortement impliquée dans l'animation du réseau de la Fondation Charles Léopold Mayer. Là, il y a à la fois le croisement d'une adéquation personnelle, quasi militante, et *via* André et Danièle Talmant, je fus amené à rencontrer Pierre Calame. Notre première rencontre doit remonter au début des années 1990.

L'évaluation des politiques publiques

En 1995, j'ai été chargé de créer la direction du plan et de l'évaluation [...]. Sa mission est de travailler à une acculturation des services régionaux aux logiques d'évaluations, de contractualisations, de prospective et d'études [...]. Ce type de direction est suffisamment peu répandue dans les collectivités, même dans les autres régions françaises, pour que je mesure à la fois la chance et la fierté d'avoir eu à créer et à animer une équipe qui réfléchisse sur ces aspects de meilleure lisibilité et de bonne gouvernance des politiques.

Depuis dix ans, nous avons fait énormément de progrès, notamment en matière d'évaluation des politiques publiques. Au début, c'était quelque chose qui était compris comme une sanction, un contrôle insupportable. Désormais, l'évaluation est passée à la fois dans la culture politique

et la culture professionnelle des gens qui travaillent à la région [...]. Aujourd'hui, le travail sur l'évaluation des politiques publiques se réalise non seulement avec les services de la région, mais aussi avec les départements, les collectivités locales. Les effets se mesureront peut-être dans une dizaine d'années [...]. Finalement, dans l'univers très fossilisé des politiques publiques et des rapports entre l'État et les collectivités, une pratique de dix ans ce n'est pas grand chose.

Aujourd'hui, la direction du plan et de l'évaluation est aussi suffisamment représentative, visible, pour dialoguer avec l'Europe et pourquoi pas à l'échelle planétaire, notamment dans des logiques de coopérations décentralisées avec des pays d'Afrique et d'Europe orientale.

Intelligence collective : Elle est la capacité à se penser et à agir ensemble, à donner du sens à une action collective, qu'elle concerne des partenaires publics, privés, des grandes institutions ou des associations qui travaillent dans leur quartier. L'intelligence collective est liée à des logiques de complémentarité d'échelles qui vont du quartier à la planète.

Les futurs souhaitables ou les futurs possibles du Nord-Pas-de-Calais

Sur la prospective, qui est le pendant de l'évaluation, nous entamons un travail sur le schéma régional d'aménagement et de développement du territoire de la région Nord-Pas-de-Calais. Nous venons d'inaugurer notre démarche. Nous étions près de cinq cents à débattre des grands enjeux de la région. Il y avait à la fois des élus, des représentants associatifs du monde sportif, culturel, des représentants des syndicats [...]. Ce travail va prendre deux années. Dans un premier temps, pendant presque une année, il va y avoir une grande réflexion de prospective sur les futurs souhaitables ou les futurs possibles du Nord-Pas-de-Calais. Nous allons essayer de penser le Nord-Pas-de-Calais de demain dans le monde de demain, dans l'Europe de demain, mais aussi dans les villes, pour être en lien avec le travail qui est fait en deçà et au-delà de la région.

Pour bâtir un projet de développement régional à l'horizon d'une génération, nous sommes conscients que l'ensemble des domaines sont de plus en plus interdépendants. C'est pourquoi nous cherchons à réunir tous les acteurs autour de la même table. Ça ne veut pas dire que nous allons éviter les conflits, mais que de ces contradictions naîtra peut-être un consensus suffisamment différencié [...]. À la fin de ces deux années de travail, chacun dans son domaine, dans son territoire, en fonction de ses relations professionnelles, géographiques, doit devenir l'ambassadeur de ce projet [...]. Nous allons beaucoup travailler sur l'écoute de l'ensemble des milieux associatifs, des citoyens. Des conseils consultatifs, réunissant des

acteurs régionaux, seront peut-être créés pour nous aider à réagir en chemin.

Il faut se donner du temps. Tout ce que je dis là, c'est le fruit de plus de dix ans de pratiques et d'actions du conseil régional, de réseaux [...]. Ça vient maintenant, parce que nous pouvons l'accepter. Il y a des effets culturels qu'il faut savoir gérer dans le temps. Ce temps long n'est pas le temps de la fonction publique qui, parfois, s'emballe.

Citoyen : Le citoyen de demain pourra choisir son avenir sans compromettre l'avenir des autres. Je veux tout de suite situer ma définition de la citoyenneté en 2020. Je pense en effet qu'un citoyen en 2020 pourra choisir son avenir, sans pour autant remettre en cause celui de son voisin, qu'il s'agisse de son voisin immédiat ou de celui qui se trouve à des milliers de kilomètres de là.

Les éditions l'Aube Nord : diversification et ouverture des publications

J'ai toujours aimé les livres [...]. Déjà en étant à la fac, j'ai été embarqué dans des revues. Je suis un homme d'écrit. C'est quasiment affectif.

Par rapport à tout ce que la région faisait, commandait en études, organisait comme réflexions, il y avait un déficit de publication et de lisibilité éditoriale aussi [...]. Un jour, je discutais avec Pascal Percq, qui a été grand reporter à *Nord Éclair* et qui connaît Pierre Calame. Il venait de sortir un bouquin pour l'agence régionale de développement aux éditions de l'Aube. Je lui ai dit que j'avais des tas d'études dans des tiroirs que je souhaiterais publier [...]. Il me fait rencontrer Jean Viard, avec qui ça a tout de suite marché.

D'une idée très liée au conseil régional Nord-Pas-de-Calais et aux éditions de l'Aube, nous sommes arrivés à créer une dynamique, à nous ouvrir à de nouvelles collaborations. Dans un ou deux ans, nous aurons une collection de référence d'ouvrages plutôt faciles à lire.

Le choix du Nord-Pas-de-Calais pour organiser l'Assemblée mondiale de citoyens

Le Nord-Pas-de-Calais apparaît très rapidement comme une région où il y a suffisamment d'histoires, de pratiques, tant sur un plan économique et industriel que culturel. C'est une région de forte intégration.

Aujourd'hui, la région achève sa reconversion, et c'est bien qu'elle accueille l'Assemblée mondiale. Des acteurs régionaux vont y participer, ils raconteront ce qu'ils ont fait, entendu. Au-delà de deux-trois éléments balisés, nous ne connaissons pas les effets que produira une telle manifestation à l'échelle de la région.

Collège acteurs publics :
les gens sont déjà dans beaucoup de réseaux

C'est vrai que l'Alliance et l'Assemblée mondiale arrivent sur un terreau déjà très riche. Il y a des gens qui en profitent et qui ont du temps pour que ce terreau soit visible. Concernant le collège des acteurs publics, le terreau est tellement riche, les pratiques tellement évidentes, le travail tellement fort, que nous n'avons eu ni l'énergie, ni le temps, pour se retrouver, faire quelque chose [...]. Avec un collègue de la préfecture, nous avons essayé de monter un collège qui aurait rassemblé des acteurs publics. Les gens étaient déjà dans beaucoup de réseaux [...]. En nous y prenant au mois de juin, il était déjà trop tard pour être prêts en octobre [...]. Du coup, il n'a pas pu y avoir de travail collectif formel. Nous ne sommes pas parvenus à produire un cahier de proposition.

L'Assemblée mondiale de citoyens :
les relations professionnelles vont se perpétuer

Je ne pourrai pas être complètement disponible les huit jours. C'est impossible en raison du lancement du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire [...]. Je serai simplement auditeur. J'arriverai tout de même bien à me dégager la moitié de la semaine pour aller écouter et participer aux travaux.

Après l'assemblée, la région va continuer à travailler avec Pierre Calame sur d'autres projets. Il va être l'un des experts, des grands témoins du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire. Au-delà de l'Alliance, de la Fondation Charles Léopold Mayer, les relations professionnelles vont se perpétuer.

Une université ouverte sur la cité



*Nabil El Hagggar,
vice-président de l'université de Lille 1,
chargé de la culture,
Hellemmes*

Collège universitaires

Parallèlement à son métier d'universitaire, Nabil El Hagggar s'est engagé dans la vie politique locale et a présenté, lors des élections municipales de 2001, une liste électorale, regroupée autour des Gens d'Hellemmes.

Je suis né dans les camps de réfugiés de Jordanie. Je fais partie de ce que l'on appelle la deuxième génération de réfugiés, c'est-à-dire née en dehors de la Palestine. Mes parents sont arrivés en 1948 en Jordanie, au moment de la création de l'État d'Israël et de l'exode des Palestiniens. J'ai fait ma scolarité en Jordanie. Je suis venu d'une société de souffrance, dans laquelle l'humiliation, la pauvreté, le non-respect de l'individu et surtout la non-reconnaissance de droits étaient les maîtres mots. En tant que réfugiés palestiniens, nous n'avons même pas le droit au statut de victimes [...]. J'aurais dû naître en Galilée, je m'excuse, au bord de la mer, et j'aurais dû hériter de la fortune de mon grand-père qui est aujourd'hui entre les mains de colons juifs.

Il y a chez moi un désir de comprendre le monde. Einstein disait : « la passion de comprendre est une passion comme celle de la musique ». Ça ne

fait pas vraiment partie de notre culture [...]. En raison de mon histoire, je crois à l'intelligibilité. Je déteste subir !

À dix-sept ans, j'ai commencé des études en Tchécoslovaquie. Nous allions dans les pays de l'Est parce que c'était moins cher. C'était un peu la volonté de tous les parents palestiniens dans les camps de réfugiés. Ils ont vu dans l'instruction de leurs enfants le seul moyen de s'en sortir. Il y a énormément de Palestiniens des camps qui ont pu faire des études, qui se sont débrouillés, mais rarement en France parce que nous ne sommes pas francophones.

La démocratie n'est pas seulement quantitative mais aussi qualitative

Je suis venu en France parce que j'ai obtenu une bourse du Gouvernement français. Par la culture française, j'ai appris ce qu'est la démocratie. Je ne connaissais pas. J'ai compris également que la démocratie n'est pas seulement quantitative, elle doit être aussi qualitative. Et accéder à l'école ne suffit pas. J'ai des étudiants en licence qui savent à peine écrire et lire !

Fin 1972, à l'âge de dix-huit ans, je suis arrivé à Lille 1, comme étudiant étranger qui ne connaissait pas un mot de français. J'ai appris le français à Lille 3, au département des étudiants étrangers. Je me suis inscrit à Lille 1 en DEUG et puis, j'ai fait le parcours classique de l'universitaire, du moins au départ. Je voulais devenir ingénieur et rentrer travailler [...]. Avec le contexte des années 70, de toutes les façons, je ne pouvais pas aller en Jordanie, qui était à l'époque un pays extrêmement autoritaire et totalitaire.

En faisant ma thèse de mécanique j'ai eu l'occasion d'avoir un poste d'assistant. J'ai commencé ma carrière d'enseignant en 1980.

La France, c'est un pays à tiroirs

J'ai été élu vice-président de l'université en 1991. J'étais chargé de l'action culturelle qui n'existait pas encore à ce moment. Pour moi, l'interrogation sur le sens du savoir, des connaissances, sur la place que l'université doit occuper dans la cité, était primordiale. C'est à partir de cet objectif que le projet s'est développé et que l'idée de l'espace culturel en tant que bâtiment est née. Il a fallu trouver de l'argent, ce qui n'est pas facile du tout. Ce n'est d'ailleurs toujours pas fini.

La France, c'est un pays à tiroirs. Pour ce que nous faisons, il n'existe pas de tiroir, dans aucun ministère. Nous sommes donc des gens bizarres, étranges, sacrément embêtants. Ce n'est pas un théâtre que je construis, pas une salle de spectacles, de conférences, ce n'est pas pour faire de la recherche scientifique, c'est un machin inclassable, et les gens n'aiment

pas ce qui est inclassable ! Alors, ça a été extrêmement dur, en interne comme en externe.

Par un volontarisme politique, par une affirmation intellectuelle, vous vous impliquez et vous vous heurtez au collectif qui s'autoprotège [...]. C'est forcément le conflit [...]. Le drame, c'est que la majorité ne pense pas, elle se contente de faire. Une société dont ceux qui sont censés penser pour elle ne pensent plus, est une société qui court à sa perte.

L'espace culturel

L'espace culturel, c'est le lieu qui peut accueillir l'objet culturel que nous proposons. Pour l'instant, il regroupe un espace d'art contemporain, une salle de rencontres, d'échanges et de débats. Bientôt, il y aura des salles de conférences, de répétitions de pratiques artistiques, de théâtre, de musique et le studio de Radio Campus.

Nous choisissons quatre thèmes par an et ces thèmes sont déclinés. Notre principe d'organisation, c'est de créer pour chaque thème deux comités : un comité scientifique et un comité de programmation artistique. Il se compose de philosophes, de scientifiques. Les deux regards sont là pour se confronter. Le regard scientifique de savoir, de connaissance et puis le regard subjectif, sensible, de l'art et des artistes. Ils réfléchissent sur la manière dont le thème peut se décliner [...]. C'est une programmation difficile qui prend six mois de préparation. L'industrie de la pensée, ça n'existe pas et tant mieux ! En général, le thème se décline en une dizaine de conférences, de journées d'études et de colloques pour un public plus ciblé, alors que les conférences et les journées d'études s'adressent au grand public. Par des expositions pédagogiques, le comité de programmation artistique va décliner le thème par des projections vidéo, des courts métrages, ce que nous appelons des « cinedej », c'est-à-dire des projections vidéo avec un repas froid entre midi et quatorze heures, soit un film, une pièce de théâtre et surtout par l'art contemporain. Nous allons éventuellement faire de la programmation artistique. Ça nous arrive aussi d'organiser un petit spectacle. Tous ces thèmes sont restitués à travers des ouvrages collectifs : environnement, frontière, altérité, Méditerranée des femmes, emploi, école, spiritualité, temps...

L'axe central, autour duquel tout s'organise, ce sont les rendez-vous d'Archimède. Aujourd'hui, c'est moi qui suis débordé par la demande. Des collègues se réveillent, ils se disent que j'avais raison, qu'ils n'avaient pas compris il y a dix ans. Ça se concrétise par quatre-vingt manifestations par an, une revue culturelle, qui s'appelle *Les nouvelles d'Archimède*, et une revue de réflexions sur les enjeux du XXI^e siècle. Voilà ce qu'est devenue la politique culturelle de l'université.

Je travaille avec des lycéens de la région. Ils participent à des journées d'études. Je leur donne trois mois pour réfléchir sur le thème de l'erreur. Je

leur donne trois mois l'année suivante pour parler de la spiritualité, du temps. Ces thèmes sont intellectuellement extrêmement riches, transdisciplinaires, parce qu'ils permettent de développer tous les points de vue. Nous faisons naviguer toutes les disciplines.

L'intelligibilité et la transformation du monde sont solidaires

Par ma recherche personnelle, mon expérience et ma réflexion, je prétends et j'affirme que le savoir et la connaissance, tels qu'ils sont pratiqués aujourd'hui, sont sans culture. C'est une catastrophe ! J'ai compris que l'intelligibilité et la transformation du monde sont solidaires. Si tout le monde est concerné par la transformation, en revanche une extrême minorité maîtrise cette transformation. Je trouve tout à fait naturel que l'université joue ce rôle et ne « fabrique » pas seulement des organismes vivants, qui savent taper sur des machines, sortir des programmes et construire des ponts [...]. Il faut une université citoyenne qui interroge la société et qui s'interroge sur le savoir, qui privilégie le lien entre les disciplines, une université capable de jouer le rôle fondamental qu'elle n'a jamais joué en France. Les universités du Tiers Monde le jouent mieux que les universités riches ! L'université doit mettre ces éléments à la disposition d'un public très divers, allant de l'étudiant à l'enseignant, en passant par l'éducateur social, l'anonyme qui vient parce qu'il est curieux, mais aussi l'écolier.

Les Gens d'Hellemmes

Les Gens d'Hellemmes, c'est parti d'un constat qui m'a scandalisé : quand je suis arrivé à Hellemmes, j'ai vu des lieux aussi misérables intellectuellement que politiquement et culturellement. Je fais la différence entre misère et pauvreté. Moi, j'étais dans des camps de réfugiés extrêmement pauvres. Nous n'étions pas misérables, mais dignes, culturellement forts. Nous avions les yeux toujours levés et nous cherchions en permanence notre identité. Et là, je passe d'un quartier résidentiel de Lille à une maison ouvrière à Hellemmes et je découvre un monde résigné. Je n'ai pas supporté. Il fallait que je passe à l'action.

Aujourd'hui, Hellemmes n'est plus la même. Les habitants ont suivi notre mouvement à 37 %. Ça a beaucoup fonctionné. Je pense qu'il y a eu une communion entre les gens et nous. Nous étions les seuls à avoir un véritable projet politique pour la ville, politique au sens grec du terme *polis*, de la cité, c'est-à-dire que nous réfléchissons aux moyens de faire en sorte que les habitants puissent s'approprier leur propre ville, leur propre avenir politique. Cette expérience est unique en France. Pour moi, la préoccupation principale c'est qu'il n'y ait plus de société politique [...]. Il faut abolir la société politique et convaincre la société dite civile, qu'elle doit être seule et unique parce que c'est le ciment de la démocratie.

La création du collège universitaires : mon expérience personnelle est l'expression d'une expérience collective

C'était un peu tard, en juin 2001. Un véritable collège, qui mériterait ce nom, qui aurait réfléchi sur les sciences et toutes les problématiques posées par cette Assemblée, n'a pas pu avoir lieu. Par conséquent, je ne pouvais me livrer qu'à titre individuel. Je dirais que mon expérience personnelle est un peu l'expression d'une expérience collective, ou du moins d'une manière de penser, qui reste cependant minoritaire dans le monde universitaire et scientifique.

L'Assemblée mondiale de citoyens : mettre en valeur les rêves communs

Il y a plusieurs choses qui sont séduisantes dans cette Assemblée mondiale. Ce qui m'a séduit avant tout, c'est le thème, l'ambition du projet. Il faut être gonflé pour parler d'un truc pareil ! C'est ambitieux de ne pas hésiter à poser des questions difficiles, de prendre l'avis de gens très divers. Les thématiques et les questions posées, je les partage d'un point de vue éthique, même philosophique. Ça ne pouvait que me séduire [...]. C'est très important de rêver. C'est absolument fondamental ! Je suis séduit par ce genre d'initiatives qui peuvent faire réfléchir et penser les gens de manière collective et aussi rêver ensemble, poser des défis et considérer que ceci est fondamental et, à partir de là, échanger de l'expérience.

En revanche, j'ai beaucoup de réserves sur la méthode et l'esprit organisateur, non pas sur le contenu ou le questionnement, mais ce qu'on compte en récolter et la manière avec laquelle on l'identifie, l'exprime. J'ai des réserves, mais ce doit être très probablement une histoire culturelle qui me sépare des organisateurs de cette Assemblée. Mes réserves vont principalement sur l'appellation même d'Assemblée mondiale. Je trouve ça un peu prétentieux [...]. Je ne sais pas ce que ça veut dire la représentativité. J'ai un problème avec ce terme. La démocratie représentative, je n'y crois pas. Je me bats tous les jours contre la délégation faite par le système démocratique. Je me suis tellement battu que je suis allé faire une liste citoyenne aux élections municipales, dans ma commune, à Hellemmes. À l'Assemblée mondiale, nous allons écouter un Mexicain, un Français, un Chinois et nous sommes censés en récolter une idée mondiale. Ce n'est pas vrai, les choses sont plus compliquées que cela. Je ne dis pas qu'ils disent que ça se passera comme ça, mais qu'à la lecture de ce projet d'assemblée, on croirait cela. C'est vraiment culturel ! L'assemblée est traitée sous forme de bureau d'études d'ingénierie. Je crois que l'extrême organisation, la bonne rationalité sont nécessaires pour pouvoir structurer la pensée, certes. En revanche, je ne suis pas d'accord avec les cahiers de propositions. Nous ne pouvons pas aborder des questions aussi fondamentales pour l'humanité de cette manière. Quand j'ai appris que je devais

faire un cahier de propositions, je n'ai pas su. Je crois que c'est une erreur de démarche et une erreur épistémologique. En revanche, nous pouvons tenter de répondre aux défis et à partir de là amener telle université à accomplir cette tâche, connaissant les contraintes sociales, politiques, économiques et culturelles qui sont exercées sur cette université.

Ce qui peut être planétaire, tout en tenant compte de contextes culturels, sociaux et économiques, c'est ce rêve commun que le Rwandais, autant que le Mexicain, le Français, peuvent faire autour de l'université. C'est ce rêve commun qu'il faut mettre en évidence.

Les nouvelles énergies préservent l'environnement



Anye Yu,
directeur de la section nouvelles énergies
de Guangdong Panyu Henda
Battery Industrial Co Ltd,
Guangzhou, Chine

Collège chefs d'entreprises

Interprète : Yu Zhao

Anye Yu incarne l'image de la Chine nouvelle. Cela fait désormais quinze ans qu'il est entré dans le secteur privé. Ses nouvelles responsabilités ont contribué à son épanouissement personnel. Aujourd'hui, en travaillant au développement des nouvelles énergies, il s'est trouvé une motivation supplémentaire.

Je suis originaire de la province de Shandong, au Nord-Est de la Chine. J'ai fait mes études dans la ville de Shandong [...]. J'ai quitté le lycée à dix-huit ans [...]. À la sortie du lycée, je suis allé à la campagne pour y travailler. À ce moment, il n'y avait pas d'études supérieures. C'était en 1974. C'était l'époque de la Révolution culturelle chinoise et tous les jeunes intellectuels étaient envoyés à la campagne pour recevoir une éducation du peuple. Nous n'avions pas le choix, alors tout le monde est

parti à la campagne. L'année 1976, je suis allé à l'armée à Shen Yang. J'y suis resté six ans.

La compagnie nationale de tabac

En 1982, j'ai travaillé dans une compagnie nationale de tabac. Là, j'étais responsable du marché [...]. Parallèlement, j'ai suivi un enseignement supérieur pour les adultes. Mon option, c'était la gestion des entreprises [...]. À la société de tabac, je me trouvais protégé, mais je n'avais pas beaucoup de réussite dans ma carrière [...]. Le travail dans la compagnie de tabac était plutôt banal, sans difficultés, sans pressions. Chaque mois, je recevais mon salaire et c'était tout.

« Descendre dans la mer »

Il y a eu une grande transformation dans ma carrière. C'est ma démission de la compagnie de tabac en 1988. Chez nous, nous avons une expression, nous disons « descendre dans la mer », lorsque quelqu'un démissionne d'une société nationale pour entrer dans une carrière plus libre. C'est un peu dangereux, mais c'est la garantie d'avoir plus de liberté [...]. Cependant, il me fallait apprendre beaucoup de choses pour développer mon travail et surtout m'informer.

Le domaine des nouvelles énergies

En quittant la compagnie de tabac, je suis allé au sud. J'ai été embauché dans une entreprise de *joint-venture*, c'est-à-dire une société avec des capitaux chinois et hongkongais [...]. Au début, j'ai travaillé dans le domaine de la vente. J'étais spécialiste des réservoirs d'énergie [...]. J'ai suivi une formation en électricité. C'était une formation organisée par l'université Jinan à Guangzhou [...]. Je me suis intéressé au domaine des nouvelles énergies.

La réalisation d'une installation électrique est très compliquée. Seule, notre entreprise ne pouvait y parvenir. Une collaboration était nécessaire. [...] Le programme s'est déroulé en collaboration avec l'institut des recherches d'électricité, sous l'autorité de l'Académie scientifique de Chine [...]. L'Académie scientifique de Chine est l'institut le plus reconnu sur les recherches d'électricité dans le pays. Il y a cinq ans, l'énergie solaire était toute nouvelle en Chine. La plupart des projets ont été réalisés par eux. Au départ, mes relations avec l'Académie étaient plutôt commerciales. Après, grâce à l'acquisition de connaissances dans ce domaine, j'ai noué une coopération avec eux.

Responsabilité : Plutôt que le terme de citoyen, je préfère celui de responsabilité pour la société et la planète. Nous sommes bien sûr responsables de nos enfants, mais chacun a d'autres responsabilités. Pour moi-même, c'est accomplir des recherches dans le domaine des nouvelles énergies afin de protéger notre environnement et le cycle écologique.

Parier sur le développement des nouvelles énergies

L'industrie est indispensable à l'activité de l'homme, mais l'extrême développement de l'industrie génère une pollution de l'environnement, l'épuisement de l'énergie [...]. Le domaine où je travaille, c'est celui de l'énergie propre et durable, qui peut remplacer les autres énergies. L'énergie solaire est inépuisable. C'est la meilleure énergie [...]. Avec le « projet de la Lumière », le Gouvernement chinois parie sur le développement des nouvelles énergies [...]. Un groupe de spécialistes, d'experts, venant de différents domaines comme l'électricité et les systèmes appliqués, a été formé en 1996. Grâce à eux, j'ai pu obtenir des informations.

Dans ce programme, le Tibet occupe une place importante [...]. C'est la seule région de Chine où il n'y a pas encore de pollution industrielle. Les conditions pour y développer l'énergie solaire sont optimales. Ce sont les écoles qui les premières ont été équipées de panneaux solaires.

L'Assemblée est un reflet de l'esprit humain

Le développement des nouvelles énergies en Chine est en lien avec le thème du développement durable, qui se discute à l'Assemblée mondiale de citoyens. C'est ainsi que j'ai été invité [...]. Au mois d'août 2001, à l'occasion d'une réunion des maires de Chine, j'ai rencontré à Beijing la responsable chinoise de l'Alliance [...]. Nous avons discuté des nouvelles énergies. J'ai présenté mon travail à cette personne. Elle m'a parlé de l'Assemblée mondiale.

À vrai dire, avant de venir, j'avais uniquement l'intention d'observer [...]. J'avais envie de voir si c'était vrai que l'Assemblée pouvait susciter le sens des responsabilités des citoyens du monde. En Chine, j'ai déjà vu des machines données au titre de l'aide internationale. J'ai donc déjà techniquement une idée dans ce domaine. Je viens surtout ici pour connaître les politiques des pays occidentaux, savoir ce qu'il se passe en France, en Allemagne, au Japon.

Depuis deux jours, nous avons beaucoup discuté sur la protection de l'environnement, des ressources [...]. J'ai le regret de ne pas avoir beaucoup contribué aux travaux de l'Assemblée mondiale. En revanche, je voulais informer les participants sur le développement des nouvelles énergies en Chine, notre espoir d'un environnement protégé [...]. J'ai surtout rencontré une personne des Philippines qui collabore avec les Nations

unies, dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'écologie et qui est beaucoup intervenue dans les pays asiatiques.

Je vais faire tous mes efforts pour promouvoir l'esprit de la charte parce qu'elle souligne notre responsabilité dans la préservation de l'environnement [...]. J'ai la conviction que cette Assemblée va beaucoup m'aider dans mon travail et surtout dans mes choix [...]. L'Assemblée est un reflet de l'esprit humain [...].

Dans la tradition chinoise, il y a toujours eu une éducation à l'entraide, à l'amour, au respect des personnes âgées, à la protection des plus jeunes et des plus faibles.

Quand les scientifiques et les agriculteurs s'allient



*Sanginboy Sanginov,
directeur de l'institut des sols
de l'académie d'agriculture
de Douchanbé,
Tadjikistan*

Collège scientifiques

Interprète : Tatiana Bogun

Avec l'indépendance du Tadjikistan, suivie d'une certaine ouverture démocratique, le directeur de l'institut des sols Sanginboy Sanginov a étendu son champ d'intervention. En créant une organisation non gouvernementale, il a suscité des partenariats entre le monde agricole et le monde universitaire.

Je suis Tadjik et j'habite Douchanbé. J'enseigne à l'académie d'agriculture depuis plus de vingt ans. Je suis aujourd'hui professeur et directeur de l'institut des sols qui fait partie de l'académie d'agriculture. Je suis né en 1958, à Kum, dans le district de l'Ayni, la région de Zeravshan Valley. C'est une région de hautes montagnes [...]. Il n'y avait pas d'électricité jusqu'en 1995 [...]. Dans les régions montagneuses du Tadjikistan, la polyculture domine depuis toujours. Nous produisons des céréales, des cultures vivrières, mais aussi du tabac pour les revenus [...]. Jeune, j'ai appris à travailler, à travailler dur [...]. Je commençais la journée à l'école et le soir, j'étais dans les champs. Je suis allé à l'école tadjik. J'ai donc eu la

possibilité de faire mes études en tadjik. À la fac, j'ai suivi mes études en russe. J'ai également appris l'anglais [...]. À Moscou, le jury auquel je présentais ma thèse ne pouvait pas imaginer que je vienne d'un village si éloigné.

Être citoyen d'un pays indépendant, c'est une grande responsabilité

Le Tadjikistan est devenu souverain. Nous avons notre Constitution. Le Gouvernement et le Parlement travaillent à réformer et démocratiser la société. Le principal souci, c'est que notre passé a été difficile.

Ma mentalité a beaucoup changé [...]. C'est une grande joie que de se sentir citoyen d'un pays indépendant, mais en même temps, c'est une grande responsabilité [...]. Je me sens responsable devant mon peuple. Je représente mon pays lors des conférences internationales. En faisant des voyages à l'étranger, je sens mon identité. J'appartiens à un pays qui désormais a son propre nom [...]. Je sais que le développement futur dépend de moi aussi [...]. Toutes les études que j'ai faites au Tadjikistan, ajoutées à toute l'expérience pratique que je récolte un peu partout dans le monde en prenant part à des conférences, je les utilise et les enseigne ensuite à la fac, à mes étudiants pour qu'ils puissent continuer mon travail et qu'à leur tour, ils transmettent toutes les connaissances pratiques aux agriculteurs.

Maman : Une des notions du mot maman, c'est celle de patrie. Quand je dis maman, je parle de mon coin natal, je parle de la terre, des sols, de l'eau, de l'endroit où je suis né. Quand je dis maman, ça veut dire le peuple dont je partage le destin. Le nom maman représente beaucoup pour moi. Comme maman m'a nourri, c'est pour ce sujet que nous sommes aujourd'hui réunis à l'Assemblée mondiale. Comme maman m'a éduqué, c'est la société qui m'élève. Si je n'avais pas de mère, je n'aurais pas de patrie non plus. Tout est lié, tout tourne autour de la mère.

Un travail collectif où chacun détient une partie d'intelligence

À l'époque de l'Union soviétique, on n'envisageait même pas de créer une organisation non gouvernementale. C'était interdit dans la Constitution, même dans les républiques. Maintenant, au Tadjikistan, un groupe de gens motivés a le droit de s'enregistrer, de créer une organisation pour résoudre tel ou tel problème [...]. J'apprécie beaucoup le travail collectif où chacun détient une partie d'intelligence [...]. C'est comme ça que nous évoluons et sommes capables de créer quelque chose de positif.

En 1996, nous avons créé Icarda, une ONG [...]. Son activité principale est la protection des sols. Nous avons organisé quelques séminaires pour les agriculteurs. Ces séminaires avaient pour but d'enseigner aux agriculteurs

comment mieux utiliser les sols irrigués et non irrigués, comment les protéger contre le sel, augmenter leur niveau de vie. Il faut savoir que plus de 80 % de la population du Tadjikistan est rurale [...]. Icarda élabore des méthodes d'exploitation, aménage des terrasses dans les régions montagneuses, protège les sols, les couvre de serres [...]. Si nous voulons augmenter le niveau de vie des agriculteurs, il faut inventer, élaborer de nouvelles technologies qui permettent d'utiliser les sols de la manière la plus efficace [...]. Au départ, nous étions dix. Il y avait quelques collègues de l'université, agriculteurs et scientifiques. Maintenant, sept cents personnes font partie de l'ONG. Plus de 30 % des membres sont des agriculteurs.

Cette année, pour la première fois, nous avons réuni tous les participants de notre organisation. Nous avons également invité des membres du Gouvernement. En leur présence, nous avons discuté des problèmes qui nous préoccupent. Si aujourd'hui, la société, le Gouvernement ne résolvent pas les problèmes existants, demain, il sera peut-être trop tard! [...] La sécurité alimentaire est un problème au Tadjikistan. Ces deux dernières années, nous avons eu une grave sécheresse. Il n'a pas plu au printemps. Les céréales sont très importantes dans l'alimentation des Tadjiks. À cause de cette sécheresse, il n'y en avait pas assez [...]. Le problème, c'est qu'à l'époque de l'Union soviétique, le Tadjikistan était spécialisé dans la monoculture du coton. Maintenant, nous essayons de diversifier les cultures et en même temps l'élevage. Cette question est liée aux réformes, à la transmission et à la vente définitive de la terre aux agriculteurs. Les terrains appartiennent toujours à l'État. Je crois que dès que les terres reviendront aux agriculteurs, ils se sentiront responsables. Ce n'est qu'à ce moment que nous pourrions parler d'une exploitation rationnelle de la terre.

Responsabilité : Je me sens responsable en matière d'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Je me sens responsable également sur les questions de l'alimentation. Tout cela est étroitement lié à mon activité professionnelle. Je me sens responsable, non seulement en tant que scientifique, mais aussi en tant que citoyen du Tadjikistan, d'un pays libre.

**L'Assemblée mondiale de citoyens : les hommes sages
de l'Orient avaient l'habitude de voyager beaucoup,
de transmettre ainsi leurs savoirs**

Il y a deux ans, j'ai participé à un atelier de travail d'Internet. C'est dans ces circonstances que j'ai appris l'existence de la Fondation Charles Léopold Mayer. J'ai fait la connaissance de deux professeurs qui travaillent à la fondation et qui s'occupent de la protection des sols. Ma première participation, c'était en 1999. La Fondation Charles Léopold Mayer organisait une conférence sur le thème de la sauvegarde et la protection des

sols. Depuis, je suis en contact permanent avec les deux professeurs. Dès que j'ai su que l'Assemblée mondiale allait se dérouler, je me suis inscrit.

Je voulais discuter des questions soulevées dans tous les documents passés sur le site Internet de la fondation : la protection des sols, les problèmes de la sécurité alimentaire, la démocratisation de la société et la liberté d'expression. Je voulais échanger des opinions avec mes collègues, savoir ce qu'ils pensent, partager leur expérience pratique [...]. J'ai pris un congé spécialement pour participer à l'Assemblée. Le travail était vraiment très efficace.

Je crois que c'est important, surtout aujourd'hui, d'avoir invité à l'Assemblée des représentants de professions et de couches sociales différentes [...]. Les hommes sages de l'Orient avaient l'habitude de voyager beaucoup, de rencontrer des gens, discuter. C'est comme cela qu'ils recueillaient la sagesse [...]. Les réunions internationales ont des racines historiques. Avant, il n'y avait pas de frontière, pas de système de visas. Chacun pouvait aller où il voulait, rencontrer les gens, apprendre et transmettre ce savoir d'une génération à l'autre.

Mobiliser les populations rurales autour de projets novateurs



*Luc Roussel,
permanent régional de l'Urceas
(Union régionale des centres
d'études et d'actions sociales),
Lille*

*Hélène Roulez,
salariée à la mission rurale
au service de CMR (Chrétien monde rural)
et du MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne),
Volkerinkove*

Collège paysans

Luc Roussel et Hélène Roulez ont en commun leur jeunesse et une adhésion de longue date aux mouvements d'action catholique. Tous deux y évoluent aujourd'hui professionnellement. Connaissant particulièrement bien le monde rural et certaines pratiques innovantes qui y sont menées, ils sont à l'initiative du collège paysans en Nord-Pas-de-Calais.

C'est un hasard qui me fait venir aux CEAS (Centres d'études et d'actions sociales), mais c'est aussi une sensibilité. J'ai d'abord fait le choix quand j'étais lycéen de dire qu'au niveau professionnel, je voulais vivre un engagement local, être dans l'action locale.    l'époque où le Valenciennois était en difficulté, au début des années 1980, j'étais très sensible à cela. J'avais envie de m'impliquer dans le développement local.

C'est pourquoi j'ai choisi la géographie, puis l'aménagement du territoire, l'urbanisme. J'étais aussi très engagé dans les réseaux de l'Église [...]. Je voulais vivre quelque chose avec des personnes en grande difficulté, en grande précarité. Au niveau professionnel, quand j'ai commencé à travailler en 1995, je me suis engagé dans une association d'insertion à Wazemmes: la communauté Magdala. C'est une association chrétienne d'accueil des personnes à la rue. Elle rassemble des familles du quartier, ayant vécu la rue, le mal logement, la prison. Nous faisons tout un travail de relogement, d'accueil des personnes et d'insertion.

J'ai reçu un appel des CEAS. Ils recherchaient un permanent régional à mi-temps. Ils voulaient savoir si j'étais intéressé par ce poste [...]. Je n'avais jamais entendu parler des CEAS, mais c'est vrai que cette structure correspondait à ma sensibilité [...]. C'est surtout une vision de la personne humaine qui me passionne, le souci du plus pauvre, du plus petit, une vision très personnaliste, au sens du personnalisme de Mousnier. J'étais sensible à cela et c'est ce qui fait que je travaille aux CEAS depuis maintenant cinq ans. (Luc)

Je suis salariée à CMR (Chrétien monde rural) depuis un an et demi, mais je suis membre depuis cinq ans. Je suis tombée dedans quand j'étais petite. Mes parents sont militants dans des associations catholiques, syndicales. C'est un parcours, une façon de fonctionner, de penser peut-être aussi [...]. Je ne vais pas faire ce travail tout le temps, mais comme c'est une association, un mouvement, je ne suis pas permanente à vie. J'ai une mission de trois ans, renouvelable une fois. Au départ, j'étais bénévole, ensuite, élue. Je redeviendrai bénévole. Il n'y a pas d'avant et d'après. C'est une continuité!

Mon second mi-temps, c'est aussi sur le local. Je suis secrétaire de la mairie du village de Volkerinkove où j'habite. Le poste se libérait [...]. Cette fonction me permet d'avoir un autre rapport au travail. Au CMR et au MRJC, il y a beaucoup plus de réflexion et d'engagement. Ça équilibre les deux, mais c'est toujours du développement local. Ça, à mon avis, c'est la géographie, je suis aussi tombée dedans. (Hélène)

Étudier la géographie, ça permet de travailler sur les territoires

Nous ne nous connaissions pas. Avec Luc, nous nous sommes retrouvés ensemble en géographie. Le projet professionnel au départ, c'était d'être prof ou instit, plutôt d'histoire-géo, parce que ça me bottait plus. Donc je me suis inscrite en géographie et puis je suis restée jusqu'au DEA (diplôme d'études appliquées). J'ai choisi l'option préhistoire. Ça n'avait plus rien à voir avec mes études, mais c'est vrai que la géographie aide à travailler sur les territoires, c'est évident! (Hélène)

Les CEAS sont issus du catholicisme social

Les CEAS sont très anciens puisque à l'origine ils sont liés au catholicisme social. Les secrétariats sociaux existaient déjà au début du XX^e siècle. Ensuite, ils se sont plus ou moins laïcisés, l'Église est à leur origine. Leur objectif était de solliciter les militants catholiques sociaux sur les territoires qui, seuls, voyaient quels étaient les besoins en matière sociale, et à partir de là essayer de monter des projets novateurs. Dans les secrétariats sociaux, on retrouvait des personnes du monde de l'entreprise et du syndicalisme. C'était un peu le lieu de rencontre entre les patrons et les ouvriers. Ensuite, ils sont davantage devenus des lieux de rencontres entre habitants, institutions et élus, autour d'une pratique citoyenne de développement local [...]. Traditionnellement, les CEAS intervenaient beaucoup dans le monde rural [...]. Après-guerre, ils ont été à l'origine de nombreux CIL (Comités interprofessionnels du logement) sur la région. Ils ont toujours créé des associations, des structures, pour prendre en charge des problèmes sociaux. Il y a une histoire très riche de création, par exemple pour tout ce qui touche aux loisirs, des centres de vacances par exemple [...]. Dans les années 1980, le CEAS de Lille a créé l'association Vieillir autrement pour travailler à la création de lien intergénération. Les CEAS ont aussi aidé à ce que les personnes âgées restent dans leurs quartiers, en créant des domiciles collectifs de quartier. Ils ont initié le concept et aujourd'hui, dans toute la région, on fait ça. Ils ne regroupent pas beaucoup de militants, ce sont plus des laboratoires d'idées, de projets, pour initier des actions sur la région. (Luc)

Chrétien monde rural est un mouvement d'éducation populaire

Le CMR existe depuis soixante ans. C'est un mouvement d'action catholique organisé en association. Nous sommes reconnus comme association d'éducation populaire pour les formations que nous mettons en place. Le CMR s'est toujours appuyé sur des équipes de base, regroupées en fédérations. Selon les thèmes qui sont abordés dans les mini-équipes, il y a des commissions agriculture, citoyenneté, précarité [...]. Nous intervenons sur le territoire du diocèse. (Hélène)

Au niveau national, les CMR et les CEAS sont dans le réseau commun Culture et promotion [...]. Ils ont les mêmes sensibilités par rapport au mouvement d'éducation populaire. Tous deux s'attachent à former des militants sur les territoires [...]. Jusqu'alors nous avions peu de pratiques en commun. (Luc et Hélène)

Citoyen : Je trouve que citoyen et homme devraient être synonymes. Être citoyen, c'est s'exprimer, faire en sorte que ses idées soient reconnues, participer à la vie de la cité en général, s'intéresser à tout ce qui se passe, pas uniquement dans son village. Être citoyen dans un village, c'est participer à des associations, donner du temps, voter, s'intéresser au travail du conseil municipal. Citoyen, ce n'est pas forcément de l'institutionnel. C'est rendre service à son voisin, ne pas être égoïste, s'ouvrir aux autres, donner du temps, prendre des responsabilités. (Hélène)

Fraternité : Après la chute des grandes idéologies, je crois que l'enjeu d'aujourd'hui, c'est la fraternité, c'est reconnaître l'autre dans toute sa dignité et faire un bout de chemin avec lui. (Luc)

La rencontre avec la Fondation Charles Léopold Mayer : le dialogue entre acteurs aux sensibilités très différentes

J'étais présent à la création du réseau de l'Alliance Nord-Pas-de-Calais en 1997. À l'époque, j'avais été touché, notamment par le fait que se retrouvent autour de la même table, madame Blandin, présidente du conseil régional, et Jacques Delaporte, archevêque de Cambrai. Le dialogue entre des acteurs aux sensibilités très différentes m'avait beaucoup séduit. (Luc)

Collège paysans : ils se sont écoutés, ont réussi à se parler avec des idées parfois opposées

Avec le président de l'Urceas, nous avons rencontré Nicole Delebarre de l'association Lille Monde 2001 [...]. Je crois que c'est parce que nous étions dans les mêmes réseaux [...]. Beaucoup de paysans avaient participé aux travaux préparatoires de l'Assemblée mondiale [...]. Pendant la discussion, il y eut cette idée de monter un collège paysans dans la région [...]. Nous avons fait fonctionner le réseau, noué des relations avec le CMR. C'était en juin 2001.

Il a fallu fonctionner avec des délais très courts. Nous avons eu une première rencontre en juillet, pour fin août lancer une invitation et monter une première rencontre en septembre [...]. Nous avons contacté une quinzaine d'acteurs paysans. Ils s'investissaient dans des projets novateurs et avaient des sensibilités très différentes. En ce sens, ils étaient représentatifs du monde paysan, qui est très cloisonné. (Luc)

En fait, nous avons mis nos réseaux en commun. Nous connaissons chacun des agriculteurs [...]. Nous avons sollicité des agriculteurs menant des expériences intéressantes, innovantes et porteuses d'avenir pour le monde rural du Nord-Pas-de-Calais. C'était notre critère. Il fallait aussi que ce soit des gens qui sachent s'écouter, parce qu'avec les différentes fédérations et confédérations, ce n'est pas facile. Nous ne voulions pas

d'un dialogue de sourds [...]. Ils se sont écoutés, ont réussi à se parler avec des idées parfois opposées [...]. Ils ne vont pas forcément repartir avec les idées de l'autre. Nous avons cependant réussi à construire un cahier que tous ont approuvé, même si les délais étaient courts dans le temps. (Hélène)

La réunion des collèges du Nord-Pas-de-Calais : croiser des expériences

À la fin du mois d'octobre, l'ensemble des collèges ont partagé les fruits de leurs réflexions. Certains s'étaient rencontrés une fois, d'autres deux, d'autres depuis six mois. Le fait de se réunir par corps socioprofessionnels, puis de croiser nos expériences pendant quatre heures avec Pierre Calame, a été d'une grande richesse. Personnellement, ça m'a énormément séduit [...]. J'ai été marqué par cette rencontre où il y a eu croisement des expériences. Je sentais à travers les échanges que face à des problèmes, des points de blocage, des difficultés, nous pouvions progresser ensemble. Enfin, il y avait une certaine utopie, une espérance, une autre mondialisation pouvait exister.

Ce soir-là, je me suis aperçu combien les habitants étaient des experts [...]. Ils n'avaient pas de grands titres mais avaient des choses à dire et, ensemble, arrivaient à construire une parole collective, censée, intéressante. (Luc)

L'Assemblée mondiale de citoyens : les systèmes changent toujours par les marges

Si je me suis intéressé à l'assemblée Lille Monde, c'est que je me retrouvais dans cette sensibilité. Forcément, il y aura un enrichissement, ce sera un laboratoire d'idées, il y a des choses qui vont se vivre [...]. Même si moi, face à ce gros machin, j'ai mis du temps à entrer dans la démarche. La crainte, c'était de se dire que ce ne serait qu'une grand messe à laquelle nous ne comprendrions pas grand chose.

Les systèmes changent toujours par les marges. Quand j'entends ce qui se dit dans la préparation de l'assemblée Lille Monde, ça me conforte dans cette idée [...]. Nous retrouvons cette même problématique dans le monde paysan. Il y a le monde paysan dans son ensemble et puis, aux marges, il y a des expériences innovantes. (Luc)

Les paysannes soutiennent le développement communautaire



Élisabeth Atangana,
présidente de la concertation nationale
des organisations paysannes
au Cameroun (CNOP-CAM),
Yaoundé

Collège paysans

Élisabeth Atangana a débuté dans l'enseignement. Elle a principalement exercé en milieu rural. Les contacts qu'elle a noués, d'abord avec les femmes, l'ont amenée à créer des associations et des fédérations paysannes. Pour assumer pleinement son rôle de leader paysan, elle a suivi de nombreuses formations et a voyagé dans plusieurs pays.

Je suis originaire du département de la Mefou, dans la province du Centre au Cameroun, la zone de forêts humides [...]. J'ai perdu mes parents très jeune. J'ai été élevée par une tante et son mari. Tout cela a fait que j'ai eu des difficultés énormes. À un moment donné, le mari de ma tante m'a dit qu'il ne pouvait plus me payer mes études, parce qu'il avait ses propres enfants à élever.

J'ai choisi de devenir éducatrice. À l'époque, les formations ne donnaient pas beaucoup de choix. Il y avait la possibilité, soit de devenir enseignant, soit de travailler dans la santé publique ou l'administration [...]. Les formations en agronomie ne se faisaient pas à un niveau moyen.

Il fallait avoir le bac pour accéder à l'école supérieure d'agronomie [...]. J'ai travaillé pendant quinze ans comme enseignante. J'ai suivi mon mari, qui était proviseur, dans la région d'Essé, dans la province du Centre, à cent kilomètres de ma région natale.

« Entre nous pas de problème »

Pendant que j'étais institutrice dans cette région rurale, j'ai abordé beaucoup de femmes dans mes moments de loisirs. J'ai créé une tontine (coutume qui consiste à verser régulièrement une somme d'argent à un fonds que chaque donateur peut utiliser à tour de rôle) afin de nouer des liens entre les femmes pauvres et les enseignantes. Afin de nous connaître, nous nous réunissions régulièrement. L'objectif de la tontine était d'aider à l'achat d'équipements utiles pour moderniser nos maisons : une cuisinière à gaz, un meuble, une machine à coudre... Puis, nous avons évolué en soutenant des activités économiques. C'est à partir de cette tontine que j'ai eu accès au monde rural. Plusieurs femmes sont venues pour adhérer à l'association. J'allais aussi à leur rencontre, parfois à quinze kilomètres de la ville. J'éprouvais le besoin d'aider ces femmes. Elles étaient démunies face à la santé, la formation. Au cours de nos réunions, nous avons développé les échanges d'expériences. Chaque femme devait partager l'un de ses savoirs. Beaucoup de femmes ont adhéré à ce projet. Au départ, nous avons eu quelques problèmes de clans [...]. Des villageois disaient qu'une étrangère s'imposait à eux [...]. À leur tour, ils ont créé plusieurs associations. Pour moi, c'était positif parce que c'était déjà un exemple de copie [...]. Nous étions en 1984 et le régime en place favorisait la liberté d'association. C'est à cette époque que nous avons commencé à parler de développement communautaire. Tout le monde voulait s'engager dans un groupe [...]. De nouvelles associations se sont créées. Au départ, il y a eu des antagonismes. Telle femme ne pouvait plus dire bonjour à telle autre. Au bout d'un moment, je suis allée vers chaque présidente de groupe, leur dire que ce n'était pas une bonne chose que, dans un même lieu, il y ait des rivalités négatives. Entre présidentes, nous nous sommes assises et avons créé une nouvelle association, qui coiffait les huit associations. Nous nous sommes appelées « Entre nous pas de problème ».

Les femmes avaient déjà un esprit d'organisation par leur travail en commun [...]. Au Cameroun, traditionnellement les hommes s'occupent des cultures pérennes, comme le cacao et le café, qui se travaillent de manière individuelle. En revanche, les femmes ont en charge l'exploitation des cultures vivrières, comme l'arachide. Ces travaux exigent énormément de main-d'œuvre et nécessitent donc une entraide. C'est cela que le développement communautaire a voulu améliorer.

Femmes: Je crois que les femmes apportent déjà beaucoup. Il n'y a qu'à voir au niveau du monde rural. C'est pratiquement les femmes qui nourrissent le Cameroun. Elles sont très engagées dans la diversification des cultures. C'est en grande partie grâce à elles que les gens mangent. Les femmes contribuent énormément à la paix sociale.

L'Union des groupements communautaires d'Essé

Après avoir résolu ce problème conflictuel, les hommes nous ont emboîté le pas, c'est-à-dire qu'ils ont aussi créé des associations [...]. Peu après, nous avons été abordés par une ONG (organisation non gouvernementale). Elle a vu notre travail et nous a appuyés. C'est grâce à elle que nous sommes arrivés à créer une fédération, une grande fédération paysanne, la première de la région. Elle s'est appelée l'Union des groupements communautaires d'Essé. C'est à partir de cette union que j'ai été cooptée pour participer à la création d'autres fédérations au niveau national.

Solidarité: Solidarité envers ceux qui ont besoin d'un coup de pouce, solidarité envers ceux qui vivent des inquiétudes, solidarité pour constituer une force de proposition, de négociation, d'action commune. Même au niveau national, pour que les choses avancent, il faut que l'État compte sur sa population. Tout cela doit s'imbriquer, mais il faut d'abord une éducation, pour que chacun maîtrise son rôle, ce qu'il doit apporter et aussi ce qu'on lui doit. Alors, chacun peut bien assumer sa responsabilité dans la solidarité.

Malgré une pluviométrie abondante, l'eau est difficile d'accès pour les populations

Dans ma région, le problème c'est une pluviométrie abondante qui entraîne une croissance très rapide de la végétation. Paradoxalement, l'eau est difficile d'accès malgré la pluie. J'en manquais cruellement pour mon cheptel d'une centaine de têtes. Par deux fois, j'ai creusé un puits et je suis tombée sur la roche. Je n'avais pas les moyens de continuer. Un partenaire en visite a vu cela. Je lui ai dit que si j'avais vraiment à aider les populations, je le ferai en termes d'accès à l'eau potable. J'ai rédigé un dossier, en expliquant quelle devait être l'implication des populations dans la réalisation de ce projet. Ensuite, je suis allée présenter mon dossier auprès de la Coopération suisse. Elle nous a soutenus. Depuis, cinquante-quatre puits d'eau potable équipés de pompes ont été construits. C'était l'un de mes premiers voyages à l'étranger [...]. Par la suite, j'ai fait d'autres voyages pour collecter des fonds, présenter notre activité, notre lutte pour le développement auprès des populations. Mon premier voyage en France, c'était dans le cadre de la première rencontre de préparation sur la conférence

mondiale de l'environnement à Rio [...]. Je suis venue en Europe plus d'une dizaine de fois.

**La rencontre avec la Fondation : j'avais été identifiée
par le programme APM (Agricultures paysannes, sociétés et
mondialisation) de la Fondation**

En 1996, au cours d'une conférence d'APM sur la sécurité alimentaire à Yaoundé, j'ai été identifiée [...]. J'ai adhéré à ce programme en raison de mes convictions de leader paysan, de militante du développement rural. J'étais toujours intéressée par la recherche de solutions pouvant conduire à améliorer les conditions de vie de la population.

**La chaîne de solidarité et d'appui
aux actions de développement durable**

En marge de la recherche de solutions contre la pauvreté, nous avons créé un centre de formation dans le département de la Mefou [...]. Cette idée est née en 1993, mais s'est concrétisée il y a deux ans seulement. Jusqu'alors, je n'avais pas suffisamment de moyens pour asseoir une telle institution.

C'est un centre de formation novateur. Il est adapté aux besoins des populations locales [...]. Nous développons trois programmes. Le premier est destiné aux jeunes en échec scolaire [...]. L'exode rural est très important, mais nous pensons que les jeunes peuvent valoriser la terre. Nous pensons qu'il vaut mieux chercher à améliorer les conditions localement, en valorisant les apprentissages dans la branche agricole, pastorale, dans les techniques de constructions rurales ou bien d'autres métiers liés à la terre. Alors, les jeunes pourront gagner suffisamment leur vie et entretenir une famille. Le second programme s'attache à la formation des femmes. Le troisième est un programme de développement technologique pour les leaders paysans. Ces formations sont itinérantes [...]. Nous avons également une ferme-école, avec une porcherie, un poulailler, des parcelles de démonstration. Il n'y a que le volet piscicole que nous n'avons pas démarré par manque de moyens.

**Il faut que les populations rurales
puissent payer la formation de leurs enfants**

C'est à partir de ces organisations que je suis devenue leader paysan. J'ai abandonné définitivement mon poste de fonctionnaire à l'Éducation nationale [...]. Je représente aujourd'hui la concertation nationale. Je parle un peu au nom de toutes les zones écologiques du Cameroun [...]. Ce qui m'a motivée, c'est la difficulté que j'ai eue pour suivre ma scolarité [...]. Ça m'a tellement marquée que je me suis dit qu'il fallait faire quelque

chose pour les populations rurales, changer leur niveau de vie pour qu'elles soient au moins capables de payer la formation de leurs enfants.

J'ai valorisé mes connaissances par les formations accomplies au Cameroun et en Europe. J'ai appris à mobiliser les ressources financières, le petit crédit aux femmes. Il le fallait pour gérer l'institution des finances rurales. J'ai acquis des techniques d'animations pour communiquer des messages ou bien identifier les besoins, un appui à la réflexion aux communautés avec qui je travaillais [...]. J'ai participé à des formations sur l'épargne, le crédit, la mise en place des systèmes de mutuelles. Ça m'aide beaucoup à comprendre les comportements, les représentations mentales des populations rurales. Ça me permet parfois de réussir certaines choses qui sont assez difficiles à obtenir [...]. Des alternatives, comme les petites caisses d'épargne et de crédit, dont j'anime le réseau aujourd'hui, la création d'un centre de promotion agricole au niveau de la base, se mettent en place [...]. J'ai beaucoup de satisfactions, bien que par moments j'ai du remords que ça n'avance pas aussi vite que je le souhaiterais. Il y a des pesanteurs, des problèmes sociaux, un manque de moyens.

Il faut nous faire entendre par les autorités et les partenaires qui soutiennent le développement rural

Nous organisons notre assemblée de la concertation nationale des organisations paysannes au Cameroun les 19, 20 et 21 décembre 2001. Nous avons écrit à toutes les délégations ministérielles pour qu'elles viennent parler de leur politique. Aujourd'hui, nous n'avons pas suffisamment de moyens pour impliquer tous ceux qu'on aurait bien voulu avoir, les politiques, les religieux.

Il faut nous faire entendre par les autorités et les partenaires qui soutiennent le développement rural. C'est cette phase que nous engageons. Nous nous positionnons comme une association assez forte pour générer toutes les synergies avec le monde des ONG d'accompagnement, des bailleurs de fonds et l'administration publique. L'option, c'est de dire que les populations doivent participer à la gestion des ressources [...]. Les cultures industrielles, comme le cacao, le café et le coton, sont en permanence sujettes à des variations de prix. Alors la stratégie que nous avons adoptée, c'est la diversification pour, premièrement, assurer la sécurité alimentaire et, deuxièmement, diversifier les sources de revenus, pour épargner, éduquer les enfants, améliorer l'habitat et la santé.

Aujourd'hui, si je suis remplacée, je sais que le processus continuera [...]. J'ai également beaucoup de plaisir parce que même mes enfants sont en train de poursuivre ce que je fais. Au début, ils étaient très fâchés parce que j'étais toujours partie dans les villages.

**L'Assemblée mondiale de citoyens :
il faudrait soutenir, démultiplier ce qui s'est passé ici**

À la Fondation Charles Léopold Mayer, nous pouvons dialoguer avec tout le monde, parler de développement durable, de sécurité alimentaire. Chacun peut s'exprimer sur la manière dont il vit et perçoit tel ou tel sujet. Chaque témoignage est important. L'Assemblée mondiale permet à la fois de présenter nos préoccupations et de ramener chez nous celles du monde entier.

En venant, je ne savais pas qui représentait le collège habitants du Cameroun. J'ai rencontré une personne du groupe. Lui ne savait pas non plus ce que je faisais. Il me semble que l'énergie que la Fondation Charles Léopold Mayer met dans l'habitat, l'agriculture paysanne, l'éducation, la culture, pourrait être valorisée au niveau des régions, au niveau local. Il faudrait au sortir de l'Assemblée, soutenir, démultiplier ce qui s'est passé ici, mettre ensemble toutes ces personnes et en attirer de nouvelles.



En gare de Lille, des étudiants bénévoles se préparent à accueillir des participants à l'Assemblée, arrivant de Paris en TGV.



Dans le bus qui les mène à leur hôtel,
des participants chinois et une accompagnatrice.



Une étudiante escorte un invité jusqu'à son hôtel.



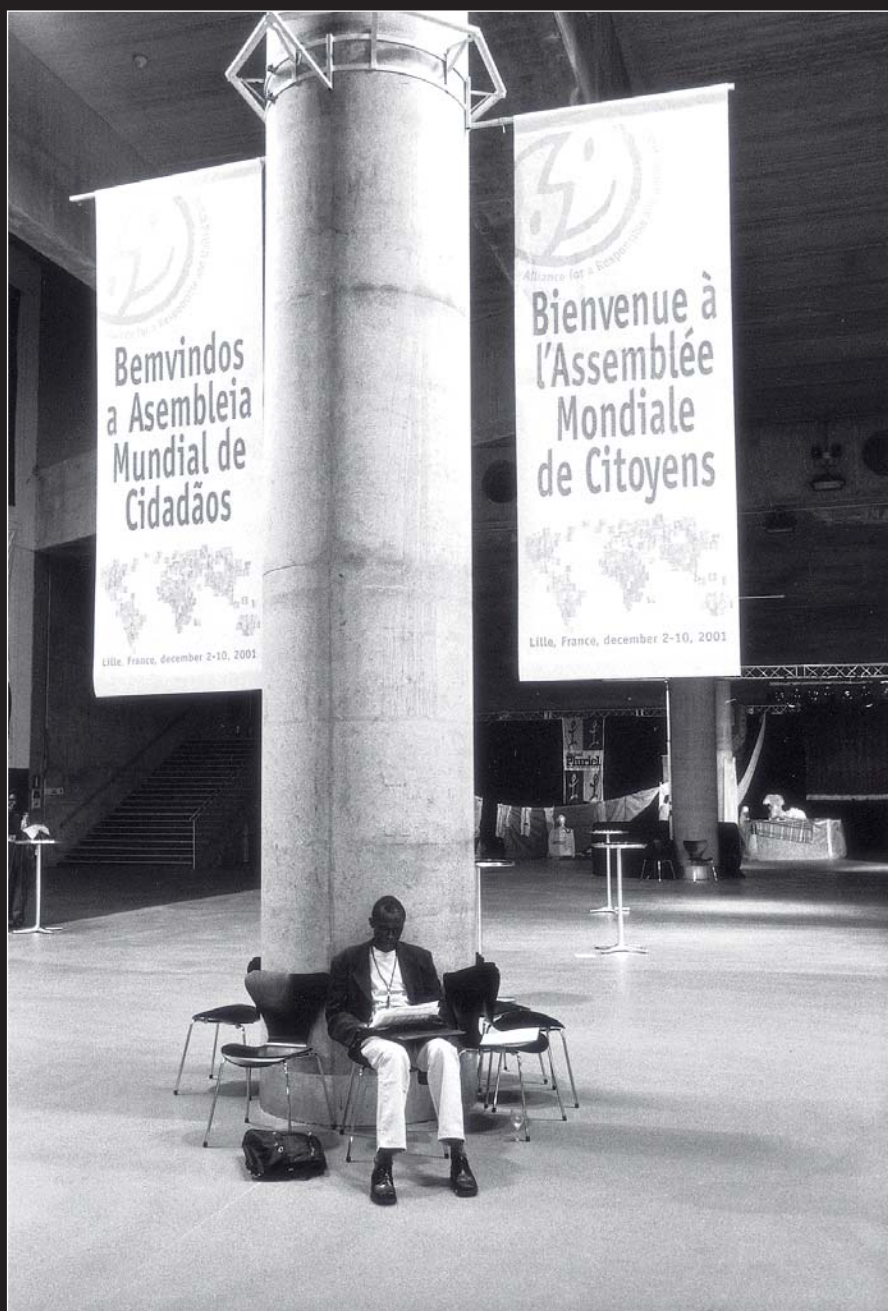
Cérémonie d'inauguration de l'Assemblée,
séance plénière, depuis la cabine des interprètes.



Cérémonie d'inauguration de l'Assemblée,
séance plénière, sur la scène.



Un percussionniste lors de la cérémonie d'inauguration de l'Assemblée.



Premier jour de l'Assemblée, un participant consulte le programme.



Les Sud-américains se retrouvent pour la première fois
tous ensemble lors d'un atelier et se congratulent.



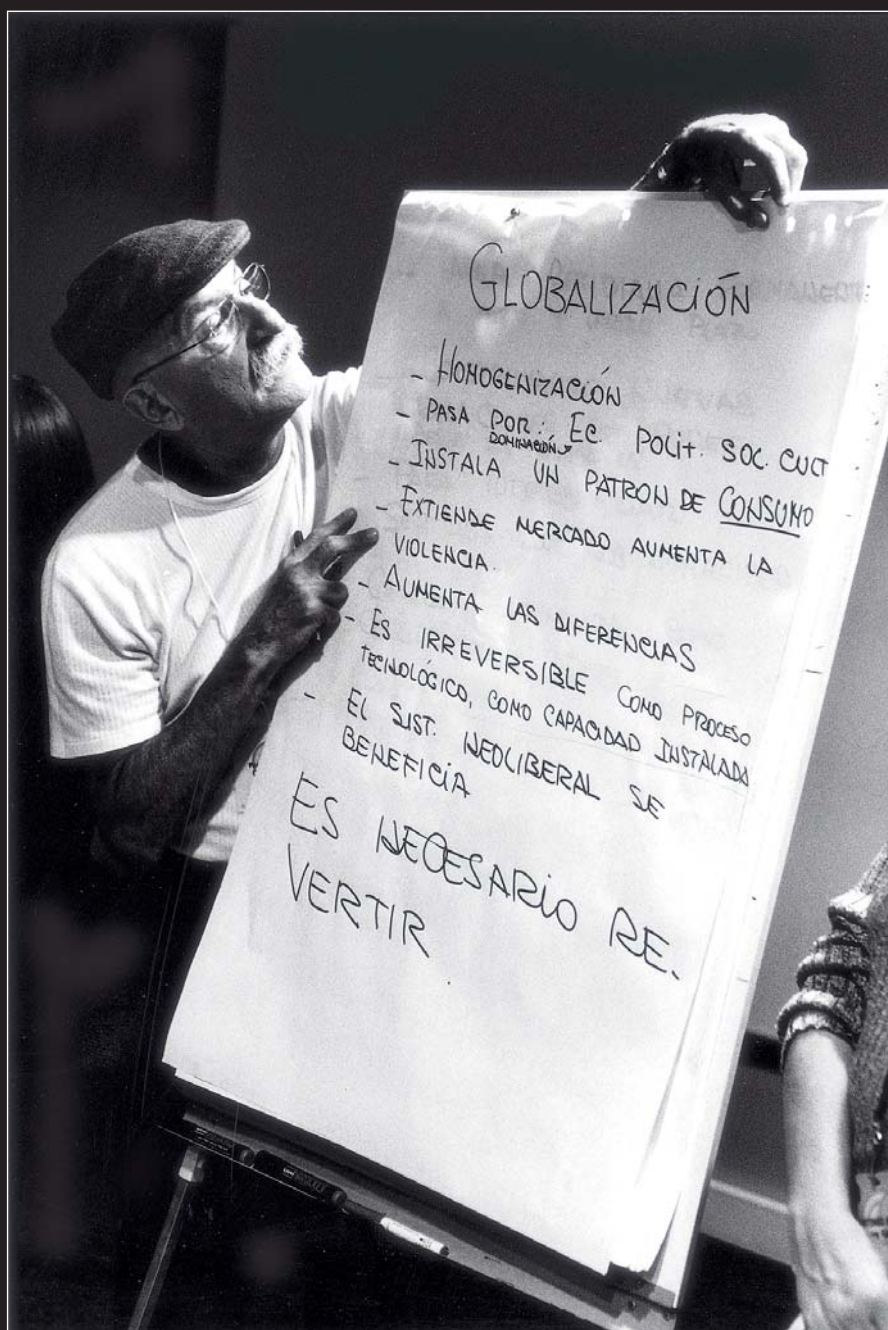
Une participante tanzanienne préside un atelier.



Atelier des chefs d'entreprise.



Avant de débiter leur atelier, les jeunes échauffent leur entrain en jouant.



Un participant transmet à son atelier les observations de son groupe de réflexion.





Un artiste chinois interviewé par la télévision chinoise.



Un interprète franco-chinois fait une pause entre deux interviews effectuées pour la télévision chinoise.



Un artiste peintre kazakh en visite au musée de Lille
lors de la journée de pause.

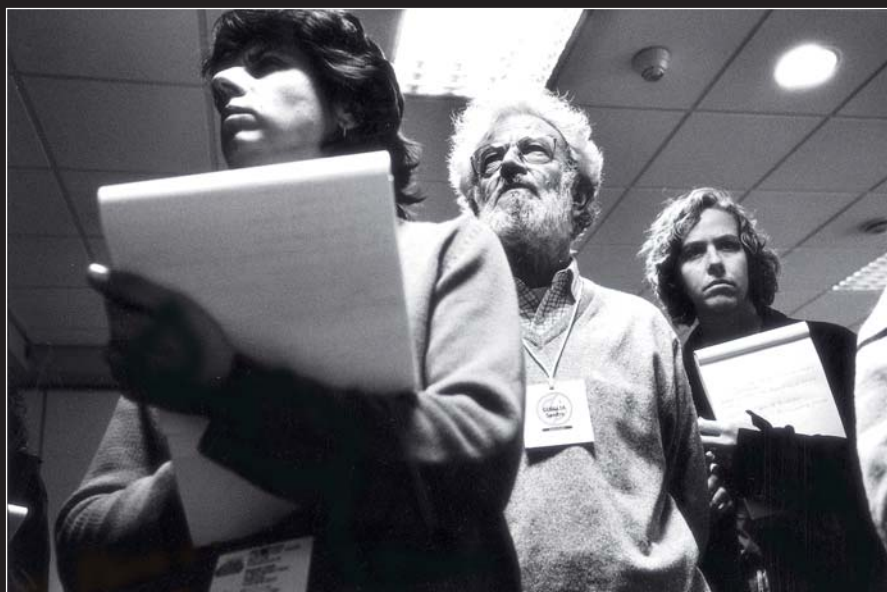
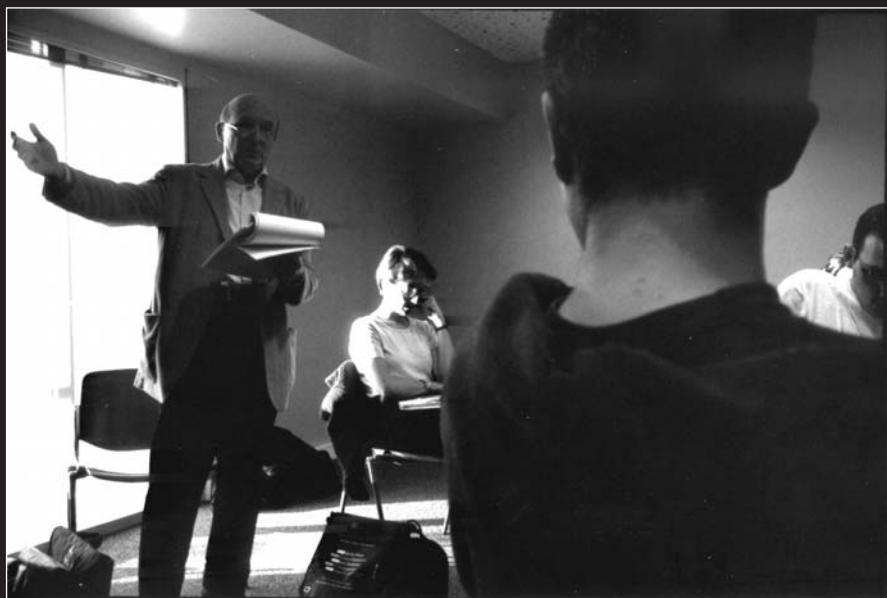


Des participants téléphonent à leur famille en Afrique
lors de la pause café du matin.



Atelier des universitaires et enseignants.





Fin de journée, des participants recopient les propositions faites au cours de l'atelier afin de les transmettre le lendemain à un nouveau groupe.



Une participante et son interprète.



Ateliers des jeunes, récapitulation des propositions de la veille.



Dernier jour des ateliers, photo souvenir.



Pierre Calame, dans un couloir du Palais des congrès, quitte un atelier pour une réunion d'organisation.

Les mères de soldats donnent de la voix



*Valentina Melnikova,
responsable du secrétariat
de l'Union du comité des mères
de soldats russes,
Moscou*

Collège militaires

Interprète : Marina Durteste

Valentina Melnikova est l'une des infatigables ambassadrices du célèbre comité des mères de soldats russes. Le long combat mené par le comité pour la reconnaissance de droits aux conscrits participe tant à l'instauration d'une société plus pacifique que d'une société où les individus assument davantage de responsabilités.

Entre 1975 et 1980, j'ai vécu en RDA à Karl Marx Stadt (actuelle Chemnitz). C'est durant cette période que j'ai connu l'armée. À Karl Marx Stadt, il y avait quelques sociétés qui travaillaient sur des programmes nucléaires. Mon mari en faisait partie [...]. Nous habitions dans un quartier militaire, j'y voyais comment vivaient les jeunes appelés [...]. Avec la guerre d'Afghanistan en 1979, je ne pouvais pas imaginer la situation pour tous ces garçons appelés sous les drapeaux. Ce n'étaient pas des hommes, mais des enfants ! Pendant cette période, mes garçons étaient encore petits, mais j'avais déjà pris la décision que j'allais faire tout mon possible pour qu'ils évitent le service militaire. En 1989, mon premier

garçon allait avoir dix-huit ans et être recruté pour accomplir son service. J'ai vraiment eu de la chance. C'était au moment de la Perestroïka. Avec la guerre d'Afghanistan, j'ai rencontré beaucoup de femmes qui cherchaient à se réunir pour trouver des solutions et défendre leurs enfants.

Les mères se sont réunies parce qu'elles étaient inquiètes pour la vie de leurs enfants

En Union soviétique, les organismes non étatiques n'étaient pas autorisés [...]. Il n'existait que quatre revues. Les journalistes ne pouvaient pas vraiment décrire ce qu'ils voyaient [...]. Cependant, dans les revues pour la jeunesse, il existait une plus grande liberté d'expression. Nous avons commencé à travailler pendant cette période, au moment où la population espérait pouvoir influencer, par tel ou tel moyen, le Gouvernement [...]. Nous sommes les enfants du printemps, si l'on peut parler comme ça [...]. Nous avons dès ce moment publié des informations sur les soldats. Nous avons utilisé les manifestations pour nous faire entendre. Nous nous présentions devant le bâtiment où se réunissaient les représentants du Gouvernement, avec des panneaux déclamant nos revendications. La première télévision à avoir parlé de nous, c'était une télévision française.

Les femmes du comité des mères de soldats russes se sont réunies parce qu'elles étaient inquiètes pour la vie de leurs enfants [...]. Elles se sont regroupées autour d'une idée centrale et ont créé l'organisation, les règles, les méthodes avec lesquelles elles allaient travailler [...]. Je suis l'une des centaines de femmes qui ont créé le comité. C'est venu d'en bas, des différentes régions, jusqu'au sommet [...]. J'ai compris que c'était vraiment une union avec les mêmes buts. J'avais le sentiment que notre comité représentait une puissance, parce que je sentais que les participantes avaient des idées, savaient déjà lutter contre les difficultés [...]. Il y avait des dames dont les enfants avaient déjà fait leur service militaire. Pour les autres, c'était l'avenir de leurs enfants. Beaucoup de questions se posaient à ce sujet. Il faut préciser qu'il y avait beaucoup de malentendus dans les médias, de désinformation. Nous ne savions pas démêler le vrai du faux [...]. Le fils d'une des mères du comité avait fait son service au Kharabak, l'autre à Vladivostok. Progressivement, nous avons réuni des informations sur la situation dans les différentes régions du pays. Au début, c'était seulement des discussions sur la situation dans les casernes [...]. En avril 1990, nous avons fait une grande réunion sur l'ensemble de l'URSS. Quarante-vingt-dix groupes de l'armée étaient présents. Différents cas de tortures et de violences ont été évoqués. À la fin du congrès, nous avons rédigé une lettre au président pour lui demander de mettre en place une armée professionnelle. Pour nous, le service militaire devait résulter d'un choix personnel.

Citoyen : C'est une personne qui connaît ses droits, qui, grâce à cela, se sent plus fort et qui n'attend pas de cadeaux de l'État.

Nous avons décidé de faire tout notre possible pour éviter des victimes

Le comité sait bien sûr qu'il ne peut pas éviter toutes les guerres, cependant nous avons décidé de faire tout notre possible pour éviter des victimes. Nous avons participé à presque tous les groupes, toutes les réunions. Nous avons discuté pour rapporter les problèmes rencontrés, en essayant toujours d'adoucir un petit peu les propositions, bien que ce ne soit pas évident lors d'un conflit. Les discussions sont toujours un peu agressives. Nous avons choisi de ne pas utiliser la violence. Nous avons suivi les règles de Gandhi. Un de nos principes, c'est que toutes les discussions entre les partenaires doivent être basées sur le respect des positions de chacun. Ce principe d'action nous a beaucoup aidées dans nos relations avec les militaires et les représentants du Gouvernement. Nous avons plutôt choisi d'engager une coopération avec les structures militaires, le Gouvernement, sans jamais chercher à les agresser. Nous avons évoqué nos points de vue. Les structures militaires ne nous ont pas vraiment prises au sérieux, en partie parce que nous sommes des femmes.

La guerre de Tchétchénie n'est pas la première guerre où l'armée russe est impliquée. Il y a eu le conflit au Kharabak, au Tadjikistan. En 1995, au début de la guerre de Tchétchénie, lorsqu'il y a eu les premières victimes, c'était la folie dans la population. La situation des soldats était terrible. Le comité a aidé les familles à récupérer leurs enfants morts. Il n'y avait pas assez d'information. Des femmes n'ont pas retrouvé leurs enfants en Tchétchénie. Elles ont cependant continué à aider les autres mères.

Depuis un an, presque tous les partis politiques ont repris dans leur programme la création d'une armée professionnelle.

Sensibiliser l'opinion internationale

Nous voulions que les organismes internationaux de droits de l'homme interviennent sur le conflit tchétchène. L'organisme des femmes d'Allemagne a réagi, le Parlement aussi. Au début de l'année 1996, le mouvement pour la paix en France s'est manifesté. Nous avons fait tout notre possible pour que le comité participe aux congrès où la question des droits de l'homme était débattue [...]. Nous nous sommes inspirées des idées développées lors de ces débats pour les adapter à la situation en Russie... Le dernier sujet qui a retenu notre attention, c'est le système des juges internationaux [...]. Avant notre intervention, il y avait très peu de juges prêts à défendre nos enfants. Maintenant, grâce au comité, des procès sont intentés.

La publication de *Les petits soldats, le combat des mères russes*, aux éditions Bayard en 2001, participe de cette stratégie. Il est parfois plus facile de toucher le Gouvernement russe par le biais de l'extérieur. La collaboration avec un journaliste français était d'autant plus intéressante que la France, pendant la guerre d'Algérie, avait envoyé au combat des milliers d'appelés. J'aime bien la phrase d'un colonel français qui dit que « la France a dû libérer l'Algérie et la Russie devrait libérer la Tchétchénie ».

Il faut lutter en connaissant les règles et les lois

Le comité s'élargit. À l'heure actuelle, il existe trois cents comités locaux. Nous avons décidé de créer ces comités locaux en raison de l'étendue du territoire russe. Ce n'est pas facile pour les mères de se déplacer à Moscou. L'union des comités recueille les informations des comités locaux pour permettre une collaboration entre les différents comités et partager les expériences respectives. Toutes les informations sont réunies à Moscou, où se trouvent les représentants des comités locaux [...]. Le secrétariat de l'union des comités se compose de dix personnes. Chacune d'entre elles a en charge différents thèmes. Je suis la onzième secrétaire. Mon rôle, c'est de faire le lien entre les groupes thématiques [...]. Je suis aussi l'attachée de presse du comité. Je suis responsable des relations avec les médias.

Nos revendications touchent à des cas de figure individuels et locaux, ou concernent parfois toute la population, parce que ce sont des points de vue récurrents [...]. Nous travaillons parfois avec des femmes qui ont toujours vécu dans leur petit village. Elles ne savent même pas lire. Il y a aussi des femmes diplômées. L'individualité joue un rôle très important dans le comité, parce que nous prenons les expériences de toutes les mères et de tous les comités de Russie. La diversité des cultures en Russie élargit la palette. Ensuite, nous essayons de regrouper toutes les informations et de partager ces grandes expériences avec les autres comités locaux [...]. Nous organisons des réunions avec les parents, les garçons qui doivent faire leur service militaire ou qui l'ont déjà accompli. Nous avons choisi ces méthodes de travail parce qu'il faut lutter en connaissant les règles et les lois.

Solidarité: C'est un mot très important. Tout notre travail repose sur la solidarité. L'union, c'est quelque chose d'unique, c'est ce qui rassemble les hommes.

L'Assemblée mondiale de citoyens : ici, je veux attraper des questions, des propositions qui peuvent être utiles pour notre lutte

C'est à l'occasion d'une réunion qui s'est tenue à Moscou, en 2000, que j'ai été sollicitée par une journaliste de l'Alliance pour participer à

l'Assemblée mondiale de Lille. La journaliste était très intéressée par le travail du comité des mères de soldats russes. Elle pensait que ce serait utile que le comité participe à l'Assemblée mondiale [...]. Nous avons déjà débattu des questions qui sont posées ici. Nous avons déjà pris des positions sur ces sujets [...]. J'ai participé à différents congrès dans le monde entier et je connais la plupart des personnes présentes dans le collège militaires de l'Assemblée mondiale.

Ici je veux attraper des questions, des propositions qui peuvent être utiles pour le travail du comité, pour notre lutte. En Russie, il y a toujours beaucoup de changements, il faut constamment que nous puissions nous mobiliser et nous adapter.

Les femmes se mobilisent pour la paix



Rima Tarazi,
présidente du bureau administratif
de l'Union générale des femmes
palestiniennes,
Ramallah

Collège femmes

Rima Tarazi appartient à une influente famille, qui est notamment à l'origine de la création de la première université palestinienne. Éprise de tolérance, passionnée de musique et animée d'un optimisme à toute épreuve, elle a vécu dans plusieurs pays avant de revenir définitivement s'établir en Palestine au milieu des années 60. Depuis, elle encourage les femmes à acquérir une plus grande autonomie au sein de la société, condition nécessaire selon elle à l'indépendance de son peuple.

Je suis née à Jaffa en Palestine, en 1932. Nous étions sous mandat britannique, c'était la colonisation [...]. À cette époque, les Palestiniens, chrétiens et musulmans, étaient ensemble. Il n'y avait pas de différences entre nous. C'était la fraternité.

La famille de mon père a fondé l'université de Bir Zeit. C'était la première université palestinienne. Elle avait été créée en 1924 par ma tante. Ce n'était encore qu'une école à l'époque. Mon père avait été assistant général du secrétaire général de Palestine. Il était le représentant chrétien à côté des représentants juif et musulman. Il était vraiment

engagé pour le bien des autres. Petits, il nous disait qu'il fallait toujours d'abord penser aux autres, puis à la famille et enfin à soi-même.

En 1947, je suis allée à l'université à Beyrouth [...]. L'année suivante, quand la guerre a éclaté, je n'ai pas pu rentrer. Je suis venue l'été à Bir Zeit. Nous avons déménagé. Nous n'avions pas les moyens de lutter. Les Palestiniens n'avaient rien [...]. Nous avons habité dans la maison de mon grand-père qui était pasteur. C'était une grande maison [...]. Mon père est devenu ministre des Affaires étrangères dans le Gouvernement de Jordanie, mais il a continué son travail à Bir Zeit. Maman le soutenait toujours. Elle était un peu la maman de tous les élèves.

Depuis que je suis petite, la Palestine et la musique sont au cœur de ma vie

J'ai commencé à étudier la musique à l'âge de sept ans [...]. C'est drôle parce que j'ai toujours rêvé d'aller à Vienne, mais je ne pouvais pas car c'était la guerre. Mon père voulait que je termine les études avant.

La musique, c'est mon grand amour ! Elle m'accompagne partout. J'ai toujours composé, enseigné la musique [...]. Toute ma musique est basée sur la musique occidentale. J'ai composé des chants de poètes célèbres, palestiniens, arabes. Depuis que je suis petite, c'est toujours la Palestine et la musique ensemble.

En 1949, je suis partie en France. Je ne connaissais pas la langue. J'ai habité chez les religieuses de Notre-Dame-de Sion à Grand-Bourg, près d'Ivry-sur-Seine. J'avais de la chance parce que là-bas, par hasard, il y avait une institutrice professeur de musique [...]. C'était une musicienne fantastique. Je lui dois beaucoup ! Elle m'a poussée à prendre des cours au conservatoire de musique de Paris. J'avais dix-sept ans, j'étais trop jeune. Alors j'ai suivi des cours d'histoire de l'art [...]. La seconde année, j'ai habité Paris. J'étais étudiante libre. J'avais un piano dans ma petite chambre. Je jouais quatre heures par jour, puis je lisais le journal et j'allais une fois par semaine à un concert, mais je me sentais seule, je ne m'amusais pas.

Je suis revenue à Bir Zeit. J'ai enseigné la musique et l'anglais [...]. Au bout d'un an et demi, je suis retournée poursuivre mes études de psychologie arabe à Beyrouth.

Je me suis mariée en 1956, j'avais vingt-quatre ans. Mon mari faisait des études de neurochirurgie. Nous sommes allés à Montréal. Nous y sommes restés quatre ans. J'avais toujours un piano. J'ai commencé à reprendre des études de composition. Avec la naissance de mon fils, c'était difficile de continuer la musique. J'ai eu deux enfants là-bas. Nous sommes rentrés en 1961. Mon mari a travaillé en Jordanie palestinienne. Pendant dix ans, il était le seul neurochirurgien là-bas [...]. Nous étions sous l'occupation. Mes quatre enfants étaient jeunes, je ne voulais pas travailler.

Considérer les femmes pas seulement avec leurs droits mais aussi avec leurs responsabilités, leur dignité

[...] Quand 1967 est arrivé, alors tous les Palestiniens se sont mobilisés. Il y avait de nombreuses associations de résistance à l'occupation qui cherchaient à bâtir des infrastructures [...]. Je me suis engagée dans la vie associative pour donner le pouvoir aux femmes, pour résoudre les problèmes de celles qui n'avaient rien du tout. L'Union générale des femmes palestiniennes s'est créée. Pour moi, c'était en même temps social et politique. Notre objectif était de résister ensemble, hommes et femmes, pour parvenir à terme tant à la libération de la femme que de notre pays [...]. Nous voulions que les femmes restent en Palestine, y travaillent [...]. C'est toujours comme ça dans ma tête, je vois la femme, pas seulement avec ses droits, mais aussi avec ses responsabilités, sa dignité. Je travaillais tout le temps.

Dans les années 90, avec le processus de paix, tous les gens associaient le mouvement des femmes à un mouvement social, opposé aux hommes. Ils se trompent, c'est contre l'occupant que nous nous battons !

Aujourd'hui, ce qui est difficile, c'est de savoir ce qui se passe dans les territoires occupés. À Hébron ce n'est pas comme à Ramallah. Nous sommes séparés, surtout maintenant !

Pendant leurs études, les étudiants travaillent comme volontaires pour les habitants

En 1967, nous avons commencé à avoir des classes universitaires [...]. Je faisais partie du conseil d'administration de Bir Zeit. Tout mon travail était volontaire.

Aujourd'hui, nous avons des facultés d'art et de sciences, d'ingénieurs, de commerce. Nous sommes reconnus pour nos projets avec les communautés [...]. Nous avons débuté quelque chose de très important. Pendant leurs études à l'université, les étudiants travaillent comme volontaires pour les habitants. Nous sommes fiers de cela. Chaque année, ils doivent accomplir un projet, comme ramasser les olives avec les paysans, nettoyer dans les rues... À Bir Zeit, nous avons aussi mis en place un institut de santé publique, un centre pour l'environnement, un autre pour les médias. Enfin, nous sommes liés avec un centre de loi.

En 1993, nous avons fondé un conservatoire de musique [...]. Quatre cents jeunes fréquentent le conservatoire. Il joue un rôle très important, surtout en ce moment. Avec la guerre, la musique est devenue très affective en Palestine. Nous organisons des concerts contre les bombardements.

Chez nous, peu à peu, l'espoir disparaît

Le monde m'inquiète beaucoup ces jours-ci. Je ne pense pas uniquement aux Palestiniens mais à tout le monde [...]. Nous sommes tous dans

la même barque [...]. L'oppression m'inquiète surtout pour les enfants. Au lieu de travailler de manière positive, nous commençons à être négatifs, amers. Je n'aime pas ça pour les enfants. Je veux qu'ils soient joyeux, qu'ils puissent construire leur vie. Chez nous, peu à peu, cet espoir disparaît [...]. La génération née sous l'occupation associe uniquement les juifs à des occupants, des militaires, des agresseurs. C'est très dangereux ! Les Israéliens ne se rendent pas compte des conséquences engendrées par le conflit. Nous ne voulons pas que nos enfants deviennent les oppresseurs de demain. C'est terrible ! Nous essayons de leur faire connaître autre chose, mais c'est très difficile [...]. L'occupation dure maintenant depuis trente-cinq ans. C'est impossible de garder son sang-froid [...]. Les Israéliens et les Américains ne peuvent pas comprendre. Ils ne savent pas ce qu'il se passe en chacun de nous, dans l'âme des jeunes gens. Nous sommes encerclés, bouclés, harassés, agressés. Nous n'avons plus de terre. Nos pères ou nos frères sont en prison. Des membres de nos familles sont morts. Notre ressentiment est trop fort. Le seul moyen d'obtenir la paix, la réconciliation, la sécurité pour tout le monde, c'est de laisser aux Palestiniens le droit d'établir un État et de permettre aux réfugiés de revenir. Partout dans le monde, les réfugiés sont défendus. Alors pourquoi n'en est-il pas de même pour les Palestiniens ?

Optimisme : Je suis toujours optimiste, malgré mes soixante-neuf ans. Je pense à l'avenir, celui de mes enfants et petits-enfants peut-être ! L'optimisme est indispensable, alors j'en donne aux jeunes générations. Autrement, ce serait impossible de lutter [...]. J'ai confiance dans l'être humain, dans sa bonté, sa force, sa sagesse peut-être aussi. Il faut être honnête, ne pas décevoir les autres. Je suis attachée à certaines valeurs. Je ne fais pas de compromis la-dessus.

L'Assemblée mondiale de citoyens : c'est très bien pour mon peuple de savoir qu'il y a des gens qui nous soutiennent

Fin 1999, les femmes palestiniennes étaient invitées à la convention de l'Union générale des femmes irakiennes. C'est là que j'ai rencontré Marlène Tuininga, de la Fondation Charles Léopold Mayer.

Les informations qu'elle m'a fournies sur l'Assemblée mondiale m'ont beaucoup intéressée. Ce document me parlait [...]. J'ai pensé que c'était une occasion de rencontrer des représentants de nombreux pays, de parler de solidarité, d'essayer ensemble de trouver des solutions [...]. En tant que Palestinienne, c'est aussi important pour mon peuple de savoir que des gens nous soutiennent, parce que nous sommes arrivés à une période de notre vie où nous nous sentons seuls, isolés de tout [...]. La solidarité nous donne le courage de résister à l'occupation, de préserver notre dignité.

Pour moi, les rencontres sont une richesse inestimable. La meilleure façon de connaître, de comprendre, c'est d'écouter des témoignages individuels. J'ai déjà vécu cette expérience avec l'Union générale des femmes palestiniennes. Nous avons réuni les représentantes de cent pays. À l'Assemblée mondiale, les gens veulent un monde meilleur. Ils sont engagés pour l'avenir [...]. J'espère qu'un lien fort va naître et grandir entre nous.

Solidarité: Quand vous êtes opprimés, que vous avez des soucis, vous ne pensez pas beaucoup aux autres [...]. Pour changer le monde, il faut être ensemble.

Humilité: L'humilité, c'est de savoir que nous ne sommes pas seuls dans notre souffrance. Il ne faut pas croire que nous sommes uniques. La souffrance est partout. Il ne faut pas chercher à comparer.

Œuvrer à un dialogue interconfessionnel



*Rana Sabra Ben Omar,
docteur d'Université en histoire
religieuse contemporaine,
Lille*

Collège interreligieux

Rana Sabra Ben Omar est Libanaise d'origine et Lilloise d'adoption. Elle vient de passer un doctorat sur l'Église catholique postconciliaire. Elle fait également partie d'une organisation religieuse réunissant des personnes de plusieurs confessions, qui est à l'origine de la création du collège interreligieux du Nord-Pas-de-Calais.

Je suis née au Liban et j'y ai fait mes études secondaires. Je suis arrivée à Lille en 1985. J'ai interrompu mes études pendant pas mal de temps avant de les reprendre.

Dans mon pays, ma famille aussi, le dialogue interconfessionnel, intercommunautaire, c'est une tradition. J'ai grandi dans cette atmosphère et je suis en cela énormément redevable envers mon pays [...]. Le Liban, c'est une terre qui me parle beaucoup. C'est une terre meurtrie, parce que

l'identitaire, le religieux et le culturel ont toujours été étroitement entremêlés. C'est une terre aussi où des massacres ont été commis au nom de la religion. Des hommes de paix se sont pourtant imposés dans ces époques barbares. Là, c'est un peu une déformation professionnelle : en tant que spécialiste d'Assise, je pense tout de suite à l'homme de paix qu'a été saint François d'Assise. Il est parti en pleine croisade rencontrer le sultan al-Malik al-Kamil, sur le delta du Nil, à Damiette. Il était avec un compagnon qui s'appelait frère Illuminé. On les prenait vraiment pour des illuminés. Saint François d'Assise s'est retrouvé face au sultan. Ils ont eu un échange théologique empreint de tolérance mutuelle et ont beaucoup appris l'un de l'autre. Après, malheureusement, l'histoire de cette région du Moyen-Orient est très proche de ce qui s'est passé en ex-Yougoslavie.

Paix : La paix, pour moi, c'est d'abord une paix réalisée sur soi [...]. C'est s'empêcher d'avoir une attitude colérique, qui offense, blesse [...]. Cette violence que nous manifestons vis-à-vis d'autrui est en nous-mêmes [...]. Il faut vraiment faire un travail sur soi. Personnellement, la foi religieuse m'aide à trouver la paix.

Ma thèse porte sur « La place de la rencontre d'Assise dans la rencontre interreligieuse »

Je suis un peu atypique par ma formation puisque je suis politicienne de formation, linguiste et, sur le tard, je me suis intéressée à l'histoire religieuse contemporaine. Je suis spécialiste de l'Église catholique postconciliaire [...]. Pour l'étude de la religion chrétienne, il y a un concours de circonstances. Des professeurs, spécialistes de l'Église catholique, m'ont aidée pendant mes recherches. Au cours de mes études, je me suis également rapprochée des instances ecclésiastiques.

Ma thèse porte sur « La place de la rencontre d'Assise dans la rencontre interreligieuse ». En 1986 a eu lieu une grande manifestation interreligieuse à Assise. C'est une date marquante dans l'ouverture de l'Église aux autres traditions religieuses. Pour la première fois, l'Église recevait des représentants appartenant à divers horizons religieux. À la suite du pape Jean-Paul II, ce qui a été appelé « l'esprit d'Assise » a été repris par diverses instances religieuses. C'est à ce titre que j'ai été amenée, par le biais de rencontres internationales, de colloques, à participer à des événements interreligieux, surtout sur le plan international.

La conférence mondiale des religions pour la paix

Je fais partie de la conférence mondiale des religions pour la paix. Cette organisation est née à Kyoto en 1970 et existe depuis 1986 à Paris. Notre antenne à Lille a été créée en octobre 1998. Toutes les antennes se réfèrent à une charte commune. Nous sommes engagés dans une éthique à la

fois civile, interreligieuse et orientée vers un idéal de paix. L'antenne de Lille a été créée par le pasteur protestant Jean Dumas. Il a essayé de rassembler des universitaires, des gens appartenant à divers milieux socio-professionnels, mais avant tout croyants. J'ai été contactée par le président honoraire de la faculté catholique de Lille, le père Gérard Leman, qui appartient au mouvement Pax Christi. Évidemment, je connaissais la conférence mondiale des religions pour la paix. Je savais que c'était un organisme sérieux. Ce qui m'a incitée à adhérer, c'est l'envie de concrétiser. Je ne voulais pas me limiter à un savoir exclusivement académique. Et puis, étant Libanaise, ayant vécu la guerre, les incompréhensions nées de la guerre, les préjugés, il m'a semblé urgent de saisir l'occasion qui m'était offerte. À ce moment, j'étais universitaire, je faisais ma thèse. J'étais en contact depuis pas mal d'années avec les milieux catholiques romains. À chaque fois que je retournais au Liban, je rencontrais des personnes engagées dans le dialogue interconfessionnel. Pour moi, c'était l'occasion de transférer un peu ce savoir.

Au début, nous nous sommes retrouvés à six, sept. Actuellement, nous sommes environ une quinzaine. Nous nous réunissons une fois tous les deux mois à Lille. Notre groupe est constitué de chrétiens de plusieurs confessions, de bouddhistes, d'un israélite, de quelques musulmans et enfin des adeptes du bahaïsme. C'est une religion nouvelle, un peu syncrétiste, qui tend à un idéal de paix et de fraternité universelle. Nous nous rencontrons pendant deux à trois heures. Ces échanges avec des croyants qui vivent leur foi au quotidien m'enrichissent énormément.

Quand je suis allée à Rome en octobre 1999, il y avait plus de deux cents participants appartenant à divers horizons religieux

Cette rencontre se situait dans le contexte de l'organisation du Jubilé de l'an 2000. Quand je suis allée à Rome en octobre 1999, il y avait plus de deux cents participants appartenant à divers horizons religieux. Je pense que cette manifestation a contribué à élargir mon horizon religieux [...]. Pour moi, c'était un défi. J'étais amenée à sortir de mon carcan – je n'aime pas utiliser ce terme – de mon univers clos islamo-chrétien. En tant que Libanaise je suis, comme notre pays, au carrefour de plusieurs civilisations. Il n'empêche, nous évoluons dans un univers exclusivement, ou presque, islamo-chrétien. Il y a des druzes, mais c'est toujours une religion monothéiste.

J'avais une idée très vague des autres religions. Jusqu'alors, j'avais surtout un savoir théorique. À Rome, j'ai vécu une expérience très émouvante. Je prenais mon petit déjeuner avec un bouddhiste. Il était vêtu d'une manière qui me semblait être vraiment très folklorique. D'emblée, j'étais confrontée à l'autre, à son regard. J'ai eu des échanges très fructueux. J'avais l'impression d'avoir un monde en miniature. Toute la

planète était là. Ce qui m'a séduite dans l'histoire de l'Assemblée c'est aussi cela.

Dialogue : Comme dans tout dialogue, si j'escamote ma personnalité, le dialogue ne peut pas avoir lieu. Pour qu'un dialogue existe, il faut le respect dans la différence. Je n'oublie pas que l'autre est différent et que je ne peux pas me fondre en lui. Je le respecte pour cela.

Le collège interreligieux : nous avons surtout parlé de l'engagement des religions dans la société civile

En avril 2001, Pierre Calame est venu nous rencontrer à Lille. Il a expliqué la démarche de la fondation, le but de l'Alliance et a parlé de l'Assemblée mondiale de citoyens. Au départ, le projet nous a semblé un peu utopique. Nous ne savions pas comment nous situer par rapport à cet événement. Parce qu'il recoupait nos objectifs, ce projet nous a cependant fortement interpellé. Il pouvait nous ouvrir de nouveaux horizons et nous amener à de nouvelles pratiques. Nous avons ensuite rencontré John Taylor, du conseil œcuménique des églises et coordinateur du collège interreligieux international. Il a expliqué la dynamique de l'Assemblée du point de vue du volet interreligieux. Un colloque international allait se dérouler à Genève en juillet 2001. Notre antenne de Lille a décidé de dépêcher l'un d'entre nous pour y prendre part. C'est moi qui suis partie. À Genève, il y avait surtout des universitaires. Nous avons réfléchi sur les thèmes qui engagent les religions dans le monde actuel. Comment une paix interreligieuse pourrait avoir une incidence sur la paix civile ?

Dans le collège régional, nous avons choisi plusieurs thèmes de réflexions. Chacun se sentait interpellé par un thème particulier. Certains ont travaillé sur la notion de pouvoir, d'autres sur la tolérance, ou encore la religion et la laïcité. Les événements du 11 septembre ont donné un coup de fouet au groupe. J'ai éprouvé le besoin de réagir. J'entendais parler des Afghans, des talibans, des moudjahidin, du djihad. Que ce vocable revienne aussi souvent, de façon aussi négative, m'a agacé. Par fidélité à moi-même, à ce que je suis, en tant que musulmane, moyen-orientale, intellectuelle, il me fallait accomplir cette démarche. J'ai distribué le texte que j'avais rédigé à l'ensemble des membres du groupe.

La réunion des collèges du Nord-Pas-de-Calais : j'ai constaté que nous avions tous les mêmes préoccupations

Là où j'ai le plus appris, c'est en octobre, lors de la réunion de l'ensemble des collèges du Nord-Pas-de-Calais à l'école d'ingénieurs de Lille. Ce sont des gens qui appartenaient à des milieux socioprofessionnels divers. C'est là que j'ai constaté que nous avions tous les mêmes préoccupations. Nous l'exprimions peut-être différemment, mais nous nous rejoignons sur

l'essentiel. Les personnes du groupe précarité m'ont touchée. Je me suis dit que nous ne devons pas uniquement travailler dans notre coin.

La planète à portée de main

Nous avons l'impression d'avoir la planète à portée de main, ça ne peut être qu'enrichissant. Nous allons bien sûr nous réunir en assemblée plénière, mais que va-t-il rester de tout cela ? Ce sont les contacts avec les personnes ! C'est pour cela que le jeudi 6 décembre, il y aura une journée libre, pour que des liens privilégiés s'instaurent. C'est comme cela que je vois cette Assemblée. Je veux savoir sur quoi réfléchissent les autres. Quelles sont par exemple les préoccupations d'un musulman en Inde ?

La prévention des conflits passe par une éducation à la paix



*Negede (fils de) Gobezie,
président de l'association Grapeca,
Groupe de recherches et d'action
pour la paix en Éthiopie
et dans la Corne de l'Afrique
Bruxelles, Belgique*

Collège journalistes

Vingt-cinq années se sont écoulées depuis que Negede Gobezie a été contraint à quitter l'Éthiopie. Depuis cette date, il a consacré toute son énergie pour lutter contre la violence qui déchire son pays. Aujourd'hui, après un long cheminement et de multiples rencontres, il est intimement convaincu que seule l'éducation à la paix peut faire taire les armes.

Mon père s'appelle Gobezie. Negede est à la fois mon nom et mon prénom. Je suis Negede, fils de Gobezie. Pour être régulier ici, j'ai mis Negede comme prénom et Gobezie comme nom. J'ai débuté mes études en Éthiopie, à l'université de sciences économiques d'Addis-Abeba. Les cours étaient en anglais. En 1964, je suis venu en France. J'ai étudié pendant un an la langue et j'ai commencé des études de droit. Je suis resté dix ans à Aix-en-Provence où j'ai passé un doctorat en droit constitutionnel sur les parlements en Afrique. J'étais alors militant du Mouvement socialiste éthiopien [...]. Notre organisation a été fondée en 1968 à Hambourg. Elle a été très influencée par les idées de Mai 68.

Depuis 1977, je ne suis pas retourné en Éthiopie. Je vis entre Paris et Bruxelles, où j'ai ma femme et mes enfants.

Grapeca est une association fondée en 1991 à Paris. J'en suis le président. Nous ne sommes pas trop nombreux, peut-être cent cinquante : des sympathisants français et éthiopiens, des activistes des comités en Éthiopie, des gens qui participent à notre radio, notre journal.

Tant qu'il y avait la guerre, il ne pouvait y avoir de respect des droits de l'homme

Le Mouvement socialiste éthiopien a soutenu la révolution de Mengistu au début. Puis, nous avons cessé en raison de divergences. Beaucoup d'amis sont morts. En 1977-1978, quand il y a eu la rupture avec le régime, j'étais à Paris. En Éthiopie, c'était vraiment la terreur, la terreur rouge ! Il y avait près de 30 000 prisonniers politiques, dont 12-13 000 de notre organisation.

Avec les amis restés en France, nous avons cherché à soutenir les prisonniers politiques [...]. Nous avons pris contact avec Amnesty International. Il y avait un réel décalage entre son point de vue et la réalité de la situation en Éthiopie. Ils voulaient lutter pour la reconnaissance du statut de prisonnier alors qu'il était impossible de connaître exactement le nombre de prisonniers dans le pays. Il y avait de très nombreuses autorités habilitées à mener des arrestations. Notre souci principal, c'était de soutenir matériellement les prisonniers politiques dans le besoin, donc de réunir des fonds pour les envoyer au pays. Un petit comité clandestin sur place se chargeait de la redistribution des fonds collectés. Pendant cinq, six ans, nous avons travaillé dans ce sens. C'est à ce moment que j'ai rencontré le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) [...]. Nous avons poursuivi cette action clandestine de soutien aux prisonniers politiques avec le CCFD. Nous avons aussi réfléchi. Il nous fallait travailler sur la notion de paix car tant qu'il y avait la guerre, il ne pouvait y avoir de respect des droits de l'homme. Nous avons entrepris des recherches sur la problématique de la paix dans la Corne de l'Afrique. Nous nous sommes aperçus que depuis la Révolution française – pour ne prendre que cette période, parce que l'Éthiopie, c'est une histoire de trois mille ans de monarchie – l'Éthiopie n'avait pas connu une seule décennie de paix [...]. Dans la société, la culture de la violence est très enracinée. Chez nous, si vous n'avez pas un fusil, vous n'êtes pas un homme [...]. Nous avons décidé d'axer tout notre travail sur la problématique de la paix et de l'éducation à la paix.

La mosaïque qu'est l'Éthiopie crée de nombreux conflits ethniques

Les gens du CCFD avaient des projets « paix » en commun avec la Fondation Charles Léopold Mayer. Ils travaillaient sur la Colombie et

d'autres pays. Ils ont dit : « bon, maintenant, il y a la Corne de l'Afrique, il y a Negede [...] ». J'ai rédigé un projet sur ce que nous comptons entreprendre : intervenir au jour le jour, réunir les gens et surtout mener des actions en profondeur. J'ai déterminé trois axes de travail : déraciner la culture de violence par l'éducation à la paix, défendre les droits de l'homme, le respect d'autrui et l'État de droit et cultiver les facteurs de cohésion entre ethnies diverses. Il faut savoir que près de quatre-vingt-dix ethnies vivent en Éthiopie. Il y en a quatre ou cinq grandes. Les autres ne totalisent parfois pas plus de deux mille personnes. Une petite langue est même parlée uniquement par six personnes. C'est donc une véritable mosaïque. Les conflits ethniques sont source de déstabilisation et les hommes politiques en abusent.

« Contribution à un plan de paix et de réconciliation nationale en Éthiopie »

Nous avons cherché à réunir, nous avons organisé trois conférences sur l'Éthiopie. La première eut lieu en 1991, tout de suite après la création de Grapeca. Les guérilleros et les Érythréens venaient de l'emporter sur le régime de Mengistu. La conférence était conjointement organisée par Grapeca, le CCFD et la Fondation Charles Léopold Mayer. Elle s'est tenue à Paris. La fondation a utilisé ses ressources pour que soient présents des intervenants de dix-sept pays ayant vécu la guerre. Il y avait des Colombiens, des Algériens, des Chiliens, des Vietnamiens... Une vingtaine d'Éthiopiens ont également participé à la conférence. À son issue, nous avons publié un document définissant un programme d'action. Il s'intitulait « Contribution à un plan de paix et de réconciliation nationale en Éthiopie ».

En 1993, nous avons organisé une seconde conférence, toujours à Paris. Des organisations politiques étaient présentes. Nous avons invité le régime en place, mais il n'est pas venu. C'est là que nous avons décidé d'organiser une conférence à Addis-Abeba même. Nous avons sollicité les organisations politiques, la société civile et les anciens, *the Helder*s comme nous les appelons. Ce sont des gens très respectés. Une soixantaine d'entre eux sont venus. Au total, deux cent cinquante personnes étaient convoquées. Celles n'ayant pu venir de l'étranger avaient rédigé un document. Nous avons également envoyé trente et une invitations aux ambassades à Addis-Abeba. Toutes étaient présentes à l'ouverture de la conférence [...]. Pour que la conférence prévue en décembre soit soutenue par la rue, nous avons organisé des manifestations. En septembre et en octobre, un comité d'organisation a été créé sur place. À la première manifestation, trois cent mille personnes sont venues, à la seconde, un demi-million [...]. À l'issue de la conférence, nous avons créé le Conseil de forces alternatives pour la paix et la démocratie en Éthiopie.

« Initiatives pour la démocratisation des élections libres »

En 1998, avec le Conseil de forces alternatives pour la paix et la démocratie en Éthiopie et les organisations de l'extérieur, nous avons organisé une nouvelle conférence à Paris. Nous avons même réussi à faire venir des combattants de la lutte armée. Nous avons publié un document qui approfondissait le précédent. Nous l'avons nommé « Initiatives pour la démocratisation des élections libres ». Notre plate-forme commune a lancé un appel au dialogue national sur cette base. Cet appel a été très bien perçu par la population, cependant le régime a continué à l'ignorer.

En mai 2000, il y avait des élections. Même si elles sont truquées, il était essentiel pour nous de ne pas boycotter la campagne. C'était notre slogan [...]. Pour la première fois, les gens se sont mobilisés. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, les élections ont donné lieu à des violences. Paradoxalement pour nous, c'était positif. Les précédentes élections avaient été calmes en raison de l'absence d'enjeux.

Aujourd'hui, les forces armées ont progressivement été marginalisées. Le scepticisme de la population a été vaincu.

Notre radio s'appelle Keste Demena.

En Amharique, ça veut dire arc-en-ciel

Depuis cinq ans, il y a la radio Arc-en-ciel. Elle émet sur l'Éthiopie une heure par semaine. Je la prépare à Bruxelles. Elle est enregistrée à Amsterdam, puis envoyée en Allemagne, à Deutsch Telekom, pour les facilités de transmission.

Notre radio s'appelle Keste Demena. En Amharique, ça veut dire Arc-en-ciel. Le drapeau éthiopien vient de là. Arc-en-ciel, c'est la paix, l'harmonie. Ça a aussi une signification divine. On dit que c'est la ceinture de la Sainte Vierge. La radio a été créée en 1997. Avant, nous en avions une qui émettait à partir de Moscou. Elle s'appelait Radio Salaam, c'est-à-dire la paix. Après six mois à un an de diffusion, nous nous sommes aperçus qu'elle ne touchait personne [...]. Dans la mentalité des gens, le mot Salaam rime avec démobilisation. Ils ne connaissent pas les méthodes pacifiques de transformations de la société [...]. Donc, la première chose que nous avions à faire, c'était d'imposer la voie pacifique comme une voie alternative. Notre éducation à la paix devait valoriser tous les combats pour la paix. Il fallait soutenir les initiatives qui allaient dans ce sens pour démontrer leur utilité.

Trouver une stratégie qui puisse rendre crédible l'éducation à la paix

Concernant la problématique d'éducation à la paix, notre expérience prouve qu'il faut trouver une stratégie qui puisse rendre crédible l'éducation à la paix. Nous ne pouvons pas rester neutres. Nous devons nous battre pour faire progresser cette notion [...]. De l'expérience des

Colombiens, la chose la plus importante que nous avons apprise, c'est le rôle joué par la société civile. Avant, nous n'en tenions pas compte.

Aujourd'hui, je suis très critique. Je suis fâché avec toutes les organisations. Ils disent que j'ai mon propre agenda. Ils m'accusent d'être un homme politique. C'est la même chose pour tous ceux qui travaillent sur la prévention des conflits. C'est une notion assez récente [...]. En juin 1997, un an avant la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée, qui a fait plus de cent vingt mille morts, nous avons publié un numéro spécial de notre journal *Addis Digest* intitulé: «Ethiopia and Tragedy in the Making, never say you never knew» («Ne dites jamais que vous ne saviez pas»). Nous avons constaté qu'il règne une confusion entre les notions de prévention et de gestion des conflits.

L'Assemblée mondiale : il faut cette notion de droit des peuples à être informés

Je suis impressionné par ce que je vois comme intérêts communs [...]. Ce sont d'autres noms, d'autres appellations. L'intérêt de cette réunion, c'est de montrer que les problèmes ne sont pas nombreux.

Moi, j'ai surtout insisté, d'un côté sur la liberté d'expression et de l'autre sur le droit à l'information des populations. Comme il est dit: droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, à s'autodéterminer, maintenant il faut imposer cette notion de droit des peuples à être informés. Ça n'est pas la même chose que la liberté d'expression. Ce problème se pose au Nord comme au Sud [...]. Nous le voyons aujourd'hui avec le peuple américain qui soutient Bush à 90 %.

Citoyen : Quelqu'un qui participe à la vie de la cité, qui participe informé, selon ses intérêts et selon les intérêts de l'ensemble, et qui agit en conscience, sur des bases d'informations réelles, équitables.

La responsabilité sociale du journaliste



Innocent Muhozi,
directeur général de la Radio télévision
du Burundi,
Bujumbura

Collège journalistes

Face aux enjeux posés par le métier de journaliste au Burundi, Innocent Muhozi s'engage pour une pratique reposant sur plusieurs valeurs fortes. Il y a chez lui une recherche constante pour mieux connaître la société dans laquelle il vit et pour privilégier la fiction et les traditions orales pour évoquer les sujets d'actualité.

Mon père était l'un des tous premiers indépendantistes du pays. Sous la colonisation, il est allé un nombre infini de fois en prison. Notre famille a été expropriée. Les injustices, je sais ce que c'est ! Nous avons cependant grandi entourés de beaucoup de bonté. À la maison, nous n'avions presque rien mais beaucoup de sens de la justice, de la dignité, même si c'était difficile d'être démunis. Il y a donc ce contexte familial, mais il y a aussi des apports extérieurs à travers la lecture, la musique, les informations, les rencontres.

Mes références sont Karl Marx, Che Guevara, Castro, Bob Marley, Victor Hugo, Voltaire, Gandhi, Luther King, Malcom X. Aujourd'hui, c'est Paolo Coelho, des gens comme Amin Maalouf, Gabriel Garcia

Marquez. Je trouve qu'il y a du merveilleux dans tout ce monde-là. C'est dit différemment, ça part d'expériences différentes, mais il y a des convergences et ce sont de véritables trésors. J'aime la musique rasta pour son contenu social, politique, humain. Je la trouve extraordinaire, malgré d'autres côtés tout à fait insupportables. J'aime les chansons comme *L'Auvergnat* de Georges Brassens ou *Le Métèque* de Georges Moustaki. Quand nous étions gamins, ce sont des chansons que l'on reprenait à tue-tête. Tout cela est d'un apport inestimable pour moi.

À l'école secondaire, j'ai souvent été délégué de classe. J'avais peut-être un petit peu le courage de m'exprimer, de refuser certaines choses. Avec mon frère, j'ai également été à la tête d'un mouvement politique de jeunesse dans mon école. C'était une coordination de la jeunesse révolutionnaire, du nom de Rwagasore. C'est un prince qui s'est battu pour l'indépendance du pays. Nous étions très franchement ultra-gauche. Nous organisions des conférences, des cercles de discussions. Nous dénoncions aussi les injustices et menions des actions de solidarité avec des camarades de classe.

Un peu plus d'humanité, de dignité, pour que les gens autour de moi puissent avoir de quoi se nourrir, un toit, un travail, envoyer leurs enfants à l'école, avoir un petit peu de loisirs, s'épanouir, être un petit peu heureux, s'amuser dans la vie. C'est le minimum et l'écrasante majorité de l'humanité n'y a pas accès aujourd'hui !

Le journalisme, c'est un métier avec une responsabilité sociale énorme

Je suis devenu journaliste tout à fait par hasard. J'étais au chômage. Je voulais poursuivre mes études supérieures pour être enseignant, pour partager mes idées, mes convictions. Je me disais que j'allais être journaliste pendant un petit moment et qu'ensuite je me remettrais à étudier. Finalement, je me suis rendu compte que c'était un métier passionnant. Le journalisme, c'est un métier avec une responsabilité sociale énorme [...]. Je suis dans un contexte, dans un pays, où les mots tuent, ont tué et peuvent encore tuer. La presse a beaucoup contribué à accroître la haine entre les gens.

Depuis plus de dix ans, j'anime une émission de débats politiques, économiques, sociaux, sur les grandes questions d'intérêt national. Chaque fois, je replace les sujets en tenant compte des gens ordinaires. Ça m'a certainement donné beaucoup de marge de liberté dans mes fonctions actuelles, dans mon métier, parce que grâce à cette préoccupation, j'ai acquis une certaine réputation [...]. Pour moi, il est essentiel d'avoir au préalable une conscience aussi claire que possible des questions sociales, politiques, économiques, historiques, culturelles et humaines de mon pays,

ou tout au moins essayer de les acquérir. Un journaliste ne peut pas informer correctement la population s'il lui manque ces connaissances. Il lui faut rencontrer les gens, savoir où ils vivent. Je fréquente un petit peu tous les milieux sociaux. J'ai des amis paysans, je vais dans leurs familles. Quand ils ont des fêtes ou des deuils, je suis avec eux. Je vois concrètement comment ils vivent, quels sont leurs problèmes. Des gars des quartiers périphériques, j'en connais aussi ! Je suis un passionné de foot. Chaque soir, je joue avec eux. Ça me permet de connaître la sensibilité des uns et des autres, d'apporter les nuances nécessaires lorsque je traite un sujet.

Faire des choix très clairs sur la ligne éditoriale pour la Radio télévision du Burundi

J'ai la responsabilité quotidienne d'établir une ligne éditoriale et d'essayer de tenir cette ligne, malgré tous les problèmes, les tragédies au quotidien. Ça fait dix-sept ans que je suis à la télévision et sept ans que je suis directeur, ce qui est un record absolu de longévité [...]. C'est une charge publique qui a été trop lourde à certains moments, qui l'est toujours, parce que vous vous trouvez au centre de multiples pressions. La radio, la télévision, dans nos pays, dans mon pays spécialement, ont un poids énorme. Ce qui passe à la radio, les gens le considère comme parole d'Évangile. Si vous êtes dans un contexte de conflit, de violence, la radio et la télé, selon ce que vous en faites, sont des outils au service de la guerre ou de la paix [...]. J'ai défini des règles minimales : d'abord ne pas faire de propagande fascisante hutu ou tutsi, mais réaliser des reportages qui montrent à quel point la situation est complexe. Par exemple, des Hutus tuent des Tutsis. Certes, nous devons en parler, mais en faisant davantage réagir des Hutus qui condamnent ce que d'autres Hutus ont fait, tout simplement pour montrer aux Tutsis que tous les Hutus ne sont pas des tueurs potentiels et *vice versa* [...]. Il faut brouiller les cartes parce qu'elles sont de fait brouillées dans la société. Il est nécessaire de croiser les réactions, plutôt que d'opposer les opinions, ce qui crée la surenchère.

La Radio télévision du Burundi est accessible à tout le monde, pas seulement à ceux qui sont allés à l'école, d'où mon obsession de privilégier de plus en plus les fictions télé et radio, parce que là tout le monde peut comprendre, décoder ce qui se passe dans la société [...]. C'est ce langage qui autrefois était utilisé dans nos sociétés pour transmettre des valeurs.

Fiction : Elle vous donne la liberté d'expliquer sans trop faire des démonstrations que personne n'aura envie de suivre pendant une heure et demie. Avec la fiction, les gens peuvent comprendre des sujets difficiles.

Dans la tradition burundaise, il y a un personnage très important qui s'appelle Ubushingantahe

Il y a des choses géniales, incroyables, dans les traditions du pays. Moi, je suis un urbain, donc pas trop tourné vers les traditions. Maintenant, j'ai fait le chemin inverse pour voir ce qu'il s'y trouvait. Je suis éberlué de toutes les valeurs que j'ai découvertes. Dans la tradition burundaise, il y a un personnage très important qui s'appelle Ubushingantahe. Il incarne celui qui refuse les injustices, la loi du plus fort. Quoi qu'il lui en coûte, il dit la vérité. C'est un peu cela Ubushingantahe : un notable populaire, désigné par personne, mais qui bénéficie d'un immense crédit auprès de la population.

Il y a un personnage mythique sur lequel je suis en train d'écrire des scénarios de fiction. Il se prénomme Samandari. Il n'avait peur de personne, tournait les puissants en dérision, même le roi. Il était aussi expert dans l'art de l'autodérision. La tradition lui prête la naissance des ubushingantahes.

Nous avons demandé à des jeunes gens des quartiers périphériques de dire ce qu'était un ubushingantahe. Il y en a un qui a sorti un truc marrant, très intéressant, il a dit : c'est quelqu'un qui se mêle de ce qui ne le regarde pas. C'est une notion à mon avis essentielle dans la société traditionnelle burundaise, mais elle a été cassée par l'argent, la pseudo-modernité, la colonisation. J'essaie de la remettre en avant parce que là où il y a des ubushingantahes, il n'y a pas de drames qui arrivent. Quand il existe des gens comme ça dans une communauté, n'importe quoi ne peut pas se passer, parce qu'ils s'y opposeront.

L'Assemblée mondiale de citoyens : savoir que nous ne sommes pas seuls sur cette voie

Je suis au courant de la démarche de la Fondation Charles Léopold Mayer et de l'Alliance depuis un certain nombre d'années, deux ou trois peut-être. Je suis présent à l'Assemblée mondiale parce que j'avais déjà participé à certaines rencontres en Afrique. J'ai également été cette année à l'assemblée européenne de Peles en Roumanie, un peu à titre de délégué de l'Afrique.

Il y a plusieurs raisons qui expliquent mon envie d'être présent à l'Assemblée mondiale. D'abord, une confirmation qu'un peu partout dans le monde, nous faisons face aux mêmes problèmes, même si les couleurs sont différentes. L'Assemblée, c'est une rencontre pour partager des expériences, des convictions. C'est important de savoir que nous ne sommes pas seuls dans cette voie [...]. En plus, si cela me permet de structurer un peu plus ma pensée et mes objectifs, alors c'est parfait !

Première expérience internationale



Silvia Mosneaga,
lycéenne,
Kishinev, Moldavie

Collège jeunes

À 17 ans, Sylvia Mosneaga est la benjamine de l'Assemblée mondiale de citoyens. Originnaire de Moldavie, elle termine sa scolarité en classe bilingue francophone. Depuis un an et demi, elle s'est engagée dans une ligue de défense des droits de l'homme, où elle a notamment en charge la rédaction des bulletins électroniques.

Depuis l'âge de dix ans, je fais de la musique, du solfège, du piano, du chant, de la peinture. Cette année, je prépare le baccalauréat. Je suis en classe francophone, c'est-à-dire que nous étudions les mathématiques, la physique-chimie et la biologie en français. C'est un projet nouveau de l'Alliance française dans les écoles de Moldavie. Je fais partie de la classe bilingue. Je vais recevoir un baccalauréat francophone, je pourrais donc faire mes études dans un pays francophone [...]. J'ai étudié quatre langues en même temps. Le roumain, c'est ma langue maternelle, le russe, je l'ai étudié dans la rue et aussi à l'école, l'anglais depuis la cinquième classe, et le français depuis la troisième. Je suis des cours supplémentaires d'anglais, parce qu'à l'école le niveau est bas. J'aime les langues mais je suis en classe

de sciences naturelles. Je ferai peut-être des études de langues appliquées, peut-être d'économie. Je ne sais pas, je n'ai pas encore décidé !

Notre famille appartient à la classe moyenne. Mon père est ingénieur et ma mère, médecin. Pour nous, c'est un peu facile, parce qu'aussi nous habitons la capitale Kishinev. Pour les autres habitants, c'est difficile de survivre. C'est pourquoi beaucoup partent à l'étranger [...]. Ma mère nous a encouragés à développer nos connaissances. Elle ne voulait pas que nous limitions nos connaissances uniquement à la Moldavie, la Roumanie et l'Ukraine. Elle nous a toujours soutenus et aidés à trouver notre chemin. Grâce à mes grands-parents, je connais aussi la campagne moldave.

Respect : C'est le principal terme pour la compréhension interculturelle. Il doit y avoir un respect entre les différentes cultures. Elles doivent s'enrichir les unes au contact des autres. En Moldavie, il y a des minorités : des Tziganes, des Russes, un peuple qui vient de Turquie – on dit Gagansia –, une minorité bulgare. Les minorités sont écoutées, moins lorsque des décisions importantes sont à prendre.

Ladom² est ma première expérience professionnelle

Le premier objectif de Ladom est d'informer le peuple de ses droits. Il y a beaucoup de livres, de brochures, avec des informations où il est écrit : tu as le droit de... Mais les droits plus simples sont ignorés [...]. Notre ONG essaie de mieux informer les habitants. En Moldavie, l'information, les lettres n'arrivent pas dans certaines régions. C'est très difficile de les acheminer. Aussi, nous intervenons par exemple dans les orphelinats. Les jeunes y vivent comme en prison : ils n'ont aucun contact avec le monde extérieur. À leur sortie, à dix-huit ans, ils n'ont ni métier, ni logement, rien ! Par l'intermédiaire des autorités locales, nous établissons un contact avec eux et organisons des réunions d'informations pour les sensibiliser à toutes ces questions.

À Ladom, il y a quatre départements : médias, juridique, socio-économique et politique [...]. Chaque mercredi, nous prenons l'antenne pour parler des droits de l'homme. Nous accueillons des invités [...]. Le département socio-économique est le plus développé. Nous organisons des séminaires dans tout le pays pour les fonctionnaires publics, les autorités locales, les habitants [...]. Nous montons des projets avec les jeunes. Nous offrons des services aux personnes en détresse [...]. Beaucoup de projets de Ladom sont financés. L'ONG privilégie le travail en partenariat.

Ladom est ma première expérience professionnelle. J'y suis depuis un an et demi [...]. Je suis volontaire. Je reçois un peu d'argent. Je n'en ai pas

2. Ladom : *Liga Pentru Apărarea Drepturilor Omului* (Ligue de défense des droits de l'homme).

vraiment besoin parce que mes parents et ma sœur m'aident. C'est elle qui m'a recommandée auprès du responsable de l'ONG. Elle avait travaillé à la radio nationale. Aujourd'hui, elle est coordinatrice locale pour l'Union européenne [...]. J'interviens dans tous les départements. Je m'occupe des bulletins électroniques. J'anime une émission radio de vingt-cinq minutes. Je reçois des invités ou j'interviens seule à l'antenne [...]. J'assure des traductions d'anglais ou de français en roumain. J'ai aussi participé à une campagne de sensibilisation sur le sida à travers le pays.

L'Assemblée mondiale de citoyens : c'est un point de départ.

Je n'avais pas pu venir cet été à la conférence de Peles en Roumanie, parce que je n'avais que dix-sept ans. C'est grâce à Nacera, du groupe jeunes de l'Alliance, que je suis ici. C'est ma première expérience, la première fois que je viens en Europe. Je suis très contente.

Ici, je peux témoigner de mon expérience à Ladom, dire ce que représentent pour moi les mots responsabilité, pluralité et solidarité. C'est également intéressant pour nouer des contacts.

C'est bien d'avoir organisé une assemblée parce qu'il y a des gens de tous les pays qui sont riches en expériences et avec qui nous pouvons échanger. Je trouve que toutes les personnes ont des points en commun. Un Brésilien, un Australien ou un Américain ont en général les mêmes intérêts [...]. Je crois que c'est mon point de départ ici ! [...] Je voulais faire quelque chose pour la société et mon rêve se réalise [...]. Ce que j'attends de l'avenir est peut-être exagéré, mais je veux un monde parfait, où tous les hommes soient égaux. C'est un idéal ! Je suis consciente que pour changer les mentalités, il faut au moins une génération.

Technologie : Je sens que la technologie, les ordinateurs, les automobiles, sont sans importance pour moi. Je peux vivre sans la technologie, mais c'est intéressant d'étudier son schéma en détail parce que l'avenir de notre pays passe par la recherche et le développement technologiques.

Pour une écoute mutuelle entre les générations



*François Soulard,
chargé de mission des actions éducatives
à l'Espace naturel régional,
Lille*

Collège jeunes

François Soulard débute dans la vie professionnelle. Il a eu l'occasion de poursuivre le travail qu'il avait engagé lors de son objection de conscience. Intervenant auprès des écoles pour sensibiliser les élèves à l'environnement, il ressent le besoin de s'engager plus encore dans le domaine de l'éducation.

Je suis originaire de La Rochelle. J'y ai vécu jusqu'au bac. Ensuite, je suis parti à Rennes où j'ai étudié les sciences de la Terre. Parallèlement, je me suis impliqué dans une association sportive. À l'issue de ma maîtrise, je devais faire le service militaire. J'ai choisi d'être objecteur de conscience et j'ai écrit à l'ensemble des parcs naturels de France. J'ai reçu trois propositions et au dernier moment, une dans le Nord-Pas-de-Calais. J'ai foncé parce que j'ai senti que là, c'était sérieux.

Ça fait quatre ans que je suis à l'Espace naturel régional. J'ai bossé pendant un an et demi sur le littoral et je suis à Lille depuis deux ans et

dem. Au début, je travaillais surtout sur l'aménagement du territoire. Je suis entré petit à petit dans le domaine éducatif en travaillant sur la mise en place d'outils de sensibilisation à l'environnement côtier pour les scolaires. J'ai senti que cette démarche me permettait d'aller plus loin dans la connaissance de mes motivations. J'ai eu envie de me rapprocher encore plus du monde scolaire. J'aime bien les enfants.

Je mesure aujourd'hui l'importance que le travail a dans ma vie [...]. C'est ce qui m'a permis de rencontrer des acteurs professionnels, des enseignants, des bénévoles, et jusqu'au président du conseil régional. J'ai rencontré des gens avec des convictions. C'est à eux que je dois toute mon énergie.

Je sais que je ne vais pas travailler éternellement ici. J'aimerais m'investir dans l'éducation, faire un travail avec les familles, aller plus loin dans le domaine relationnel. J'aimerais pouvoir non seulement enseigner, mais aussi participer à la construction d'un nouveau système éducatif.

Éducation : Aujourd'hui, nous n'avons pas de message humanitaire, au sens de la condition humaine. Edgar Morin a sorti il y a peu un rapport pour l'Unesco qui s'intitule « Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur ». Il a fait l'effort de sélectionner sept ingrédients pour armer les enfants, pour qu'ils soient autonomes dans leur vie [...]. L'éducation, c'est une vocation. Il faut croire dans les capacités de l'enfant et l'aider à trouver sa voie.

L'association, c'est le plaisir de se retrouver ensemble pour jouer

Je fais un petit peu de musique brésilienne. Je suis dans une association depuis un an et demi. Elle s'appelle Atabak. C'est un instrument de percussion brésilien. J'ai besoin de participer à la vie associative. Il y a une forme de collaboration qui est différente du travail. Atabak, c'est une rencontre. Je pense que c'est souvent comme ça.

L'association, c'est le plaisir de se retrouver ensemble pour jouer. Personne ne se le dit, mais je le sens. C'est peut-être pour cela que nous ne le disons pas ! [...] Dans le travail, l'entrée se fait par le biais d'un contrat. Tandis que pour une association, l'entrée est d'abord humaine et c'est cela qui me motive. C'est un complément essentiel au travail parce que quand le lien repose uniquement sur une fonction, ça perd du sens. Et la recherche de sens dans ma vie est essentielle.

Rencontre : Multiplier les occasions de rencontres et de croisements. Tous les changements d'importance que j'ai pu faire, c'est grâce à des gens. Les sciences de la Terre, je les ai choisies parce qu'à partir d'une option, j'ai rencontré des profs qui m'ont intéressé. Nous croisons des gens dans notre vie qui nous donnent la force de croire dans des idées, des convictions. Ces gens-là m'ont permis de croire dans mes intuitions. Ils ont servi de révélateurs, de balises. Ils vont plus loin que les autres, ils ont des approches exploratrices, ils cherchent à trouver du sens. J'ai envie de me rapprocher d'eux.

Collège jeunes : je sentais que la Fondation Charles Léopold Mayer s'engageait dans une voie intéressante

Je me suis retrouvé dans le collège jeunes Nord-Pas-de-Calais et à l'Assemblée mondiale après avoir participé en février-mars 2001 aux assises régionales de la citoyenneté. J'avais été invité à titre professionnel [...]. J'ai été conquis par l'intervention de certains intervenants.

Pour l'Assemblée mondiale, c'est un peu la même démarche. Tous les participants aux assises régionales de la citoyenneté ont été invités à la réunion publique d'information sur l'Assemblée mondiale. Il y avait Pierre Calame et Nicole Delebarre. Des collègues déjà formés ont témoigné. Je sentais que la Fondation Charles Léopold Mayer s'engageait dans une voie intéressante. Il était question d'humanité. L'objectif de l'Assemblée mondiale était ambitieux. Ça m'a fait énormément de bien ! [...] Après la réunion, j'ai rempli une fiche pour m'inscrire.

Aujourd'hui, avec le collège jeunes, nous avons vraiment la possibilité d'exprimer nos convictions, nos souhaits [...]. Je pense que les groupes de travail constitués avec la préparation de l'Assemblée mondiale permettent l'acquisition d'une culture commune. Dans notre groupe de jeunes, j'ai découvert des points de vue différents [...]. Dans un premier temps, nous nous sommes exprimés librement. Puis le travail en groupe, les mises en commun ont suivi. Nous avons joué le jeu !

La réunion des collègues du Nord-Pas-de-Calais : il y avait un regard particulier qui se penchait sur la parole des jeunes

La réunion du 24 octobre, où tous les collègues du Nord-Pas-de-Calais étaient réunis pour exprimer le résultat de leurs travaux, a été un moment fort. Il y a eu un tour de table. Lorsque j'ai parlé, j'ai senti que tout le monde était attentif. La parole des jeunes bénéficiait d'une écoute particulière. J'ai compris qu'il y avait beaucoup d'attentes qui se portaient sur le collège jeunes [...]. Les adultes nous disent que nous sommes la génération de demain. Cela, nous le savons, mais nous n'avons pas leur chemin de vie, leur expérience. Ça n'a pas été facile pour nous de faire l'effort de se projeter. Il faut favoriser davantage les échanges entre générations.

**L'Assemblée mondiale de citoyens :
c'est ce qui s'appelle de la cognition collective**

Une Assemblée mondiale avec quatre cents personnes travaillant à l'élaboration d'une charte, c'est ce qui s'appelle de la cognition collective ou comment un groupe, à partir de repères culturels différents, produit un travail en commun. Dans l'intelligence de vie collective, dans le mieux-vivre ensemble, ces rencontres sont indispensables.

Ce que je mesure mal, c'est de quelle manière nous allons nous y prendre pour déployer cette alternative et la connecter avec les structures et les procédures existantes. Comment aussi allons-nous faire pour partager notre vision du monde ? Nous pouvons informer, envoyer la charte à tous les élus. Nous pouvons écrire des livres. C'est peut-être une réforme des pensées qui va progressivement se mettre en place.

La démarche que j'ai avec l'Assemblée correspond à une étape de ma vie, où je commence à m'intéresser à la politique, un peu plus à ce qui se passe autour de moi. J'ai envie d'agir et de participer à cette vie communautaire. Je le faisais déjà avant mais pas de la même manière.

Coordonner l'Assemblée mondiale de citoyens



Nicole Delebarre,
présidente de l'association
Lille Monde 2001,
Lille

Au cours de son parcours professionnel, Nicole Delebarre a organisé de nombreuses rencontres avec des acteurs régionaux. Il y a trois ans, elle est entrée dans le réseau régional de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Sa disponibilité et son engouement l'ont conduite à devenir présidente de l'association Lille Monde 2001.

À l'école, quand la maîtresse racontait l'histoire de la Saint-Barthélémy, je me sentais un peu seule. Est-ce que j'allais oser dire que j'étais de confession protestante ? Ça pose tout de suite des questions.

Dans les années 1950, je suis allée dans un collège mixte, ce qui était assez rare à l'époque. Là où j'habitais, les filles fréquentaient plutôt les pensionnats.

Plus tard, j'ai choisi d'être indépendante économiquement. Simone de Beauvoir était passée par là. Ses livres me servaient de livres de chevet.

Injustice : Aller contre l'injustice, c'est peut-être ce qui m'a le plus guidée dans mon parcours. J'ai l'impression qu'à l'Assemblée mondiale, les participants sont animés de la même motivation.

À Dijon, j'ai rencontré une personne du planning familial

Au début des années 1960, la pilule contraceptive arrivait clandestinement d'Angleterre par bateau. Au Havre où j'habitais, c'était assez facile de s'en procurer. Ailleurs, c'était une autre affaire. Cette situation me révoltait.

J'ai déménagé à Dijon. Là, j'ai rencontré une personne du planning familial. Puis, Mai 68 est passé là [...]. Nous allions sur les marchés à plusieurs pour parler du planning familial. Je m'en souviens comme d'un moment de grande effervescence. Les gens se parlaient, les idées foisonnaient. Ensuite, j'ai eu une rencontre très marquante avec le psychosociologue Jacques Salomé. Avec lui, j'ai fait une analyse pour devenir conseillère au planning familial. En fait, j'ai toujours saisi les occasions qui s'offraient à moi [...]. À Dijon, se créait alors un cursus universitaire de psychologie sociale. Avec mon travail au planning familial, je suis intervenue dans des travaux dirigés. Au même moment, l'université autorisait les mères de familles à suivre des études adaptées à leur rythme de vie, avec des contrôles continus qui s'organisaient comme elles le voulaient. Les seules conditions à remplir étaient d'être soit salariée, soit mère de famille.

Rencontre : Une rencontre, c'est d'abord un choc, un choc un peu émotionnel que l'on n'analyse pas bien. Ce sont des gens avec lesquels on se sent bien. Après, on creuse un peu. On s'aperçoit qu'avec l'autre, on peut s'ouvrir, faire un bout de chemin avec lui, parce qu'il y a beaucoup d'affinités, de résonances. Il me semble que j'ai beaucoup fonctionné comme ça [...]. Je suis peut-être une éponge. Je suis sensible, d'une nature gaie et assez optimiste.

Un des profs m'a demandé de le dépanner en prenant une vacation à l'ILEP (Institut lillois d'éducation permanente)

Je suis restée à Dijon une dizaine d'années. Après, nous sommes revenus dans le Nord. J'ai trouvé du travail très facilement. J'organisais des petits séminaires sur les relations humaines. J'ai fait ça à l'école d'éducateurs spécialisés, à l'EFAS (établissement de formation des acteurs sociaux). Je me suis inscrite au DUFA (diplôme universitaire de formation d'adultes). Et là, à un moment donné, un des professeurs m'a demandé de le dépanner en prenant une vacation à l'ILEP. J'ai fait des remplacements. En 1981, la ville de Lille avait décidé d'embaucher énormément de personnel, sans qualifications vraiment bien repérées. L'ILEP avait une relation privilégiée avec les services de formation de la ville. On m'a demandé si j'étais prête à

prendre en charge le plan de formation des nouveaux agents de la ville de Lille [...]. Je l'ai fait. C'était un contrat de neuf mois. Au début, j'avais du mal parce que je ne connaissais rien à la fonction publique territoriale. Je misais sur mes capacités à convaincre et sur l'acquisition de compétences sur le terrain.

**L'idée était d'échanger des expériences, d'aller voir ailleurs
s'ils étaient plus avancés, s'il y avait des choses transférables**

Très vite, l'ILEP m'a demandé si je voulais prendre la responsabilité du département collectivités territoriales. C'était un défi. Je l'ai accepté, non sans appréhension.

Grâce à ce poste, j'ai noué énormément de contacts dans la région. J'ai obtenu un contrat avec la délégation régionale de la fonction publique territoriale. Pendant plusieurs années, j'ai organisé des séminaires à l'étranger pour des cadres de collectivités sur des thématiques qui étaient directement liées à leurs missions [...]. J'ai eu une chance incroyable ! L'idée était d'échanger des expériences, d'aller voir ailleurs s'ils étaient plus avancés et s'il y avait des choses transférables. Je me suis rendue à Venise pour la restructuration des centres anciens. En 1988, en Hongrie, nous avons travaillé sur l'enseignement de la musique.

À la fin des années 1980, je suis entrée dans le domaine de la politique de la ville. J'ai aussi fait des séminaires à l'étranger.

**La rencontre avec la Fondation Charles Léopold Mayer :
faire de la politique simplement, sans être coincée dans des carcans**

Il y a trois ans, nous avons fait un voyage en Géorgie. Nous étions une dizaine de personnes de la région [...]. C'était un voyage complètement improvisé, mais plein de rencontres très riches. Là, quelqu'un m'a demandé si je connaissais la Fondation Charles Léopold Mayer et l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Il m'a proposé de participer aux réunions qui se tenaient régulièrement dans la région Nord-Pas-de-Calais. J'y suis allée [...]. Pour moi, c'était peut-être une façon de faire de la politique, au sens large du terme, sans être coincée dans des carcans. Je venais d'arrêter mon travail à l'ILEP. Je commençais à avoir du temps pour faire des choses qui me plaisaient [...]. Pendant un an et demi, j'ai suivi les travaux de l'Alliance et de la fondation. C'est à ce moment qu'ont été annoncées les premières approches concernant l'Assemblée mondiale. Je me souviens que nous nous étions dit qu'il faudrait peut-être aller à Paris, leur dire que Lille avait des atouts. À ce moment, Lyon était aussi en compétition. En arrivant à Paris, la fondation nous a annoncé que Lyon avait retiré sa candidature.

L'association Lille Monde 2001 a été créée le 7 novembre 2000

Il fallait créer une association pour relayer Paris sur le plan local. L'initiative revient à Danièle et André Talmant. Ils avaient prévu de monter l'association et de m'en confier la présidence. L'association a été créée le 7 novembre 2000 [...]. Au début nous étions quatre. Paris nous a beaucoup aidé pour l'organisation. Nous étions chargés de prendre les contacts avec la société civile du Nord-Pas-de-Calais. Nous avons établi une liste de personnes à solliciter. Brigitte a été rapidement embauchée. Elle a fait un stage à Paris et a commencé en janvier 2001 [...]. Nous nous réunissions une fois par semaine. Nous nous sommes rendus compte que ce n'était pas assez parce que très vite la pression est montée [...]. J'ai surtout fait un travail de relations publiques en renouant des liens avec des personnes que j'avais rencontrées au cours de ma carrière professionnelle. Je faisais aussi partie d'un groupe interculturel depuis quatre, cinq ans. Je l'ai remis dans le coup [...]. André Talmant a recontacté toutes les personnes qu'il connaissait à la faculté de la Catho.

Il y a eu quelques difficultés de fonctionnement en interne. Heureusement très tôt, en janvier 2001, nous avons fait appel à Affaires publiques, un petit cabinet de communication. Sans eux, nous n'aurions jamais pu y arriver. Il était impossible de préparer l'Assemblée mondiale uniquement avec des bénévoles. Nous avons vécu une expérience un peu malheureuse du bénévolat [...]. Heureusement, il y avait Brigitte et André Talmant, grâce à eux, c'était presque facile bien que notre équipe fut toute petite à l'association Lille Monde 2001.

À l'initiative de Pierre Calame, nous nous sommes dit que ce serait bien d'avoir des collèges dans la région

Paris a joué un rôle fondamental, parce que c'est eux qui avaient lancé les cahiers de propositions depuis plusieurs années [...]. À l'initiative de Pierre Calame, nous nous sommes dit que ce serait bien de monter des collèges dans la région. Ça a formidablement bien marché [...]. Plusieurs groupes, comme les habitants et les personnes travaillant sur l'interreligieux, étaient déjà prêts à se constituer en collèges [...]. Les coordinateurs des collèges ont été nommés au début de l'été 2001. Pour certains collèges, le travail a réellement commencé en septembre.

Conclusion

La salle des pas perdus de la gare Saint-Lazare. Un cliché instantané fige pour l'éternité les personnes qui se trouvaient là au même moment. Elles marchent dans tous les sens, suivant leur propre itinéraire du moment et, plus largement, leur itinéraire de vie. Il se trouve simplement que ce jour-là, à cet instant, leurs itinéraires se sont entrecroisés en un même lieu.

Au premier abord, c'est un peu ça l'Assemblée et ce dont nous parlons dans cet ouvrage. Des gens infiniment divers, chacun avec son histoire, sa culture, ses représentations et ses aspirations. L'Assemblée de Lille n'est qu'un moment fugace de leur histoire. Simplement, à travers l'Alliance et avec l'initiative de la Fondation Charles Léopold Mayer d'organiser cette Assemblée mondiale, ils se sont retrouvés à un moment donné à Lille, leurs itinéraires se sont provisoirement infléchis vers un point de rencontre commun. Cette sorte de mise en gerbe d'un instant s'est instantanément accompagnée de leur dispersion. Chacun est rentré chez lui, chacun est retourné à ses affaires, chacun a repris son propre itinéraire. Et pourtant, tous disent ou presque, qu'ils ont vécu là un moment essentiel. Certes ils expriment aussi certaines frustrations, à l'égard des méthodes, à l'égard des résultats, à l'égard de dialogues que l'on n'a pas eu le temps d'avoir, à l'égard de tous ces cahiers de propositions que l'on n'a pas eu le temps de travailler ensemble, mais ces frustrations ne sont que l'expression de l'intensité des aspirations qu'une telle rencontre a fait naître.

Souvent, il ne reste d'une rencontre, d'un événement aussi réussi soit-il qu'un bon souvenir. Mais l'Assemblée de Lille était un événement à part, qui a laissé des traces différentes: les témoignages vivants et les réponses des uns et des autres au questionnaire d'évaluation de l'Assemblée nous le prouvent. Ainsi, des participants du Nord-Pas-de-Calais sont décidés à préparer une Assemblée régionale de citoyens, et ils commencent par lancer un forum sur une question qui leur semble essentielle: l'éducation. C'est aussi une participante russe retrouvée au forum social européen de Florence qui nous dit que l'Assemblée a été l'un des plus beaux moments de sa vie. C'est le groupe colombien qui trouve dans l'Assemblée colombienne de citoyens une idée forte pour surmonter la violence endémique de leur pays. Ce sont les participants de la Corne de l'Afrique qui veulent malgré la difficulté matérielle des liens entre eux construire une approche régionale. C'est le collège des universitaires qui veut construire un observatoire de la réforme de l'enseignement supérieur. C'est le groupe de syndicalistes qui veut élargir son réseau. C'est le Forum social mondial de Porto Alegre qui veut reprendre pour son édition de 2003 les outils de visualisation cartographique des défis et des propositions qui ont été utilisés pour la première fois à Lille. C'est la charte des Responsabilités humaines, enrichie par les débats de l'Assemblée mondiale, dont la diffusion s'étend dans différents milieux et sur différents continents. Ce sont les participants chinois qui organisent au début de 2003 une rencontre pour réfléchir à la contribution de la Chine à la construction d'un monde responsable, pluriel et solidaire. C'est une participante d'Afrique du Sud qui suscite un dialogue interafricain sur la gouvernance.

Malgré les difficultés logistiques liées à la distance, 40 % des participants ont répondu au questionnaire d'évaluation de l'Assemblée. Presque tous disent: «Il faut poursuivre.» L'idée d'un Parlement mondial de citoyens vers 2010, simplement esquissée lors de la cérémonie de clôture paraît à beaucoup un horizon qui parle au cœur, une perspective qu'il faudra élaborer ensemble et avec des milliers d'autres au fil des années à venir, avec ce mélange de pragmatisme et d'utopie qui est le carburant des grandes ambitions.

Ce que ce livre raconte au fond c'est qu'il n'y a pas de perspective possible pour notre humanité sans relier de façon intime et de façon profondément nouvelle les aspirations individuelles et le changement global. C'est une des grandes leçons de l'agenda pour le XXI^e siècle issu de l'Assemblée mondiale que l'éthique dont nous avons besoin n'est ni le seul résultat de convictions privées, ni le seul fruit de règles imposées par la société. Il n'y a, au contraire, de société possible que dans la mesure où les règles de vie

sociale et les convictions intimes de chacun se renvoient les unes aux autres.

Un monde de 6 à 7 milliards de femmes, d'hommes et d'enfants est un monde de 6 ou 7 milliards d'itinéraires d'où nous n'avons saisi ici qu'un minuscule échantillon. Tout le défi est que ces itinéraires contribuent ensemble à la construction et à la perpétuation, dans la paix, de l'immense aventure humaine.

Pierre Calame

Annexe 1

Discours de Michel Rocard et d'Edgar Morin lors de l'ouverture de l'Assemblée mondiale de citoyens le 2 décembre 2001

Michel Rocard

La planète compte 6 milliards d'êtres humains. Nous sommes ici quelques centaines. Il n'empêche, cette première Assemblée mondiale de citoyens est un événement considérable par ce qu'elle annonce.

La guerre ravage bien des nations. Le sous-développement maintient des milliards d'hommes aux limites de la survie. La solidarité a disparu devant une aggravation vertigineuse des inégalités, la gouvernance mondiale est mauvaise. Une pression croissante des mouvements citoyens est nécessaire pour qu'émerge une conscience mondiale, une parole mondiale, une gouvernance mondiale démocratique et pacifique.

C'est d'abord la guerre qu'il faut éradiquer, il n'y a ni développement ni solidarité sans la paix. Mon témoignage d'enfant d'Europe élevé dans la France occupée pendant la Seconde Guerre mondiale, de militant politique combattant contre les guerres coloniales et surtout celle d'Algérie, de Premier ministre négociant la fin d'une guerre civile en Nouvelle-Calédonie, mon témoignage, c'est la découverte que partout et toujours le choix de la guerre est plus facile que celui de la paix.

Cela peut paraître surprenant, il n'y a pas un seul endroit au monde où les armes ayant parlé, on puisse dire sérieusement que la solution a été améliorée, on ne peut le dire nulle part.

Et pourtant partout, quand un conflit éclate, social, commercial, territorial, linguistique, ethnique, religieux, le refus de négocier, la démonstration de force, la proclamation qu'on ira jusqu'au bout, sont les attitudes les plus immédiates, les plus faciles, les plus chaleureuses. Mais qu'est-ce que c'est aller jusqu'au bout, sinon la violence généralisée. C'est ainsi que l'on crée les enthousiasmes communicatifs où l'on se réchauffe. Dans les situations de force, on sait toujours où est le bien, chez soi, et où est le mal, en face, chez l'autre. La guerre n'est difficile que physiquement ; pour la pensée, la guerre c'est simple ; choisir la paix, c'est toujours plus difficile. C'est donc la sagesse que le monde doit apprendre car le sage, lui, sait que la force ne résout rien. Il ne peut donc que vouloir la paix. Mais pour vouloir la paix, il faut reconnaître l'autre comme égal à soi, quelle que soit sa foi, sa langue ou la couleur de sa peau. Pour négocier la paix, il faut connaître l'autre, son histoire, sa culture, ses souffrances, ses symboles, ses demandes, pour partager équitablement les sacrifices nécessaires à la paix, car il n'est pas de paix sans que l'on sacrifie des intérêts ou des symboles. Et pour enraciner la paix, il faut vivre ensemble, travailler ensemble et s'aimer.

Mes amis, presque toutes les nations ont leurs écoles de guerre. Je connais peu d'écoles de paix. Peut-être un vœu de cette Assemblée pourrait être d'en créer une, car pour se découvrir, travailler ensemble, s'enrichir des valeurs et de la culture de l'autre, il faut apprendre la négociation, la médiation, la reconstruction, la conciliation, ce sont des techniques.

Quand, dans mon pays, le roi Henri IV, il y a 400 ans, négocia la fin des guerres religieuses, il fit une réforme de la justice, pour que les procès soient équitables entre les deux communautés. Quand le génocide prit fin au Rwanda, la première chose que fit une ONG courageuse, appuyée sur les Nations unies, fut une radio au service de la coopération mutuelle et présentant les gens en train de se réconcilier. Quand la Seconde Guerre mondiale s'arrêta, on mit en place entre la France et l'Allemagne, des commissions d'historiens pour écrire ensemble l'histoire conflictuelle du passé. En Afrique du Sud et au Cambodge, quand la fatigue de la violence imposa la paix, on écrivit des constitutions pour organiser le traitement des conflits. Quand enfin le processus de paix reprendra, car il reprendra, entre Israël et la Palestine, tout le monde sait déjà qu'il faudra commencer par gérer en commun, pour mieux la partager, l'eau.

Votre Assemblée, mes amis, pourrait dire aussi qu'aujourd'hui au Rwanda, au Cambodge, en Serbie, en Bosnie, en Irlande du Nord, demain

au Sri Lanka, en Inde et au Pakistan, au Moyen-Orient et en bien d'autres lieux, il faut prévoir comment écrire ensemble les manuels scolaires pour que les enfants de tous ces pays n'apprennent pas la haine en découvrant leur histoire. Cependant ne l'oubliez jamais, citoyens du monde, quand un conflit commence n'importe où, chez n'importe lequel de nos pays, quand un conflit commence, quand les tensions grandissent, le chercheur de paix commence toujours par apparaître comme traître à son peuple et traître à sa cause. Il faut reconnaître et imposer la noblesse du compromis. La paix demande encore plus de courage que la guerre. En revanche, quand la confiance règne entre les peuples et d'abord entre les dirigeants, tout devient possible. Nelson Mandela et Frederic De Klerk l'ont montré en Afrique du Sud. John Hume l'a montré en Irlande du Nord. Le roi Sihanouk l'a montré au Cambodge, Yitzhak Rabin, Shimon Peres et Yasser Arafat ont commencé cette démonstration au Moyen-Orient. Et nos grands défis exigent d'abord la confiance. Pour prévenir un catastrophique changement de climat provoqué par les hommes, la communauté des Nations, aujourd'hui, en ce moment, est en train de travailler toujours à partir d'un appel signé à La Haye en 1989. Vingt-quatre chefs d'État ou de Gouvernement l'ont signé. Sans rechercher l'accord de leur bureaucratie, car ils ne l'auraient pas eu, et ils l'ont signé car ils se faisaient confiance.

Mes amis, notre principal travail consiste à pousser dans chacun de nos pays à ce que nos dirigeants partout soient des hommes de paix. Merci.

Chers amis, j'ai quatre fois vingt ans, ça veut dire que je suis beaucoup plus jeune que mon ami Stéphane Hessel, ici présent.

Quand j'avais vingt ans, la France était occupée par une armée qui l'avait envahie. Je me suis engagé dans la Résistance où il n'y avait pas seulement le risque personnel, il y avait le risque historique, le destin n'était pas clair, c'était avant la grande bataille de Stalingrad et le débarquement allié en Afrique du Nord. C'est pour dire que résister, c'est résister dans l'incertitude et dans le péril. Dans une résistance, on n'a pas seulement une attitude d'opposition à un ennemi. Les valeurs pour lesquelles on résiste, prennent tout leur sens et toute leur force. Ainsi, partout où il y a une liberté d'expression, de critique, la liberté est banale comme l'oxygène, comme le pain, on n'en sait pas le prix. Quand on est privé de liberté, la liberté devient lumineuse, exigeante, et vitale. Autrement dit, résister a toujours un caractère positif.

Après la fin de la guerre, voyant que les espoirs d'un dégel de l'Union soviétique étaient vains, j'ai résisté au communisme stalinien et l'implosion de l'Union soviétique a été pour moi la fin d'un grand mensonge et d'une grande illusion. J'ai cru que ça en était fini des résistances. Mais il fallait résister à nouveau et de façon nouvelle. Il fallait résister au nouveau déferlement de barbarie venant du fond de l'histoire, de destructions, de massacres, de mépris, de tortures. Il fallait résister non seulement à ces barbaries, mais à une barbarie qui s'est développée au sein de notre propre civilisation, dite développée économiquement, malheureusement, sous-développée psychiquement et moralement. Il nous faut résister contre une conception du monde fondée sur le calcul, la technique, le profit. Il faut lutter contre l'alliance de deux barbaries. Et notamment cette barbarie mentale qui ignore que le monde récemment décolonisé souffre encore des séquelles de la colonisation et vit encore une atroce inégalité qui se mesure non seulement en dollars mais en souffrances, en infirmités, en maladies infectieuses, en sida, en humiliation.

Résister à une certaine mondialisation, oui ! Mais au nom de valeurs universelles pour ce monde-là. Lutter pour une autre mondialisation, mais plus encore, je crois, j'ai le sentiment que ce qui s'est passé au cours des douze dernières années, c'est l'émergence, ou la volonté d'émergence d'une société monde qui n'arrive pas à naître. Pour qu'il y ait une société, il faut un territoire. Le territoire, il est là, c'est la planète. Il faut des réseaux de communication. Nous avons les réseaux de communication les plus immédiats, les plus multiples qu'aucune société n'a eu dans le passé. Il nous faut une économie, nous avons l'économie mondiale, mais

malheureusement, non seulement sans régulation, non seulement sans contrôle, mais aussi sans orientation. Dans une société il y a un droit, nous n'avons qu'un embryon de droit. Dans une société, il y a des instances de protection de la vie de la société, et l'ONU est extrêmement faible. Pour nous protéger de la menace qui pèse sur la biosphère et qui s'aggrave, les réunions qui ont lieu, récemment encore à Kyoto, n'ont pas acquis de pouvoir de décision. Il manque pour une société monde, le droit, les institutions mais plus encore, parce qu'une société ne peut vivre sans une conscience de destin commun. Or, la communauté de destin nous l'avons. Nous avons tous les mêmes menaces, nucléaires, bactériologiques, écologiques. Nous avons même les mêmes problèmes fondamentaux qui consistent à réguler et orienter l'économie. Mais cette conscience n'est pas encore présente. Il nous faut une conscience de solidarité qui ne nous vient que par flash, que par moments. Et en quelque sorte, le mot « patrie » nous dit bien ce que signifie une communauté. Le mot « patrie » commence de façon paternelle avec le « pa » et se termine de façon féminine et maternelle comme nous disons la « mère Patrie ». Or, nous sommes des enfants de cette terre en dépit et à côté, et englobant toutes nos patries légitimes, il nous manque la conscience de la « terre patrie ».

Alors chers amis de cette planète, riche de milliers de cultures, nous sommes réunis en fait pour contribuer par nos efforts et par nos volontés à l'émergence d'une société monde à visage humain, à la concrétisation de la terre patrie.

Annexe 2

La charte des Responsabilités humaines de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Enjeu, contenu, et mode d'élaboration de la charte des Responsabilités humaines

D'où vient l'idée de charte ?

« La terre est notre seule, unique et irremplaçable patrie. L'humanité, dans toute sa diversité, appartient au monde vivant et participe à son évolution. Leurs destins sont inséparables. »

C'est par ces mots que commençait la première proposition de charte soumise, en 1999, aux différents groupes de travail de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Ce fut un moment essentiel de l'histoire de la charte de l'Alliance, un processus de dialogue divers et intense entre tous ceux qui partageaient les mêmes préoccupations devant les crises auxquelles l'humanité était confrontée et qui ont voulu s'unir aux autres pour relever les défis de notre temps.

Les discussions ont porté sur la nécessité d'une charte, sur sa légitimité, sur sa nature, sur son processus d'approbation, sur la manière de la mettre en œuvre au sein de la société civile et au niveau des institutions internationales.

Tout au long du processus, ce projet de 1999 se révéla un « pré-texte » aux deux sens du mot : il a permis de susciter un intense dialogue interculturel et interdisciplinaire et il a fait l'objet de propositions d'amendements.

Pourquoi une nouvelle charte ?

En 1993, l'Alliance est née de la publication d'un texte fondateur : la « Plateforme pour un Monde responsable et solidaire ». Il s'agissait d'un appel à nous unir pour surmonter notre sentiment d'impuissance en face des crises majeures du monde actuel : le fossé entre le Sud et le Nord, entre les pauvres et les riches, entre les hommes et les femmes, entre la nature et l'humanité. La Plateforme a joué un rôle essentiel pour mobiliser des gens de tous les continents partageant leurs expériences et leurs idées dans la plupart des domaines de l'activité humaine et pour élaborer des propositions permettant une vie digne pour tous les êtres humains, ainsi que la préservation de la planète.

Au cours de cette première étape, les participants sont arrivés à la conclusion que pour faire face aux grands défis du XXI^e siècle, il était nécessaire et urgent d'élaborer un nouveau pacte social entre les êtres humains pour fonder leur partenariat en vue d'assurer la survie de l'humanité et de la planète. Un tel pacte devait prendre la forme d'une charte adoptée par des citoyens du monde entier et, plus tard, par les institutions internationales.

Un « troisième pilier »

Actuellement, la vie internationale repose sur deux piliers : la Déclaration universelle des Droits de l'homme, centrée sur la dignité des individus et la défense de leurs droits, et la charte des Nations unies, centrée sur la paix et le développement. Ces deux piliers, par le cadre qu'ils ont créé, ont permis un progrès indiscutable dans l'organisation des relations internationales. Mais, au cours des cinquante dernières années, le monde a connu des changements radicaux. L'humanité fait face maintenant à de nouveaux défis. Il est clair que ces deux premiers piliers ne suffisent plus pour fonder les changements en cours et à venir.

L'idée d'un troisième pilier, d'une « charte de la Terre », traitant principalement des relations entre l'humanité et la biosphère, est apparue pour la première fois à la conférence mondiale de Stockholm, en 1972. Cette idée fut reprise au moment de la préparation du sommet de la Terre, en 1992, à Rio de Janeiro mais la rédaction d'une charte de la Terre ne put finalement aboutir car les gouvernements ne parvinrent pas à s'entendre sur une formulation vraiment adaptée aux défis du monde.

Depuis lors, un grand nombre de projets de chartes ont été élaborés à partir d'initiatives venant d'origines variées au sein de la société civile

internationale. Cette floraison d'initiatives révèle que beaucoup sont convaincus que l'élaboration de ce « troisième pilier » est plus urgente que jamais. L'Alliance a fait de la rédaction collective d'une telle charte l'un de ses objectifs.

Le processus de rédaction

Le processus d'élaboration d'une charte était itératif, car il devait satisfaire aux deux objectifs d'unité et de diversité : il fallait élaborer des fondations communes pour l'action tout en respectant la diversité culturelle, linguistique, économique, politique et géographique. Une démarche d'aller et retour fut adoptée pour construire progressivement une convergence.

De 1995 à 1998, à l'initiative d'André Levesque et de son équipe, des ateliers de travail furent animés en Afrique, Asie, Amérique latine et Europe. Le but de ces ateliers était de dégager des valeurs et des principes communs à partir de la réalité quotidienne telle qu'elle était vécue dans les différentes sociétés. La première proposition de charte (1999) était le résultat de ces travaux.

De 1999 à la fin de 2000, ce projet de charte fut testé de manière systématique en examinant comment les principes énoncés pouvaient s'appliquer de manière spécifique dans différents domaines de l'activité humaine et dans différents contextes culturels.

Au même moment, de nombreux chantiers de l'Alliance élaboraient des propositions capables de relever des défis du XXI^e siècle chacun dans son domaine.

Les réactions au projet de charte de 1999 et l'examen de ces propositions conduisirent à décider, en 2001, de refondre le projet dans un texte capable d'incorporer l'ensemble de ces réflexions.

Le comité de rédaction soumit à l'automne 2001 un premier projet à un comité de sages dont les commentaires permirent d'apporter au texte initial des améliorations considérables. Cette proposition fut soumise à l'Assemblée mondiale de citoyens, organisée par l'Alliance en décembre 2001, à Lille (France). Les participants examinèrent sa pertinence dans les différents contextes qui sont les leurs. Leurs commentaires permirent une rédaction adaptée qui, après l'Assemblée de Lille, fut soumise au débat auprès des allié-e-s pour aboutir au texte final ci-après largement diffusé à partir du mois d'octobre 2002.

Le voyage ne s'arrête pas à Lille

Après l'Assemblée de Lille, la charte devra faire son chemin au sein de la société civile et, du moins le souhaitons-nous, à un moment ou un autre, auprès des institutions internationales. L'Alliance continuera à tester la pertinence du texte par rapport aux différents contextes culturels et aux différents milieux socioprofessionnels.

La charte : un noyau commun pour la diversité des propositions portées par l'Alliance

La charte des Responsabilités humaines ne se suffit pas à elle-même. Elle met simplement en lumière l'essence de ce qui est commun aux propositions élaborées par les différents groupes de travail de l'Alliance : l'appel à prendre conscience de la nécessité impérieuse d'assumer de nouvelles responsabilités aussi bien au niveau individuel qu'au niveau collectif.

Ses principes directeurs se présentent comme le noyau commun susceptible d'être transposé et concrétisé dans différents domaines de l'activité humaine et dans différentes langues sous une forme adaptée à chaque culture. Pour utiliser une métaphore : ce noyau commun peut être aussi vu comme les racines d'un arbre, comme l'arbre banian, qui donne naissance à un grand nombre de branches et à de nouveaux troncs ; ces derniers correspondent à la traduction des principes directeurs dans les divers contextes culturels et les divers domaines de l'activité humaine.

Les caractéristiques majeures de la charte

Les caractéristiques majeures de la charte sont les suivantes.

C'est une charte des responsabilités de l'humanité face aux défis du XXI^e siècle.

Ce n'est pas un document circonstanciel, correspondant à des préoccupations à court terme ou à une activité humaine particulière. Au contraire, la charte propose des principes généraux communs à tous ceux qui les adoptent.

La charte doit servir de fondement à un nouveau pacte social définissant de nouvelles règles pour chaque milieu social et professionnel dans leurs relations avec la société. Elle veut être un cadre de référence pour des conduites personnelles mais aussi pour la vie politique, institutionnelle et juridique.

Les principes généraux qu'elle énonce doivent être traduits dans des contextes divers et faire l'objet d'applications progressives dans différents domaines de l'activité humaine en étant le cadre de référence de différents milieux (les gens eux-mêmes, les communautés, les milieux socioprofessionnels, les gouvernements, les entreprises, etc.).

La « responsabilité » est-elle un concept universel ?

Oui et non. On peut rencontrer la notion de responsabilité, en tant que concept éthique, dans tous les groupes humains, avec cependant des différences dans la manière dont la responsabilité doit être assumée. Dans certaines sociétés, la responsabilité est attribuée par le groupe à une certaine personne, plutôt qu'elle n'est assumée par l'un ou l'autre de ses membres de sa propre initiative. Dans ces conditions, la manière dont

chacun est tenu responsable de ses actes diffère en pratique. Et les différences culturelles sont encore plus marquées quand il s'agit de donner un contenu légal à l'idée de responsabilité.

La crise à laquelle fait maintenant face l'humanité impose de dépasser ces différences. De même que les nations du monde ont accepté l'idée de Droits de l'homme, il devient nécessaire d'introduire maintenant la notion de « responsabilités humaines ». D'ailleurs, une coopération et une gouvernance mondiales ne sont pas concevables sans un certain nombre d'idées et de principes universels qui, d'où qu'ils viennent, puissent être considérés comme bénéfiques à l'ensemble de l'humanité.

La responsabilité à l'égard de la vie elle-même

L'ampleur des crises sociales et environnementales de notre temps fait que l'enjeu est maintenant le don de la vie elle-même. La vie n'est pas créée par les êtres humains. Ils en font partie : la vie, c'est le mystère qui relie tout ce qui vit, qui se perpétue dans la nature, au sein de l'humanité et dans leurs relations entre elles. En dépit de sa diversité, l'humanité a la responsabilité commune de sauvegarder le droit à la vie elle-même. C'est pourquoi une charte basée sur cette prise de conscience est « universelle » au sens strict du terme en ce qu'elle concerne tout ce qui existe, le visible comme l'invisible. Elle englobe quelque chose qui va au-delà des capacités humaines de compréhension et de gestion mais dont l'humanité dans son ensemble est responsable.

De cette responsabilité fondamentale découle la nécessité de créer et de préserver une place pour les autres peuples et les autres formes de vie. La manière dont cette place et cette responsabilité sont partagées variera d'un contexte à l'autre mais partout, la préservation de la place d'autrui et des autres formes de vie constitue une partie intégrante de la préservation de la vie elle-même.

C'est cette vision qui a inspiré la proposition ci-après de charte des Responsabilités humaines.

Charte des Responsabilités humaines

Six « thèses » à la base de la Charte

Face à une situation radicalement nouvelle de l'humanité, un troisième pilier commun à toutes les sociétés et tous les milieux est nécessaire en complément des deux piliers existants sur lesquels repose la vie internationale : la Déclaration universelle des droits de l'homme et la charte des Nations unies.

Les mêmes principes éthiques peuvent s'appliquer au niveau personnel et au niveau collectif, à la fois guider les conduites individuelles et fonder le droit.

La notion de responsabilité, indissociable de toute interaction humaine, constitue un principe universel. Elle est la base éthique commune de la charte des Responsabilités humaines.

Du fait de l'impact des activités humaines et de l'interdépendance entre les sociétés, une définition élargie de la responsabilité est nécessaire. Elle comporte trois dimensions : assumer les conséquences directes et indirectes de nos actes ; s'unir pour sortir de l'impuissance ; reconnaître que notre responsabilité est proportionnée au savoir et au pouvoir de chacun.

La charte des Responsabilités humaines n'impose pas de préceptes ; elle propose des priorités et invite à des choix.

Chaque milieu social et professionnel est appelé à élaborer sur la base de la charte des Responsabilités humaines, commune à tous, les règles de sa propre responsabilité. Ces règles fondent le contrat qui le lie avec le reste de la société.

Préambule

Jamais auparavant les êtres humains n'ont eu un impact aussi profond sur la vie sociale, politique, économique et culturelle les uns des autres. Jamais auparavant ils n'ont acquis autant de connaissances et de pouvoir pour modifier leur environnement naturel.

En dépit des possibilités immenses ouvertes par ces interrelations toujours plus nombreuses et de la puissance nouvelle qu'a acquise l'humanité, des crises sans précédent apparaissent dans de nombreux domaines.

La croissance des disparités économiques à l'intérieur des nations et entre elles, la concentration du pouvoir économique et politique dans un nombre de plus en plus restreint de mains, les menaces contre la diversité des cultures, ou encore la surexploitation des ressources naturelles, créent des troubles et des conflits dans le monde entier et font naître de grandes inquiétudes sur l'avenir de notre planète : nous nous trouvons à un carrefour de l'histoire humaine.

Or, les institutions sociales qui devraient permettre de faire face à ces défis fonctionnent de manière de moins en moins efficace. Le pouvoir

envahissant des marchés internationaux affaiblit le rôle traditionnel des États. Les *institutions scientifiques*, poursuivant les intérêts étroits de leurs spécialités, se désengagent de plus en plus de l'analyse et de la prise en compte des problèmes globaux et de leurs interactions auxquels est confrontée l'humanité. Les *institutions économiques internationales* n'ont pas réussi à inverser le cours de la croissance des inégalités. La recherche du profit par les *entreprises* s'est souvent faite au détriment des intérêts sociaux et environnementaux. Les *institutions religieuses* n'ont pas suffisamment joué leur rôle dans les réponses à apporter aux nouveaux défis auxquels sont confrontées nos sociétés.

Dans ce contexte, c'est à chacun d'entre nous de prendre ses responsabilités sur le plan à la fois individuel et collectif.

La présente charte définit la nature de ces responsabilités et la façon dont elles peuvent s'exercer. Elle constitue un nouveau pas vers la construction d'une gouvernance mondiale démocratique basée sur les responsabilités humaines et d'un cadre juridique dans lequel ces responsabilités s'exerceront.

Nature des responsabilités

L'interdépendance croissante entre les individus, entre les sociétés, et entre les êtres humains et la nature renforce les effets du comportement des individus et des groupes humains sur leur environnement social et naturel, qu'il soit proche ou lointain.

Cette situation ouvre à chacun d'entre nous des possibilités nouvelles pour jouer un rôle dans les nouveaux défis auxquels est confrontée l'humanité: tout être humain a la *capacité* d'assumer des responsabilités; même lorsque des personnes se sentent impuissantes, elles gardent la possibilité de s'allier à d'autres pour créer une force collective.

Alors que tous les êtres humains peuvent également prétendre à leurs droits humains, leurs responsabilités sont *proportionnelles* aux possibilités dont ils disposent. Plus une personne dispose de liberté, d'accès à l'information, de connaissances, de richesse et de pouvoir, plus elle a la capacité d'exercer des responsabilités et l'obligation de répondre de ses actes.

Les responsabilités s'appliquent non seulement aux actions *présentes et futures*, mais aussi aux actions *passées*. Les dommages passés causés de manière collective doivent être assumés moralement par la collectivité concernée, et réparés concrètement autant que possible.

Dans la mesure où nous ne connaissons que partiellement les conséquences de nos actes maintenant et dans le futur, notre responsabilité exige également d'agir avec une grande *humilité*, et de faire preuve de *précaution*.

Exercice des responsabilités

À travers l'histoire humaine, les traditions de sagesse, qu'elles soient religieuses ou non, ont enseigné des valeurs pour guider le comportement humain vers une attitude responsable ; elles se fondaient pour cela sur l'idée, toujours d'actualité, que la transformation de la société est impossible sans la transformation de l'individu.

Ces valeurs comprennent le respect de toute forme de vie et le droit à une vie en dignité, la préférence pour le dialogue plutôt que pour la violence, la compassion et l'attention aux autres, la solidarité et l'hospitalité, la véracité et la sincérité, la paix et l'harmonie, la justice et l'équité, la préférence pour le bien commun plutôt que pour l'intérêt particulier.

Il arrive cependant que ces valeurs doivent être mises en balance les unes par rapport aux autres, lorsqu'un individu ou une société sont confrontés à des dilemmes tels que la nécessité de favoriser le développement économique tout en veillant à protéger l'environnement et en respectant les droits humains.

Dans de tels cas, la responsabilité humaine implique qu'aucun de ces impératifs ne soit sacrifié aux autres. Il serait vain, en effet, de croire que les problèmes d'injustice économique, de non-respect des droits humains et d'environnement puissent être résolus de façon durable les uns sans les autres. Tous les peuples doivent prendre conscience de cette interdépendance ; et même si leurs priorités peuvent varier selon leur histoire propre et leur contexte actuel, ils ne sauraient justifier par ces priorités leur indifférence aux autres enjeux.

C'est dans cet esprit qu'ont été conçus les principes suivants.

Principes

devant guider l'exercice des responsabilités humaines

Nous avons tous la responsabilité de faire vivre les Droits Humains dans nos modes de pensée et dans nos actions.

Pour faire face aux défis d'aujourd'hui et à venir, il est aussi important de s'unir dans l'action que de valoriser la diversité culturelle.

La dignité de chacun implique qu'il contribue à la liberté et la dignité des autres.

Une paix durable ne peut être établie sans une justice respectueuse de la dignité et des droits humains.

Pour assurer l'épanouissement de l'être humain on doit répondre à ses aspirations immatérielles aussi bien qu'à ses besoins matériels.

L'exercice du pouvoir n'est légitime que lorsqu'il est mis au service du bien commun et qu'il est contrôlé par ceux sur qui ce pouvoir s'exerce.

La consommation des ressources naturelles pour répondre aux besoins humains doit s'intégrer dans une démarche plus large de protection active et de gestion prudente de l'environnement.

La recherche de la prospérité ne peut être dissociée du partage équitable des richesses.

La liberté de la recherche scientifique implique d'en accepter la limitation par des critères éthiques.

Les connaissances et les savoir-faire ne prennent tout leur sens que par leur partage et leur usage au service de la solidarité, la justice et la culture de la paix.

Dans les décisions concernant les priorités du court terme il faut prendre la précaution d'évaluer les conséquences à long terme avec leurs risques et incertitudes.

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Françoise Astier. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans les domaines suivants : environnement et avenir de la planète ; rencontre des cultures ; sciences, techniques et société ; rapports entre État et Société ; agricultures paysannes ; lutte contre l'exclusion sociale ; construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

« **Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer** » est une association constituée selon la loi de 1901, dont l'objectif est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation et de ses partenaires. Cette association édite des dossiers et des documents de travail et assure leur vente et leur distribution, sur place et par correspondance, ainsi que celle des ouvrages coédités par la Fondation avec des maisons d'édition commerciales.

La collection des «Dossiers pour un débat»

déjà parus :

DD 1. **Pour des agricultures paysannes**, Bertrand Delpuch, 1989 (existe également en portugais).

DD 3. **Inventions, innovations, transferts** : des chercheurs mènent l'enquête, coordonné par Monique Peyrière, 1989.

DD 5. **Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire**, coordonné par François Greslou, 1991.

DD 6. **Les chemins de la paix** : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Éthiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays, 1991.

DD 7. **The paths to peace**, même dossier que le précédent, en anglais (existe également en amharique).

DD 12. **Le paysan, l'expert et la nature**, Pierre de Zutter, 1992.

DD 15. **La réhabilitation des quartiers dégradés** : leçons de l'expérience internationale, 1992.

DD 16. **Les Cambodgiens face à eux-mêmes?** Contributions à la construction de la paix au Cambodge, coordonné par Christian Lechervy et Richard Pétris, 1993.

DD 17. **Le capital au risque de la solidarité** : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley, 1993.

DD 19. **Penser l'avenir de la planète** : agir dans la complexité, Pierre Calame, 1993 (existe également en anglais).

DD 20. **Stratégies énergétiques pour un développement durable**, Benjamin Dessus, 1993 (existe également en anglais).

DD 21. **La conversion des industries d'armement**, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue, Richard Pétris, 1993 (existe également en anglais).

DD 22. **L'argent, la puissance et l'amour** : réflexions sur quelques valeurs occidentales, François Fourquet, 1993 (existe également en anglais).

DD 24. **Marchés financiers** : une vocation trahie?, 1993 (existe également en anglais).

DD 25. **Des paysans qui ont osé** : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation – la révolution silencieuse des années 50, 1993.

DD 28. **L'agriculture paysanne** : des pratiques aux enjeux de société, 1994.

DD 30. **Biodiversité, le fruit convoité** ; l'accès aux ressources génétiques végétales : un enjeu de développement, 1994.

DD 31. **La chance des quartiers**, récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain, présentés par Yves Pedrazzini, Pierre Rossel et Michel Bassand, 1994.

DD 33. **Financements de proximité** : 382 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France, coordonné par Erwan Bothorel, 1996 (nouvelle édition revue, corrigée et enrichie).

DD 34. **Cultures entre elles : dynamique ou dynamite?** Vivre en paix dans un monde de diversité, sous la direction de Édith Sizoo et Thierry Verhelst, 1994 (2^e édition 2002).

DD 35. **Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital** ; réflexion sur la capitalisation d'expérience, Pierre de Zutter, 1994.

DD 38. **Citadelles de sucre** ; l'utilisation industrielle de la canne à sucre au Brésil et en Inde ; réflexion sur les difficultés des politiques publiques de valorisation de la biomasse, Pierre Audinet, 1994.

DD 39. **Le Gatt en pratique** ; pour mieux comprendre les enjeux de l'Organisation mondiale du commerce, 1994.

DD 40. **Commercer quoi qu'il en coûte ?** ; politiques commerciales, politiques environnementales au cœur des négociations internationales, coordonné par Agnès Temple et Rémi Mongrue, 1994.

DD 42. **L'État inachevé** ; les racines de la violence : le cas de la Colombie, Fernán Gonzalez et Fabio Zambrano, traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf, 1995.

DD 43. **Savoirs populaires et développement rural** ; quand des communautés d'agriculteurs et des monastères bouddhistes proposent une alternative aux modèles productivistes : l'expérience de Third en Thaïlande, sous la direction de Seri Phongphit, 1995.

DD 44. **La conquête de l'eau** ; du recueil à l'usage : comment les sociétés s'approprient l'eau et la partagent, synthèse réalisée par Jean-Paul Gandin, 1995.

DD 45. **Démocratie, passions et frontières** : réinventer l'échelle du politique, Patrick Viveret, 1995, (existe également en anglais).

DD 46. **Regarde comment tu me regardes** (techniques d'animation sociale en vidéo), Yves Langlois, 1995.

DD 48. **Cigales** : des clubs locaux d'épargnants solidaires pour investir autrement, Pascale Dominique Russo et Régis Verley, 1995.

DD 49. **Former pour transformer** (méthodologie d'une démarche de développement multidisciplinaire en Équateur), Anne-Marie Masse-Raimbault et Pierre-Yves Guihéneuf, 1996 (existe également en espagnol).

DD 51. **De la santé animale au développement de l'homme** : leçons de l'expérience de Vétérinaires sans frontières, Jo Dasnière et Michel Bouy, 1996.

DD 52. **Cultiver l'Europe** : éléments de réflexion sur l'avenir de la politique agricole en Europe, Groupe de Bruges, coordonné par Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.

DD 53. **Entre le marché et les besoins des hommes** ; agriculture et sécurité alimentaire mondiale : quelques éléments sur les débats actuels, Pierre-Yves Guihéneuf et Edgard Pisani, 1996.

DD 54. **Quand l'argent relie les hommes** : l'expérience de la NEF (Nouvelle économie fraternelle) Sophie Pillods, 1996.

DD 55. **Pour entrer dans l'ère de la ville** ; texte intégral et illustrations concrètes de la Déclaration de Salvador sur la participation des habitants et l'action publique pour une ville plus humaine, 1996.

DD 56. **Multimédia et communication à usage humain** ; vers une maîtrise sociale des autoroutes de l'information (matériaux pour un débat), coordonné par Alain Ihis, 1996.

DD 57. **Des machines pour les autres** ; entre le Nord et le Sud : le mouvement des technologies appropriées, Michèle Odey-Finzi, Thierry Bérot-Inard, 1996.

DD 59. **Non-violence : éthique et politique** (MAN, Mouvement pour une alternative non-violente), 1996.

DD 60. **Burundi : la paysannerie dans la tourmente** : éléments d'analyse sur les origines du conflit politico-ethnique, Hubert Cochet, 1996.

DD 61. **PAC : pour un changement de cap** ; compétitivité, environnement, qualité : les enjeux d'une nouvelle politique agricole commune, Franck Sénéchal, 1996.

DD 62. **Habitat créatif : éloge des faiseurs de ville** ; habitants et architectes d'Amérique latine et d'Europe, textes présentés par Y. Pedrazzini, J.-C. Bolay et M. Bassand, 1996.

DD 63. **Algérie : tisser la paix** : Huit défis pour demain ; Mémoire de la rencontre « Algérie demain » à Montpellier, 1996.

DD 64. **Une banque des initiatives citoyennes au Liban** ; l'Association d'entraide professionnelle AEP, François Azuelos, 1996.

DD 66. Financements de proximité : 458 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France, coordonné par Erwan Bothorel et Cyril Rollinde, 4^e éd. 2000.

DD 67. Quand l'Afrique posera ses conditions ; négocier la coopération internationale : le cas de la Vallée du fleuve Sénégal, mémoires des journées d'étude de mars 1994 organisées par la Cimade, 1996.

DD 68. À la recherche du citoyen perdu : un combat politique contre la pauvreté et pour la dignité des relations Nord-Sud, Dix ans de campagne de l'association Survie, 1997.

DD 69. Le bonheur est dans le pré... : plaider pour une agriculture solidaire, économe et productive, Jean-Alain Rhessy, 1996.

DD 70. Une pédagogie de l'eau : quand des jeunes des deux rives de la Méditerranée se rencontrent pour apprendre autrement, Marie-Joséphine Grojean, 1997.

DD 71. Amérindiens : des traditions pour demain ; onze actions de peuples autochtones d'Amérique latine pour valoriser leur identité culturelle, sous la direction de Geneviève Hérold, 1996.

DD 72. Le défi alimentaire mondial : des enjeux marchands à la gestion du bien public, Jean-Marie Brun, 1996.

DD 73. L'usufruit de la terre : courants spirituels et culturels face aux défis de la sauvegarde de la planète, coordonné par Jean-Pierre Ribaut et Marie-José Del Rey, 1997.

DD 74. Organisations paysannes et indigènes en Amérique latine : mutations et recompositions vers le troisième millénaire, Ethel del Pozo, 1997.

DD 75. États désengagés, paysans engagés : perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine, compte rendu de l'atelier international de Mèze (France, 20-25 mars 1995), 1997.

DD 76. Les médias face à la drogue : un débat organisé par l'Observatoire géopolitique des drogues, 1997.

DD 77. L'honneur des pauvres : valeurs et stratégies des populations dominées à l'heure de la mondialisation, Noël Cannat, 1997.

DD 78. Contrat emploi solidarité : les paradoxes d'un dispositif ; expériences et propositions, Comité d'information et de mobilisation pour l'emploi - CIME, 1997.

DD 79. Paroles d'urgence ; de l'intervention-catastrophe à la prévention et au développement : l'expérience d'Action d'urgence internationale, Tom Roberts, 1997.

DD 80. Le temps choisi : un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement, François Plassard, 1997.

DD 81. La faim cachée : une réflexion critique sur l'aide alimentaire en France, Christophe Rymarsky, Marie-Cécile Thirion, 1997.

DD 82. Quand les habitants gèrent vraiment leur ville ; le budget participatif : l'expérience de Porto Alegre au Brésil, Tarso Genro, Ubiratan de Souza, 1998.

DD 83. Aliments transgéniques : des craintes révélatrices ; des scientifiques aux consommateurs, un débat citoyen autour de l'initiative populaire suisse pour la protection génétique, Robert Ali Brac de la Perrière, Arnaud Trollé, 1998 (existe également en allemand).

DD 84. Vers une écologie industrielle : comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper-industrielle, Suren Erkman, 1998.

DD 85. La plume partagée ; des ateliers d'écriture pour adultes : expériences vécues, François Fairon, 1998.

DD 86. Désenclaver l'école ; initiatives éducatives pour un monde responsable et solidaire, sous la direction de Christophe Derenne, Anne-Françoise Gailly, Jacques Liesenborghs, 1998.

DD 88. Campagnes en mouvement : un siècle d'organisations paysannes en France, coordonné par Médard Lebot et Denis Pesche, 1998.

DD 89. Préserver les sols, source de vie ; proposition d'une « Convention sur l'utilisation durable des sols », projet Tutzing « Écologie du temps », 1998.

DD 90. **Après les feux de paille** ; politiques de sécurité alimentaire dans les pays du Sud et mondialisation, Joseph Rocher, 1998

DD 91. **Le piège transgénique** ; les mécanismes de décision concernant les organismes génétiquement modifiés sont-ils adaptés et démocratiques ?, Arnaud Trollé, 1998.

DD 92. **Des sols et des hommes** ; récits authentiques de gestion de la ressource sol, Rabah Lahmar, 1998.

DD 93. **Des goûts et des valeurs** ; ce qui préoccupe les habitants de la planète, enquête sur l'unité et la diversité culturelle, Georges Levesque, 1999.

DD 94. **Les défis de la petite entreprise en Afrique** ; pour une politique globale d'appui à l'initiative économique : des professionnels africains proposent, Catherine Chaze et Félicité Traoré, 2000.

DD 95. **Pratiques de médiation** ; écoles, quartiers, familles, justice : une voie pour gérer les conflits, Non-Violence Actualité, 2000.

DD 96. **Pour un commerce équitable** ; expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud, Ritimo, Solagral, 1998.

DD 97. **L'eau et la vie** ; enjeux, perspectives et visions interculturelles, Marie-France Caïs, Marie-José Del Rey et Jean-Pierre Ribaut, 1999.

DD 98. **Banquiers du futur** ; les nouveaux instruments financiers de l'économie sociale en Europe, Benoît Granger/Inaise, 1998.

DD 99. **Insertion et droit à l'identité** ; l'expérience d'accompagnement des chômeurs par l'association ALICE, Pascale Dominique Russo, 2000.

DD 100. **Une ville par tous** ; nouveaux savoirs et nouveaux métiers urbains ; l'expérience de Fortaleza au Brésil, Robert Cabanes, 2000.

DD 101. **Chine et Occident : une relation à réinventer** ; parcours historique et leçons de quelques rencontres récentes dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Yu Shuo, avec la collaboration de Sabine Jourdain, Christoph Eberhard et Sylvie Gracia (photographies de Alain Kernévez), 2000.

DD 102. **Solidarités nouvelles face au chômage** ; tisser des liens pour trouver un emploi : récit d'une expérience citoyenne, Sophie Pillods, 1999.

DD 103. **Plantes transgéniques : une menace pour les paysans du Sud**, Robert Ali Brac de la Perrière, Franck Seuret et Arnaud Trollé, 1999.

DD 104. **Ce que les mots ne disent pas** ; quelques pistes pour réduire les malentendus interculturels : la singulière expérience des traductions de la Plate-forme de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Édith Sizoo, 2000.

DD 105. **Savoirs du Sud : connaissances scientifiques et pratiques sociales : ce que nous devons aux pays du Sud**, coordonné par le Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud, 1999.

DD 106. **Oser créer : créer des entreprises pour créer des emplois**, Benoît Granger/Synergies, 2000.

DD 107. **Se former à l'interculturel** ; expériences et propositions, Odile Albert/CDTM, 2000.

DD 108. **Sciences et démocratie : le couple impossible ?** ; le rôle de la recherche dans les sociétés capitalistes depuis la Seconde Guerre mondiale : réflexion sur la maîtrise des savoirs, Jacques Mirenowicz, 2000.

DD 109. **Conquérir le travail, libérer le temps** ; dépasser les frontières pour réussir les 35 heures, Bernard Husson/CIEDEL, 2000.

DD 110. **Banques et cohésion sociale** ; pour un financement de l'économie à l'échelle humaine : la faillite des banques, les réponses des citoyens, Inaise, 2000.

DD 111. **L'arbre et la forêt : du symbolisme culturel... à l'agonie programmée ?**, Élisabeth Bourguinat et Jean-Pierre Ribaut, 2000.

DD 112. **Le dialogue des savoirs** ; les réseaux associatifs, outils de croisements entre la science et la vie, Georges Thill, avec la collaboration de Alfred Brochard, 2001.

DD 113. **Financer l'agriculture** ; quels systèmes bancaires pour quelles agricultures ?, André Neveu, 2001.

DD 114. **Agricultures d'Europe : la voie suisse**, REDD avec la collaboration de Bertrand Verfaillie, 2001.

DD 115. **Le droit autrement** ; nouvelles pratiques juridiques et pistes pour adapter le droit aux réalités locales contemporaines, Pascale Vincent, Olivier Longin/Ciedel, 2001.

DD 116. **Sols et sociétés** ; regards pluriculturels, rabah Lahmar et Jean-Pierre Ribaut, 2001

DD 117. **Réseaux humains, réseaux électroniques** ; de nouveaux espaces pour l'action collective, dossier coordonné par Valérie Peugeot, Vecam, 2001.

DD 118. **Gouverner les villes avec leurs habitants** ; de Caracas à Dakar : dix ans d'expériences pour favoriser le dialogue démocratique dans la cité, Catherine Foret, 2001.

DD 119. **Quelle paix pour le nouveau siècle ?**, Maison des citoyens du monde/Bernard Vrignon et Agnès Chek, 2001

DD 120. **De la galère à l'entreprise** ; pour de nouvelles formes de financement solidaire : l'expérience de France Active, Claude Alphonandéry, 2002.

DD 121. **Finances solidaires** ; guide à l'usage des collectivités territoriales, Finansol/Éficea, dossier coordonné par E. Antonioli, P. Grosso, J. Fournial et C. Rollinde, 2002.

DD 122. **Quand l'entreprise apprend à vivre** ; une expérience inspirée du compagnonnage dans un réseau d'entreprises alternatives et solidaires, Béatrice Barras, Marc Bourgeois, Élisabeth Bourguinat et Michel Lulek, avec la collaboration de Christophe Beau et Étienne Frommelt, 2002.

DD 123. **Commerce international et développement durable** ; voix africaines et plurielles, CITSD, dossier coordonné par Ricardo Meléndez et Christophe Bellmann, 2002.

DD 124. **Les citoyens peuvent-ils changer l'économie** ; collectif « Engagements citoyens dans l'économie » ; actes du colloque tenu à Paris le 24 mars 2002, 2003.

DD 125. **Voyager autrement** ; vers un tourisme responsable et solidaire, coordonné par Boris Martin, 2003.

DD essai 126. **Mission possible** ; penser l'avenir de la planète, Pierre Calame, réédition 2003.

DD 127. **Apprivoiser le temps** ; approche plurielle sur le temps et le développement durable, Fondation pour les générations futures, Joël Van Cauter et Nicolas de Rauglaudre, 2003.

DD essai 128. **La Licorne et le Dragon** ; les malentendus dans la recherche de l'universel, sous la direction de Yue Daiyun et Alain Le Pichon, avec les contributions d'Umberto Eco, Tang Yijie, Alain Rey, Jacques Le Goff, Wang Meng..., 2003.

DD 129. **Lettre ouverte à ceux qui veulent rendre leur argent intelligent et solidaire**, Jean-Paul Vigier, 2003.

DD 130 essai. **Par-delà le féminisme**, Édith Sizoo, 2003.

DD 131 essai. **Dans les courées de Calcutta** ; un développement à l'indienne, Gaston Dayanand, préface de Noël Cannat, 2003.

DD 132. **Des animaux pour quoi faire ?** ; approches interculturelles, interreligieuses, interdisciplinaires, Élisabeth Bourguinat et Jean-Pierre Ribaut, 2003.

DD 133. **Politiques de santé et attentes des patients** ; vers un dialogue constructif, Bruno Dujardin, 2003.

DD 134. **Approches spirituelles de l'écologie**, ouvrage dirigé par Frédéric Piguet, contributions de Édouard Dommen, Joël Jakubec, Christophe Gallaz, Patrice Mugny, Arthur Lyon Dahl, Pierre Piguet et Lukas Vischer, 2003.

DD 135. **L'aide publique au développement** ; un outil à réinventer, Guillaume Olivier, préface de François-Xavier Verschave, 2003.

Vous pouvez vous procurer les ouvrages des Éditions Charles Léopold Mayer,
ainsi que les autres publications ou copublications de la
Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH)
en librairie ou à défaut aux :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer

38 rue Saint-Sabin

75011 PARIS (France)

Tél. : 01 48 06 48 86 – Fax : 01 48 06 94 86

Mél : diffusion@fph.fr

Accueil : du mardi au vendredi : 9 h 30-12 h 30 – 14 h 30-17 h 30

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

Économie, Solidarité, Emploi
Gouvernance
Relations sciences et société
Agricultures et organisations paysan-
nes
Dialogue interculturel
Communication citoyenne

Construction de la paix
Écologie, environnement
Prospective, valeurs, mondialisation
Histoires de vie
Méthodologies pour l'action

Pour obtenir le **catalogue** des éditions et coproductions Charles Léopold Mayer,
envoyez vos coordonnées à :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer

38 rue Saint-Sabin

75011 PARIS (France)



Veuillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coproductions
Charles Léopold Mayer.

NomPrénom.....

Société.....

Adresse.....

.....

Code postalVille.....

Pays

